

REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC



Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire?

La revue **Le Monde alphabétique** est publiée
 par le **Regroupement des groupes populaires**
 en alphabétisation du Québec (RGPAQ);

elle se veut le reflet de l'alphabétisation populaire
 et entend en faire la promotion. Elle s'adresse d'abord
 aux intervenants et aux intervenantes des groupes
 populaires en alphabétisation afin d'alimenter leur
 réflexion et leurs pratiques. Les articles publiés dans
 Le **Monde alphabétique** n'engagent que leurs auteurs.

Responsable de la revue: Christian Pelletier

Rédactrice en chef: Christiane Tremblay

Comité de lecture:

Martine Fillion (formatrice, Atelier des lettres),
 Clode Lamarre (formatrice, La Jarnigoine),
 Christian Pelletier (coordonnateur du RGPAQ),
 Christiane Tremblay, Stéphanie Valiquette (formatrice,
 ABC des manoirs).

Ont collaboré à ce numéro :

Annie Beauchesne, Francine Beaupré, Odanette Bélizaire,
 Monique Bournival, Alain Cyr, Marc Dagenais, Olivia Delva,
 Mélanie Dubois, Martine Fillion, Laurent Gagnon,
 Nancy Guberman, Ginette Huard, Yvonne Joseph,
 Brenda Kingsbury Richard Latendresse, Brigitte Létourneau,
 Jean-Paul McGraw, Ghuncha Aji Mohamad, Josué Paul,
 Chantai Pinel, Pierrette Pointel, Rachel Pointel, Isabelle
 Roberge, Zoilà Roman-Calle, Lisette Roussel, Jeanne Roy,
 Jenny Vézina, Josée Vézina.

Ont collaboré au dossier:

Simone Arsenault-May, Yanick Descheneaux, John D. Kinloch,
 François Labbé, Denyse Lacelle, Gilles Landry,
 Marcel Sévigny, Lise St-Germain, Deane Taylor,

l'équipe d'Atout-Lire, l'équipe de La Boîte à lettres.

Designer graphiste : Éric Villeneuve

Réviseur: Serge Leroux

Correcteurs d'épreuves :

Serge Leroux, Marie Lopion, Rachel Pointel.

La publication de la revue est financée par le Secrétariat
 national à l'alphabétisation, Ressources humaines et
 Développement des compétences Canada. Le tirage est
 de 400 exemplaires. Les textes sont soumis au Comité
 de lecture, auquel revient la décision de leur publication
 dans la revue.

Prix: 10\$

Correspondance :

Regroupement des groupes populaires
 en alphabétisation du Québec
 2120, rue Sherbrooke Est, bureau 302
 Montréal (Québec) H2K 1C3
 N° de téléphone: (514) 523-7762
 N° de télécopieur: (514) 523-7741
 Courriel : alpha@rgpaq.qc.ca

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale du Québec et
 Bibliothèque du Canada

ISSN: 1183-515X

Imprimé sur papier recyclé

Éditorial1



Flash sur les pratiques

Conscientiser pour changer le monde. 2



Échos et réflexions

Vers une culture de démocratie. 9

Changer la société en nous. 14

Avons-nous les moyens de nos valeurs? 17



Dossier

Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? 21

La construction néolibérale. 22

Néolibéralisme et alphabétisation populaire

ont-ils quelque chose en commun? 25

Déjouer pour transformer. 28

Sommes-nous des *cheerleaders* radicaux en puissance? 36

Rêvons un peu. 38

Journal d'une désobéissance civile. 40

Pour un réel pouvoir citoyen. 42

Le Café La Petite Gaule au cœur

d'une vision alternative. 46

Le pouvoir de décider. 50

Devenir travailleurs de rue en suivant

des ateliers d'alphabétisation populaire. 54



Conclusion 58



Humour

Quand on se ramasse le «commun-à-terre». 59



L'envers du décor

Jours de fête. 62



Au-delà de la lettre

Cher député. 65

Histoires inventées. 70



D'ailleurs

Une semaine dans un camion-école. 78



Profil de groupe

Être du monde. 81

Faire un pas de plus. 84



À voir... à lire 87

Groupes membres 89



Le contenu du présent numéro est délibérément politique parce que les enjeux avec lesquels nous sommes aux prises actuellement, en tant que société, le sont aussi. N'avons-nous pas assisté ces dernières années à une montée des valeurs de droite partout dans le monde? Le Québec ne fait pas exception. Le 14 avril 2003, nous plongeons tête baissée dans le courant néolibéral en donnant le pouvoir à un parti au service des riches. En un peu plus d'un an, ce gouvernement, par ses lois et ses politiques, a renforcé la fâcheuse tendance, esquissée par l'ancien gouvernement, de considérer le Québec sous l'angle exclusif de l'économie.

Devant ce recul inacceptable des acquis sociaux, le mouvement communautaire se doit d'agir. D'abord de réaffirmer sa raison d'être et ses buts, comme le suggèrent si justement les trois articles de la rubrique «Échos et réflexions». Ensuite de maintenir des pratiques «politiques» conformes à sa vision du monde et de l'éducation des adultes; en ce sens, le dossier est une grande source de motivation.

Vous trouverez également dans ce tout dernier numéro des textes qui nourriront vos réflexions, notamment le résumé d'une discussion entre formateurs et formatrices en alphabétisation populaire sur l'application des principes de Paulo Freire au jour le jour; ou le récit des actions entreprises par des participants et des participantes de Groupe Alpha Laval pour forcer leur député provincial à écouter leurs revendications. D'autres encore vous transporteront dans des lieux étranges, sur terre et ailleurs, grâce aux histoires inventées des adultes du Tour de lire, ou dans un musée, à une fête des sens peu commune, conçue et réalisée par Henri Georges, Salî, Johanne, Jean-Paul et François de l'Atelier des lettres. Toujours à l'affût de façons de faire novatrices, nous poursuivons notre tour de la planète ; arrêt cette fois dans les campements de tziganes en France. À la rubrique «Profil de groupe», Un Mondalire, rayonnant depuis 25 ans dans le quartier Pointe-aux-Trembles à Montréal, et la Cité des mots, un «jeune» organisme de la Mauricie ayant du cœur au ventre, nous parlent de leur vérité. En terminant, ne manquez pas la rubrique «Humour»: quoi de mieux que le rire pour conjurer un mal de plus en plus... communautaire!

Espérons que la lecture de ce numéro 16 vous donnera des idées -- folles ou sages — et un élan irrésistible pour transformer la société.

Occupation : revendiquer une plus grande justice sociale

Christian Pelletier,
coordonnateur du Regroupement des groupes
populaires en alphabétisation du Québec.



onscientiser pour changer le monde

Rachel Pointel,
contractuelle au RGPAQ

FAIRE DE L'ALPHABÉTISATION CONSCIENTISANTE DEMANDE-T-IL DES EFFORTS SUPPLÉMENTAIRES AU QUOTIDIEN? DÉCRIRE LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES ANALPHABÈTES ET RECLAMER DES CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS, REMETTRE EN CAUSE LES STRUCTURES DE LA SOCIÉTÉ ET S'INSURGER CONTRE LES PRIORITÉS ÉTABLIES PAR LES GENS DE POUVOIR, N'EST-CE PAS L'ESSENTIEL DE NOTRE TÂCHE DEPUIS TOUJOURS?

(Table ronde sur les pratiques de conscientisation dans les groupes)

PROPOS RECUEILLIS LORS D'UNE RENCONTRE SUR
LES PRATIQUES DE CONSCIENTISATION DES GROUPES MEMBRES
DU REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES
EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC

PARTICIPANTS ET PARTICIPANTES:

MANON CLAVEAU DU CENTRE D'ORGANISATION MAURICIE
DE SERVICES ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (COMSEP)

LOUISE DORÉ DU CARREFOUR D'ÉDUCATION POPULAIRE
DE POINTE SAINT-CHARLES (CARREFOUR)

FRANÇOIS LABBÉ DU GROUPE EN ALPHABÉTISATION
DE MONTMAGNY-NORD (GAMN)

CLODE LAMARRE DE LA JARNIGOINE

GILLES LANDRY DE LETTRES EN MAIN (LEM)

LORRAINE ROY DU REGROUPEMENT DES ASSISTÉS
SOCIAUX DU JOLIETTE MÉTROPOLITAIN (RASJM).

La conscientisation passe à la fois par une prise de conscience individuelle, qui aide à comprendre et à modifier sa propre situation, à reprendre du pouvoir sur sa vie, et par une prise de conscience collective, qui amène des changements par rapport à l'exclusion et à la pauvreté dans notre société.

Pendant ces trois dernières années de réflexion, au sein de notre mouvement, sur la conscientisation, beaucoup de questions ont été soulevées, tant par les discussions en comités que par les formations offertes. Le dossier du numéro 15 de la revue *Le Monde alphabétique*, « Oser l'approche conscientisante en alphabétisation populaire », tentait de répondre à plusieurs d'entre elles, de façon assez théorique en général.

Que veut dire concrètement faire de la conscientisation? Comment en appliquer les principes dans nos groupes? Pourquoi certains y parviennent et d'autres pas? Quelles formes cette conscientisation prend-elle?

Pour connaître ce qui se fait — et ce qui ne se fait pas — aujourd'hui en la matière, nous avons invité des formateurs et des formatrices à nous parler de leurs manières de procéder dans leur groupe.

On le constatera dans les propos recueillis, « il n'y a pas une, mais des façons de faire de la conscientisation, et le processus, ainsi que son évaluation, est tout aussi important que le résultat »¹. Ce sont les structures et le mode de fonctionnement d'un groupe, son analyse des causes de l'analphabétisme et surtout ses objectifs d'alphabétisation qui déterminent ses pratiques de conscientisation.

Généralement, les groupes en sont venus à la conscientisation de deux façons: certains s'y sont intéressés dès leurs débuts puisqu'ils ont été mis sur pied en réaction aux pratiques institutionnelles. Il s'agissait alors d'appliquer la théorie de Paulo Freire², de donner des ateliers d'alphabétisation en tenant compte véritablement des besoins des adultes qui s'étaient pris en

Ce sont les structures et le mode de fonctionnement d'un groupe, son analyse des causes l'analphabétisme et surtout ses objectifs d'alphabétisation qui déterminent ses pratiques de conscientisation.

main afin de créer des organismes à leur image. Pour d'autres groupes, les pratiques de conscientisation se sont peu à peu imposées: des circonstances ont incité les participants, les participantes, les formateurs, les formatrices à élaborer de nouvelles manières de procéder qui se sont inscrites dans l'approche conscientisante. Dans tous les cas, cependant, les objectifs restaient les mêmes: changer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion, et transformer la société selon une vision politique précise.

La conscientisation passe donc à la fois par une prise de conscience individuelle, qui aide à comprendre et à modifier sa propre situation, à reprendre du pouvoir sur sa vie, et par une prise de conscience collective, qui amène des changements par rapport à l'exclusion et à la pauvreté dans notre société.

Se donner les moyens de conscientiser

On l'a dit, les pratiques de conscientisation varient, et il est impossible de définir un modèle à appliquer. Chose certaine, elles sont tellement intégrées dans certains groupes qu'on n'y pense plus... elles sont présentes dans la façon même de faire de l'alphabétisation.

Les formateurs et les formatrices

interrogés s'entendent néanmoins pour dire que tout travail de conscientisation repose sur une bonne connaissance des participants et des participantes. S'il faut comprendre leur vécu, il faut également chercher à améliorer leur sort, car le but même de la conscientisation est d'aboutir à des actions collectives. On peut poser des gestes isolés, mais c'est le travail en commun qui change le monde.

Certains adultes de nos groupes sont des exclus de la société depuis si longtemps qu'ils n'imaginent même pas pouvoir transformer les choses. Les formateurs et les formatrices doivent les amener peu à peu à réfléchir; à se raconter; à parler de sujets qui les touchent, de leur réalité socioéconomique et culturelle. Cela incite à poser des questions aux autres et à soi-même. La prise de conscience personnelle est le premier pas à franchir. Au Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles (Carrefour), les personnes ayant une déficience intellectuelle — qui étaient isolées depuis des années, qui n'allaient pas à l'école, qui ne sortaient pratiquement pas de chez elles — ont mis du temps à comprendre qu'il leur était possible de prendre des décisions. Répondre à la simple question: « Qu'est-ce que t'en penses? », quand c'est la première fois qu'on nous demande notre avis est extrêmement difficile! « Je vais demander à ma mère! « ou » Je vais demander à ma travailleuse sociale! » ont été les premières réponses données.

Travailler à partir de phrases que les participants et les participantes écrivent sur eux est aussi un bon point de départ. Au début, ils ont besoin d'aide, mais très vite ils finissent par parler librement. Des discussions peuvent ensuite s'amorcer sur les sujets abordés, ce qui permet de relever les clichés et de réfléchir ensemble. Au Carrefour, il y a une pause

¹ Lorraine Roy, « Quand la conscientisation mène à l'action », *LE Monde Alphabétique*, n° 15, printemps 2003, p.68

² Pédagogie brésilienne qui a largement inspiré notre façon de faire de l'alphabétisation populaire au Québec

«d'animation sociale» dans tous les ateliers (informatique, artisanat, alpha, couture...) qui dure au moins une demi-heure et qui permet aux participants et aux participantes de s'informer et de discuter. Elle porte toujours sur un sujet d'actualité ou sur ce qui se passe dans le quartier pour inciter les gens à poser des gestes concrets: par exemple, signer une pétition, aller à une manifestation, assister à une soirée d'information. En alphabétisation et en informatique, les thèmes d'animation sociale (logement, santé...) sont souvent repris dans les exercices.

Au Regroupement des assistés sociaux du Joliette métropolitain (RASJM), participants et participantes, bénévoles, formatrices et d'autres membres du personnel tiennent des rencontres de réflexion tous les lundis matins. Trois questions—Qu'est-ce que cela dit? Qu'est-ce que cela ne dit pas? À qui cela

Toute démarche de conscientisation tend à révéler les forces de chacun, de chacune et à les mettre à contribution.

profite-t-il?—servent souvent d'amorces à des discussions en lien avec ce qu'une personne a vécu pendant la semaine, un événement, un fait de l'actualité ou un article de journal. Au Comité de sélection pour l'embauche de membres du personnel, des participants et des participantes suivent le processus de A à Z: ils établissent avec les autres membres des critères de sélection, posent des questions aux personnes reçues en entrevue et participent à la décision finale. En matière de défense des droits, d'autres participants et participantes ont aidé à l'élaboration d'un questionnaire sur le logement, une première étape dans les négociations pour l'obtention d'un plus grand nombre de logements sociaux.

Au Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), le volet conscientisation-alphabétisation se traduit par des ateliers thématiques de trois semaines—selon la volonté des personnes—qui résultent souvent en des gestes concrets. Les formateurs et les formatrices déclenchent en début d'année une tempête d'idées pour déterminer les sujets à aborder, mais la plupart du temps ce sont les participants et les participantes qui font des suggestions. Le thème de l'itinérance a été traité après la Nuit des sans-abri, événement pendant lequel des adultes ont révélé qu'ils étaient itinérants. Le Havre, organisme qui s'occupe des sans-abri, a par la suite été invité à COMSEP. Des discussions sur la rupture sociale et sur ce que les gens pensent des itinérants et des itinérantes, sur l'image qu'ils ont d'eux ont été menées. La conscientisation prend également la forme d'activités engagées. Ainsi, on peut s'interroger sur le rôle de parent dans un atelier de poésie ou de théâtre populaire... Certaines personnes ne viennent d'ailleurs que pour ce type d'activités; elles sont de passage pour une formation préparatoire au marché du travail, par exemple. Même dans un atelier de recherche d'emploi, on peut faire de la conscientisation: il suffit d'amener les participants et les participantes à dire pourquoi ils ont choisi d'aller dans un groupe communautaire plutôt qu'ailleurs... À COMSEP, tous les comités sans exception ont été créés à la demande des adultes (le collectif femmes, le collectif hommes, le groupe d'hommes en situation de pauvreté...): il n'est donc pas étonnant de les voir s'engager pleinement. De plus, dans la plupart des ateliers, on commente l'actualité. Les participants et les participantes sont informés de ce qui

se passe autour d'eux, tant sur le plan local que sur la scène internationale, des débats se tiennent sur certains sujets, les incitant à prendre position. Lors de la guerre en Irak, bon nombre d'entre eux ont participé aux manifestations pour la paix en toute connaissance de cause.

À Lettres en main (LEM), l'équipe a organisé des ateliers sur le logement, l'aide sociale, le mouvement communautaire, mais sans grand succès. Elle s'est alors mise à écouter les participants et les participantes pendant les pauses pour savoir de quoi ils parlaient: c'était bien loin des thèmes qu'elle avait proposés! Par ailleurs, l'organisme ne propose plus d'assemblées générales formelles. On convoque une assemblée au besoin, cinq à six fois par année, s'il y a des décisions importantes à prendre (si l'on veut annuler la tenue d'un atelier, si on a des questions qui concernent les participants et les participantes...). Pas de procès-verbal, de président, d'ordre du jour formel; on s'arrange après. C'est beaucoup moins lourd. On fonctionne ainsi depuis plusieurs années, et l'on constate que les gens participent plus aux assemblées, sont plus satisfaits. En outre, tous les ateliers ont lieu en même temps pour que les adultes puissent se rencontrer pendant les pauses, se connaître et discuter de façon informelle. Récemment, ils ont remis en question la tenue des ateliers les mardis et les jeudis soirs. Un comité s'est formé (travailleurs, travailleuses, participants, participantes) pour discuter de nouveaux horaires; reste à voir s'il y aura des changements! Également, le groupe avait toujours fonctionné selon le principe des entrées à dates fixes en début de session. Les participants et les participantes ont fait changer cette pratique, prétextant que la démarche à suivre avant d'arriver dans l'organisme

était déjà assez difficile! Enfin, à l'époque des programmes PAIE et EXTRA, certaines ententes d'employabilité avec des compagnies d'insertion ont été résiliées à la demande des participants et des participantes qui se sentaient exploités.

Au Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord (GAMN), les formateurs et les formatrices ont constaté peu à peu que certains problèmes d'apprentissage n'avaient rien à voir avec des difficultés en lecture et en écriture, d'où l'idée de miser sur le raisonnement logique pour améliorer les capacités cognitives. Ce qui intéressait les gens dans les ateliers de recherche philosophique qui en ont résulté, ce n'était pas de savoir si un carré a quatre côté égaux ou de questionner la logique des règles de grammaire, c'était d'aborder des sujets comme l'amitié, l'amour, la politique, la morale, c'est-à-dire des sujets qui les préoccupaient.

À La Jarnigoine, un atelier Vie de groupe (vie associative et démocratique) a eu lieu cette année. Les objectifs étaient les suivants: préparer ensemble, formateurs, formatrices, participants, participantes, l'assemblée générale (moins de papier et plus d'imagination), faire connaître la mission et le fonctionnement de l'organisme, parler des résultats de certaines recherches comme celle sur la place des participants et des participantes dans les structures démocratiques du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec et des groupes... Cet atelier s'inscrit dans une approche conscientisante et permet de répondre à un objectif de la mission, celui d'engager activement les participants et les participantes dans les décisions et les orientations du groupe.

Ce qui facilite le processus

Les formateurs et les formatrices interrogés ont fait part des facteurs qui favorisent un travail de conscientisation. Voici, en vrac, l'essentiel de leurs commentaires.

- Lorsqu'on fait de la conscientisation, il faut s'interroger sur tous les aspects des luttes menées et des causes défendues. On veut agir ensemble, certes, mais sans oublier que le collectif est composé avant tout d'individus. Il est primordial de se demander régulièrement si les personnes se situent toujours au cœur des combats.
- Dans la vie, idéalement, on touche à tout. Il doit en être de même pour les adultes de nos groupes. S'engager dans des activités, s'intégrer à une lutte, rencontrer d'autres personnes sont autant d'atouts pour eux. Toute démarche de conscientisation tend à révéler les forces de chacun, de chacune et à les mettre à contribution.
- Certaines personnes vont grâce au théâtre vivre une expérience extraordinaire et se sentir ensuite plus intégrées dans le groupe. D'autres aimeront se retrouver autour d'une table dans un atelier de conscientisation. À chacun sa place et son rythme!
- Dans bien des groupes, on se demande pourquoi certains adultes restent si longtemps dans l'organisme. Sont-ils en perte d'autonomie? Sont-ils dépendants parce qu'ils sont pris en charge sur tous les plans? Certains groupes ne s'en font pas avec cela, bien au contraire. Ces adultes, appelés familièrement «participants poteaux», maintiennent

la culture de l'organisme, ils deviennent des piliers sur lesquels les travailleurs et les travailleuses s'appuient. En outre, ils ont un effet mobilisateur sur les nouveaux inscrits: ils les encouragent à parler de leurs préoccupations de façon spontanée, facilitant ainsi leur intégration.

- Les démarches de conscientisation doivent toucher aussi bien les formateurs et les formatrices que les adultes peu alphabétisés. Chacun, chacune a intérêt à se remettre en question, à comprendre comment il réagit à l'injustice, au conditionnement des idées, à la manipulation, au mépris, à comprendre son militantisme, son engagement.
- Dans les groupes, l'étape de l'évaluation est souvent escamotée. Or, elle est importante, puisqu'elle permet d'avoir prise sur les actions et les réflexions quotidiennes. Il faut célébrer chaque victoire, aussi petite soit-elle, sans quoi il est difficile d'espérer.

Il ne s'agit pas de transférer le pouvoir des uns aux autres, mais de le transformer.

- S'il devait y avoir une devise en conscientisation, ce serait: «Être ensemble et agir collectivement.» Il est essentiel de passer de la prise de conscience individuelle—nous ne sommes plus seuls—à la prise de conscience sociale—nous devons être solidaires et changer la réalité.
- L'approche citoyenne est au cœur de bien des démarches de conscientisation. Elle consiste à agir localement en fonction des besoins des gens et à mener des actions qui



ont des répercussions immédiates dans le quartier. Au Carrefour, on travaille beaucoup dans ce sens; aussi, les gens comprennent vite que s'ils ne défendent pas leurs droits, rien ne changera!

Ce qui rend le processus difficile

Faire de la conscientisation n'est pas toujours simple. Une série de difficultés guettent ceux et celles qui sont déterminés à en appliquer les principes.

- Se poser des questions, se prendre en main, mener des actions, tout cela ne se fait pas en un instant. Les participants et les participantes doivent en arriver peu à peu à ne plus se sentir analphabètes, ce qui est autrement plus ardu que d'apprendre à lire et à écrire. En effet, quelqu'un peut s'améliorer en français et rester tout de même analphabète s'il se sent ainsi au fond de lui-même!
- Fréquenter un groupe d'alphabétisation populaire n'est pas toujours aisé pour certains adultes: le fonctionnement diffère de celui de l'école, ils ne souhaitent pas déplaire ou remettre en cause l'autorité, ils ne veulent pas être bousculés: «Je suis maintenant habitué à ma misère...». En outre, ces adultes sont souvent issus de classes sociales différentes et leurs valeurs, leurs préjugés ainsi que leurs intérêts varient à l'intérieur même du groupe. Et plusieurs viennent uniquement en consommateurs de lecture et d'écriture! C'est alors tout un défi pour eux d'entreprendre une démarche de conscientisation.
- Il y a des risques de dérapage lorsque les participants et les participantes retrouvent la possibilité d'agir sur leur vie et sur le monde qui les entoure.

Souvent, dès qu'ils ont un peu de pouvoir, ceux et celles qui n'en ont jamais eu, qui ont toujours été exclus, sont tentés de recréer les modèles connus... Or, il ne s'agit pas de transférer le pouvoir des uns aux autres, mais de le transformer.

- Faire de la conscientisation est un travail exigeant pour les formateurs et les formatrices, et demande une adaptation constante: il faut lire, vulgariser constamment et demeurer créatif. De plus, leurs limites doivent aussi être considérées: ils sont fatigués, ils ont trop de choses à faire, ils sont débordés par des demandes de subventions, ils n'ont pas le temps de réfléchir; bref, ils se retrouvent coincés dans leurs façons de faire!

- Il faut aussi composer avec les résistances des formateurs et des formatrices. Quel individu est intéressé à montrer qu'il fait parfois des fautes, que les idées ne lui viennent pas spontanément, d'autant plus que certains adultes pourraient penser qu'il n'est pas assez qualifié pour «enseigner»? Il y a un travail à faire collectivement: travailleurs, travailleuses, participants, participantes ont des forces et des faiblesses, et peuvent apprendre les uns des autres.
- Tout processus de conscientisation serait incomplet sans une autocritique régulière. Remettre en cause la manière de gérer nos groupes, nos structures et notre fonctionnement peut causer des querelles entre ceux qui veulent

Que pensent les participants et les participantes de l'approche conscientisante?

« On ne reçoit pas juste une information, on la décortique aussi. »

« On réfléchit avant de prendre position. »

« On est moins moutons. »

« Quand on parle ensemble d'un sujet, on a les opinions des autres et on s'en fait une à nous. »

« On se fait moins avoir... ça nous rend moins naïfs. »

« Je trouve difficile de ne pas en savoir beaucoup sur quelque chose. C'est dur de ne pas savoir. »

« Avant, j'étais plus consommatrice ; aujourd'hui, je jette plus de choses à la poubelle. »

« Ça t'amène à une autre saisie de la réalité... »

apporter les changements proposés par les participants et les participantes et ceux qui veulent resserrer l'encadrement, au détriment des principes de démocratie participative.

- Il est difficile de faire de la conscientisation lorsque le groupe n'a pas de culture politique. Certes, on peut tout de même en arriver à des actions, mais sans pour autant inscrire la réflexion dans une perspective de transformation sociale. Dans les groupes aussi on peut retrouver des gestionnaires dont l'objectif principal est de faire de l'éducation!
- Il est également difficile en tant que formateur, formatrice de faire fi de sa propre culture et de la société dans laquelle on vit. La conscientisation est un long apprentissage pour tout le monde: malgré nos idéaux et nos croyances, nous ne parvenons pas complètement à nous débarrasser de nos conditionnements. Par exemple, le fait de voir d'abord ce qui cloche et seulement ensuite ce qui va bien est un réflexe à changer.
- Il est souvent ardu de dépasser le cadre de l'atelier pour se rendre sur la place publique. Un sentiment d'impuissance peut facilement habiter les gens quand ils ne parviennent pas à changer collectivement la réalité. À La Jarnigoine, beaucoup de Latino-Américains font signer des pétitions contre les expulsions. Finalement, ils apprennent que leurs actions n'ont rien donné. Pourquoi continuer? pensent-ils.

Oui, ça change le monde!

Les pratiques de conscientisation ont indéniablement des effets bénéfiques sur les gens et sur l'organisme. Tout d'abord,

un sentiment d'appartenance finit par se développer chez les participants et les participantes: *ils sortent de leur vie* pour faire partie d'un groupe de personnes aux intérêts communs. C'est considérable quand on a toujours été isolé avec ses problèmes. Au Carrefour, les adultes ayant une déficience intellectuelle étaient jugés mésadaptés; maintenant ils fonctionnent au même titre que les autres dans l'organisme. Personne ne songerait aujourd'hui à dire: «Qu'est-ce qu'ils font ici?» En réponse au mot d'ordre du mouvement Des personnes d'abord³, ils se sont battus contre les étiquettes, car, disent-ils, «ce sont les boîtes qu'on étiquette, pas les personnes!» Ils sont engagés dans la société, prennent la parole et agissent. Lors des dernières élections provinciales, plusieurs voulaient de l'information: qui vote? avons-nous le droit de vote? sommes-nous sur la liste? doit-on y aller? comment on vote? Toutes ces questions n'auraient pas été posées auparavant.

Avec les années, les démarches de conscientisation aboutissent à des résultats intéressants: les personnes s'engagent activement dans le groupe, dans des comités, ou à l'extérieur; dans des colloques, des manifestations, des comités de citoyens et de citoyennes... L'un se retrouve au journal du quartier; une autre obtient un travail, rémunéré ou non. Le processus de conscientisation incite les adultes à reprendre confiance en eux, à s'affirmer et à devenir solidaires. À COMSEP, chaque atelier élit un représentant ou une représentante qui, une fois par mois, rencontre les autres délégués pour évaluer le fonctionnement de l'organisme, discuter, prendre des décisions... Ces personnes siègent également au conseil d'administration, composé aux trois quarts de participants et de participantes.

Dans les premières années d'existence du Carrefour, on a parlé de médicaments pendant toute une année en atelier de lecture et d'écriture. Une étude a été réalisée, des textes ont été produits... Les participants et les participantes ont compris que dans leur quartier les pharmacies ne jouaient plus leur véritable rôle, qu'elles étaient devenues des magasins: les profits engendrés par la vente de médicaments étaient réinvestis dans les commerces et ne servaient plus uniquement à payer le pharmacien et les médicaments. Ce constat a donné lieu à la création d'une pharmacie communautaire. Une autre réflexion a été amorcée, cette fois sur les médicaments génériques. Résultat: les participants et les participantes ont organisé des soirées d'information pour expliquer pourquoi il fallait demander aux pharmaciens et aux médecins des médicaments génériques, plutôt que ceux prescrits d'habitude.

En mai et en juin 2003, le RASJM a entrepris, avec d'autres organismes, des démarches auprès de la Ville de Joliette pour l'inciter à se prévaloir d'un programme du gouvernement du Québec (un fonds d'urgence) destiné aux municipalités. Le but: qu'aucune famille ne se retrouve à la rue le 1^{er} juillet. Les revendications ont porté fruits. Les participants et les participantes ont aussi profité de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre, pour interpeller une fois de plus la Ville. Ils ont exercé des pressions pour que le service d'électricité ne soit pas interrompu l'hiver; pour que la Ville (qui administre ce service) harmonise sa politique de distribution de l'électricité avec celle d'Hydro-Québec et pour qu'elle revoie la manière dont elle traite les «mauvais payeurs», bref pour qu'elle fasse preuve de plus de compréhension et de souplesse dans ses négociations avec les personnes en situation de pauvreté.

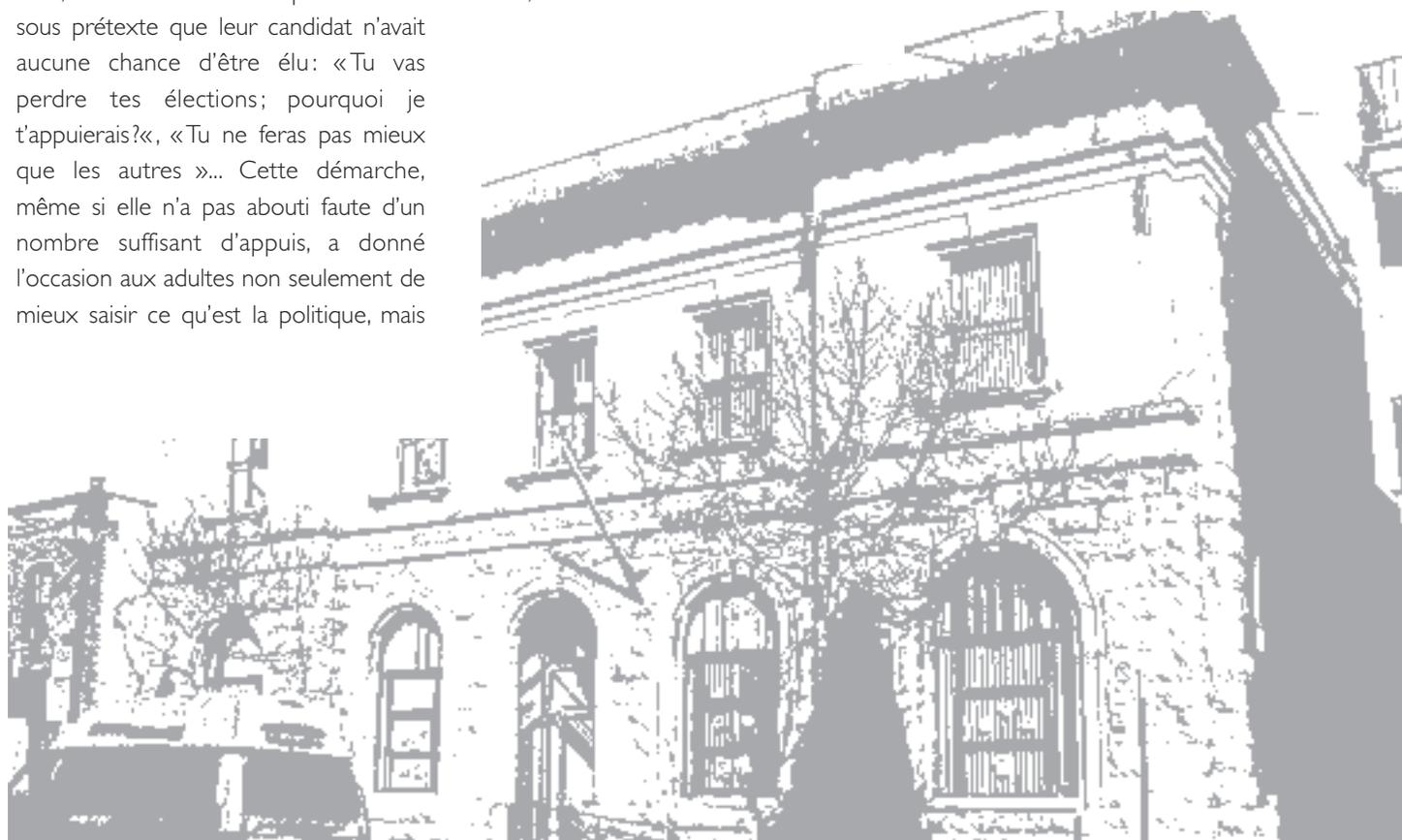


À COMSEP, les cuisines collectives ont débouché sur la mise sur pied d'un groupe d'achats pour les 400 membres de l'organisme. Les participants et les participantes pensent maintenant intégrer les citoyens et les citoyennes du quartier à leur groupe.

Au GAMN, avant les élections provinciales du printemps 2003, une discussion a eu lieu sur la politique: tous et toutes reconnaissent qu'elle attire beaucoup de gens corrompus. Un formateur a alors demandé si quelqu'un voulait se porter candidat. Les participants et les participantes ont accepté de relever le défi: ils ont élaboré un programme politique à leur goût et sont partis à la recherche de signatures dans le but d'officialiser le candidat de leur choix. Ils ont obtenu l'appui de personnes de la rue mais, à leur grande surprise, pas celui de leur entourage. Les amis, la famille ne les ont pas soutenus sous prétexte que leur candidat n'avait aucune chance d'être élu: «Tu vas perdre tes élections; pourquoi je t'appuierais?», «Tu ne feras pas mieux que les autres »... Cette démarche, même si elle n'a pas abouti faute d'un nombre suffisant d'appuis, a donné l'occasion aux adultes non seulement de mieux saisir ce qu'est la politique, mais

également de comprendre que la politique ne s'intéressait pas à eux parce qu'eux ne s'intéressaient pas à la politique. De plus, ils ont constaté que c'était possible, à Montmagny, de changer les choses. Ils ne voulaient plus juste apprendre à lire, à écrire et à compter. Cette volonté de s'engager a donné naissance au projet Travailleurs de rue⁴ dont l'objectif est de rejoindre les gens peu alphabétisés et isolés.

D'autres groupes auraient sûrement des exemples à donner sur leurs pratiques de conscientisation, sur leur façon d'appliquer les principes de Paulo Freire, pédagogue toujours d'actualité puisqu'il a fait l'objet d'un colloque l'automne dernier à Paris. Si l'on se fie aux expériences rapportées pendant l'événement, son approche est plus que jamais porteuse d'espoir pour les personnes les plus démunies de la société, ici comme ailleurs.



Vers

une culture de démocratie



Les personnes analphabètes jouent trop souvent un rôle de second plan dans leurs groupes. Certains formateurs et formatrices entretiennent des relations de pouvoir avec les adultes auprès desquels ils interviennent. La vie associative compte moins, l'action politique cède la place au rendement et à l'efficacité, la culture populaire n'intéresse pratiquement plus personne. Bref, les valeurs du mouvement communautaire s'effritent.

Trois articles, trois variations sur le même thème : nous avons perdu le nord. Comment en sommes-nous venus à naviguer dans des eaux troubles? à oublier nos principes? Quoi faire pour retrouver notre chemin ?

Nancy Guberman,
professeure à l'École de travail social,
Université du Québec à Montréal

Plusieurs idées émises dans l'article qui suit viennent de deux études menées en collaboration avec Michelle Duval et Esther Filion, d'une part, et Jocelyne Lamoureux, Jennifer Beeman, Danièle Fournier et Lise Gervais, d'autre part.

« L'intellectuel disait le vrai à ceux qui ne le voyaient pas encore et au nom de ceux qui ne pouvaient pas le dire: conscience et éloquence.¹ »

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) se retrouve aujourd'hui aux prises avec une demande accrue de reconnaissance de la part des participants et des participantes de ses groupes membres. La culture du Regroupement en est pourtant bien une de participation élargie (structures démocratiques, lieux d'engagements multiples). Toutefois, comme c'est le cas de nombreux autres organismes communautaires, cette participation s'est concrétisée seulement en ce qui concerne le personnel salarié des organismes. Les participants et les participantes, eux, semblent toujours exclus.

Pour bien comprendre la situation et trouver les moyens de la changer, le RGPAQ a initié une recherche portant sur les questions suivantes: Comment la démocratie est-elle pratiquée dans les groupes d'alphabétisation populaire? Qui en est membre? sur quelles bases? avec quel pouvoir? Qui participe aux instances décisionnelles? Comment les élus sont-ils redevables aux membres?

Mais avant d'en livrer les résultats, faisons un bref retour sur les pratiques démocratiques qui ont traversé le mouvement communautaire québécois depuis 30 ans, dans le but de mieux comprendre les tendances actuelles.

Un peu d'histoire et de définitions

La question des structures et du fonctionnement du mouvement communautaire dont fait partie le RGPAQ se pose depuis l'émergence de ce mouvement dans les années 70. En effet, les interrogations sur les structures organisationnelles à se donner sont alors aussi importantes

¹ Michel FOUCAULT. « Les intellectuels et le pouvoir: Entretien », Michel Foucault et Gilles Deleuze, *L'arc*, no 49.

que celles relatives à la problématique abordée par les jeunes organisations. On rêve de faire autrement et on tente ainsi de créer de nouvelles façons de fonctionner conformes aux idées et aux valeurs mises de l'avant. Le mouvement communautaire est donc fermement ancré dans l'idéologie des nouveaux mouvements sociaux. En mettant sur pied des structures et des façons de faire *alternatives*, il crée des exemples vivants qui mettent en question les modèles dominants et offre la possibilité d'expérimenter le temps, l'espace et les rapports sociaux de façon novatrice². Inspirés par «le privé est politique» du mouvement des femmes, les mouvements de l'époque tentent de démocratiser les espaces politiques et de faire en sorte que la démocratie s'applique aux exclus³. Pensons, entre autres, aux demandes pour le contrôle des services par les usagers et les usagères dans les années 70. Les groupes sociaux de l'époque proposent, ainsi, des structures et des processus décisionnels autres, basés sur la philosophie de la démocratie participative. Renouant avec la définition même de la démocratie

(pouvoir du peuple [*demos*, peuple et *kratie*, pouvoir]), ces mouvements proposent une manière de faire pour que les membres aient une voix.

À leur naissance donc, plusieurs organisations expérimentent des formes de démocratie directe où tous les membres participent à la délibération et à la prise de décision concernant les orientations et les actions du groupe. Pensons, par exemple, à l'Association de défense des droits sociaux, au Regroupement des garderies populaires, aux comités logements, etc., qui, tout en aidant les participants et les participantes à répondre à leurs besoins immédiats, mettent beaucoup d'énergie dans l'éducation populaire citoyenne et dans la préparation à la prise de décision.

Avec la complexification des problèmes sociaux et l'alourdissement de la situation des participants et des participantes, plusieurs groupes misent peu à peu sur des services donnés par un personnel de plus en plus qualifié et, souvent, de plus en plus diplômé. Les structures se formalisent, et les pratiques de démocratie représentative, c'est-à-dire plutôt axées sur l'élection de

personnes qui représenteront les membres et prendront des décisions en leur nom, deviennent la norme. Les conseils d'administration, devant de nouvelles exigences des bailleurs de fonds (évaluation systématique de leurs activités, demande que la tenue de livres soit confiée à des professionnels), de l'État (consultations sur une série de plus en plus diversifiée de lois et de politiques) ou découlant du contexte politique (nécessité d'analyser les nouveaux rapports entre les groupes sociaux de sexes, de classes, d'ethnies, d'âge différents, ainsi que ceux entre l'État et les groupes), remplacent les personnes représentant les usagers et les usagères par des professionnels. Dans plusieurs groupes, les structures démocratiques (assemblée générale et conseil d'administration) perdent leur pouvoir et leur sens même, devenant uniquement des lieux de consultation où l'on entérine des analyses et des décisions de l'équipe de travailleurs et de travailleuses.

Dans les années 80, les groupes sont gérés par des petites collectivités, les équipes de permanents et de permanentes qui fonctionnent de façon démocratique⁴. Mais ces pratiques ne s'appliquent pas aux membres du groupe. Avec la formalisation accrue, soit une plus grande division du travail entre les intervenants et les intervenantes, la spécialisation de divers postes et la hiérarchisation des structures de pouvoir⁵, les organismes sont mieux équipés pour atteindre leurs objectifs, mais le contrôle du groupe par les travailleurs et les travailleuses augmente

La démocratie, implique une lutte constante pour élargir le groupe de personnes pouvant évoluer dans l'espace démocratique et pour éliminer les exclusions basées sur le genre, les capacités intellectuelles, la race, l'ethnicité ou autre caractéristique ou qualité des gens.

2 Alberto MELUCCI. «An End to Social Movements? Introductory Paper to the Sessions on "New Movements and Change in Organizational Forms"», *Social Science Information*, vol. 23, nos 4 et 5, 1984, p.819 à 835.

3 Sheila ROWBOTHAM. «Feminism and Democracy», *New Forms of Democracy*, edited by D. Held & C. Pollitt, London, Sage, 1996, p. 78 à -109.

4 Andrée FORTIN. *La participation: des comités de citoyens au mouvement communautaire. La participation politique*, J. Godbout (éd.), Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, p.219 -à 250.

5 Ibid.

Il ne s'agit pas de transférer le pouvoir des uns aux autres, mais de le transformer.

aux dépens du pouvoir des participants et des participantes. Ces constats sont aussi établis par d'autres chercheurs dans les années 90⁶.

La démocratie est remplacée par des pratiques de consultation dans des groupes qui se déclarent démocratiques⁷. De nouveaux membres sont choisis pour faire partie des conseils d'administration par ceux et celles qui sont déjà au pouvoir, ce qui menace la démocratie, car le rôle des participants et des participantes est nié. S'ils participent aux activités du groupe, décident parfois du contenu de celles-ci, ils ne se prononcent toutefois pas sur les grandes questions tels que les orientations, l'embauche, le fonctionnement et les prises de position politique. Ils ne définissent pas le « bien commun » et leurs intérêts sont déterminés d'abord et avant tout par les travailleurs et les travailleuses.

Or, la démocratie, implique une lutte constante pour élargir le groupe de personnes pouvant évoluer dans l'espace démocratique et pour éliminer les exclusions basées sur le genre, les capacités intellectuelles, la race, l'ethnicité ou autre caractéristique ou qualité des

gens. Cela est vrai tant dans la société qu'au sein des mouvements sociaux eux-mêmes.

Quand nous parlons de démocratie en lien avec les pratiques des groupes d'alphabétisation populaire, nous nous référons au processus par lequel le groupe s'organise pour délibérer et prendre les décisions nécessaires pour promouvoir le bien commun⁸. Tous les membres ont droit à cet espace politique et doivent pouvoir élire de façon éclairée les représentants et les représentantes qui agiront en leur nom.

Redéfinir les façons de faire

Qu'en est-il maintenant dans les groupes d'alphabétisation populaire? Y a-t-il moyen de revenir à de véritables pratiques démocratiques? Examinons de plus près quatre aspects qui pourraient

Définir son membership

Bien définir son « peuple » est nécessaire à l'exercice de la démocratie. Qui a le droit de délibérer et de décider du bien commun dans les groupes d'alphabétisation populaire? Si l'on se fie aux résultats de la recherche, 97% d'entre eux affirment que leurs participants et leurs participantes peuvent être membres du groupe. Mais cela ne dit rien sur la composition réelle du *membership*. En effet, dans une session de formation sur la démocratie offerte à quelques-uns des groupes du Regroupement, on a constaté que plusieurs considéreraient leurs participants et leurs participantes comme des membres *de facto*, sans que ces derniers aient pris la décision consciente de l'être. Ce fait a sans doute des répercussions importantes sur leur participation aux

instances décisionnelles comme l'assemblée générale et le conseil d'administration. Néanmoins, plus du quart des groupes semble ne pas avoir officiellement de *membership*.

Une fois le *membership* défini, comment est-il représenté dans les instances décisionnelles du groupe? Toujours selon la recherche, 15% des groupes du RGPAQ n'ont aucun participant, aucune participante au conseil d'administration. Dans les autres groupes, le nombre de personnes qui y siègent varie de 1 à 10, mais la majorité en comprend 1 ou 2. Il n'est pas surprenant alors que les membres de conseils d'administration ayant participé aux entrevues de groupe dans le cadre de la recherche aient décrit le rôle des C.A. comme en étant un de soutien des employés, plutôt que de représentation des participants et des participantes ou d'application des recommandations de l'assemblée.

La démocratie ne se réduit pas à la consultation ni à des pratiques d'appropriation ou de réappropriation du pouvoir (empowerment).

Interrogés sur leurs pratiques démocratiques, les formateurs et les formatrices des groupes ont souvent fait allusion au fait qu'ils consultent beaucoup les participants et les participantes, notamment sur le contenu des ateliers et des activités sociales. Parfois, on peut même leur demander leur avis sur des questions plus importantes. Mais, après cela, ils ne participent pas au processus de délibération et de prise de décision, c'est-à-dire au processus démocratique. Ils n'ont aucune emprise sur ce processus, aucune garantie que leur

6 Nancy GUBERMAN et autres. *Innovations et contraintes : les défis*, Centre de formation populaire et Relais-femmes, 1997, 76 p.; Nancy GUBERMAN et autres. *Les pratiques démocratiques au sein des groupes de femmes au Québec*, Montréal, Éditions Saint-Martin, à paraître en 2004; A. RENÉ et autres. *Des pratiques à la croisée des chemins*, Centre de formation populaire et Relais-femmes, 2001, 211 p.

7 Jacques GODBOUT. *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1983, 187 p.; Jacques GODBOUT. *La démocratie des usagers*, Montréal, Boréal, 1987, 190 p.

8 A. TOURAINE. *Qu'est-ce que la démocratie?* Paris, Fayard, 1994, 297 p.

point de vue sera pris en considération, aucun pouvoir à le défendre et à l'expliquer; ni aucune idée sur quelle base la décision finale sera prise. En réduisant la participation des membres à une simple consultation, le groupe court-circuite le processus démocratique. Il en est de même quand on arrive devant le conseil d'administration ou l'assemblée générale avec une analyse déjà finement développée. Le débat, la confrontation d'idées ont eu lieu; il ne reste qu'à accepter la conclusion. Ainsi, si le conseil d'administration «décide» de la question, il n'a nullement délibéré. Encore une fois, le processus démocratique est inexistant.

Contre les exclusions

L'une des exclusions explicites ou *de facto*, au sein du RGPAQ, est celle des personnes analphabètes. Il faut revoir les règles du jeu, «assurer effectivement la présence de tous et de toutes dans la gestion de la chose commune à travers tous les rouages de son fonctionnement (des ternes aux spectaculaires; des matériels aux symboliques). C'est donc sur ces rouages qu'il faut agir». En un mot, il faut inclure le plus de monde possible les décisions, banales (décider de la couleur des murs) qu'essentielles (faire une planification stratégique à partir de nouvelles orientations).

et à présenter leurs arguments de façon rationnelle et logique. Pour compenser leur *invisibilité* et leur *inaudibilité*¹⁰, les personnes exclues ont souvent recours à des arguments publics inhabituels, à des formes de présence politique non convenues: narration personnelle, procédés d'expression autres que la parole. Elles peuvent être émotives, brutales dans leur façon de s'exprimer ou hésitantes, illogiques, inarticulées. Comment peut-on les accueillir dans leur différence? L'égalité ne doit pas vouloir dire *être identique* à (*mêmeté*). De plus, invite-t-on les personnes analphabètes à s'intégrer dans notre espace démocratique ou est-on prêt à négocier une extension de cet espace qui tienne compte de leur culture et de leur façon de faire? Peuvent-elles parler sans être interrompues? Sont-elles écoutées, soutenues? De quelle façon démontre-t-on notre confiance explicite dans leurs capacités citoyennes? Selon une travailleuse interrogée, les participants et les participantes ne sont pas tous en mesure de siéger à un C.A. Mais, au nom de la démocratie, on leur laisse tout de même la possibilité de le faire, sans qu'ils aient les compétences nécessaires; ils deviennent alors des participants-alibis. À son avis, il faut établir des critères ou des règles pour déterminer qui peut faire partie d'un C.A.

Ce point de vue soulève des interrogations. D'abord, y a-t-il vraiment des personnes qui, tout en étant motivées à siéger à un conseil d'administration d'un groupe, n'ont pas les habiletés ou les compétences pour le faire? Ou faut-il plutôt renverser la question et se

Installer des pratiques démocratiques ne s'ajoute pas au travail d'intervention, ne constitue pas une addition, une surcharge. Cela doit plutôt faire partie intégrante de la culture du groupe.

Une autre façon de détourner la question de la démocratie interne des groupes est de mettre l'accent sur les pratiques d'appropriation ou de réappropriation du pouvoir (empowerment) qui visent à soutenir les participants et les participantes dans la prise en charge de leur vie. Généralement, ces pratiques sont considérées comme une intervention qu'on fait POUR le monde, tandis que la démocratie est ce qu'on fait AVEC le monde. Bref, il s'agit simplement d'une approche d'intervention, tandis que la démocratie est l'organisation des rapports de pouvoir. Si l'appropriation ou la réappropriation du pouvoir permet de prendre du contrôle sur sa vie, la démocratie doit permettre de prendre du contrôle sur le groupe.

Dans toutes les entrevues de groupe réalisées, tant celles avec les participants et les participantes que celles avec les membres des conseils d'administration ou les formateurs et les formatrices, la capacité de s'exprimer ressort comme une qualité essentielle pour devenir membre d'un C.A. Or, quelles sont les attentes derrière la notion de «capacité d'expression»? Entendons-nous une capacité de discours comparable à la nôtre — logique, rationnelle, articulée? Exiger l'argument clair, neutre, bien ficelé, implacable dans sa logique démonstrative, c'est ne pas tenir compte de la culture des personnes peu alphabétisées et s'attendre à ce qu'elles fonctionnent comme nous — pour la plupart des intellectuels habitués à prendre la parole

9 Françoise COLLIN. «Démocratie homogène et démocratie hétérogène», *Conjonctures*, 1992, p. 127 à 136.

10 Les personnes marginalisées sont non seulement invisibles (qui voit vraiment les itinérants?), mais aussi exclues des espaces de prise de parole et deviennent donc inaudibles. On ne les voit pas et on ne les entend pas. Alberto MELUCCI. «An End to Social Movements? Introductory Paper to the Sessions on "New Movements and Change in Organizational Forms"», *Social Science Information*, vol. 23, nos 4 et 5, 1984, p. 819 à 835.

demander si ce n'est pas nous qui n'avons pas trouvé les moyens d'encadrement leur permettant de participer aux instances décisionnelles. Ensuite, ne peut-on pas faire confiance à la capacité des membres de l'assemblée générale de faire un choix judicieux de personnes pour les représenter au conseil d'administration? Et sinon, pourquoi? Comment prépare-t-on les membres de l'assemblée générale quant à leur rôle et à celui de cette instance? Par ailleurs, quel rôle joue réellement le conseil d'administration, quelle perception ont les membres de son rôle, pour y envoyer n'importe qui?

Démocratie exigeante ou exigences de la démocratie

En analysant les entrevues, on peut remarquer que la majorité des contraintes relevées par les formateurs, les formatrices et les membres des conseils d'administration à propos de la contribution des participants et des participantes font référence à des facteurs qui ne touchent pas l'intervention et qui, jusqu'à un certain point, sont hors de contrôle: le manque d'intérêt des adultes, leurs difficultés de compréhension, leur peur, leur faible disponibilité, leurs problèmes, la complexité des dossiers, la lourdeur des informations, le manque de temps et de ressources. En effet, accompagner dans un processus démocratique des personnes ayant fait l'objet depuis toujours de nombreuses discriminations est exigeant, mais contrer leur exclusion, les aider à vaincre leurs peurs, combler leurs lacunes sur le plan de l'information et leurs difficultés de compréhension, compenser le peu de familiarité avec les processus de délibération et de prise de décision doivent être vus comme des

exigences incontournables de la démocratie. Souvent, on travaille à tous ces niveaux dans l'intervention quotidienne en alphabétisation, alors pourquoi dissocier ce travail de l'apprentissage de la démocratie? Les deux peuvent et doivent être intégrés. Dans ce sens, installer des pratiques démocratiques ne s'ajoute pas au travail d'intervention, ne constitue pas une addition, une surcharge. Cela doit plutôt faire partie intégrante de la culture du groupe. À ce titre, l'idée de la souveraineté du peuple (les participants et les participantes) qui s'exerce par le biais de la délibération et de la prise de décision doit infiltrer toutes les activités du groupe pour que celles-ci donnent lieu à l'apprentissage et à l'exercice de la démocratie.

Conclusion

Étant donné la charge et les conditions de travail des formateurs et des formatrices, en tenant compte du néolibéralisme du gouvernement actuel et de son impact probable sur les groupes et sur les participants et les participantes, est-ce terriblement irréaliste de tendre vers une plus grande démocratie dans les groupes d'alphabétisation populaire? D'abord, il faut considérer qu'on ne part pas de zéro. L'apprentissage à la démocratie débute là où l'on a un sentiment

d'appartenance, dans un milieu familial, où l'on se sent en confiance. Vivre de façon démocratique n'est pas si compliqué: il suffit de quelques personnes qui décident ensemble d'un univers commun. La plupart des groupes engagent déjà les participants et les participantes à prendre part aux décisions concernant les activités sociales ou le contenu des ateliers. Le défi est de faire de cet exercice un véritable apprentissage à la démocratie, en assurant des délibérations authentiques, en aidant les participants et les participantes à formuler une opinion, à la défendre, tout en étant à l'écoute des autres et en se laissant influencer autant qu'on tente d'influencer, ainsi qu'en aidant le groupe à définir le bien commun et chaque personne à transformer sa position, à passer de la défense d'un intérêt individuel à la défense de l'intérêt commun. Enfin, en amenant les participants et les participantes à appliquer dans d'autres circonstances ce qu'ils ont appris, on facilitera leur participation à tous les niveaux du groupe, notamment aux instances formelles de direction. On aura alors instauré une culture de démocratie.

L'apprentissage à la démocratie débute là où l'on a un sentiment d'appartenance, dans un milieu familial, où l'on se sent en confiance. Vivre de façon démocratique n'est pas si compliqué: il suffit de quelques personnes qui décident ensemble d'un univers commun.



changer la société en nous

Brigitte Létourneau,
responsable du comité Développement des
pratiques au Regroupement des groupes
populaires en alphabétisation du Québec

«Nous avons organisé un "5 à 7" pour accueillir les participants et les participantes. Nous avons décoré le local et préparé un buffet santé. Ce fut une très belle soirée, même s'il nous a fallu courir à l'épicerie la plus près pour alimenter notre buffet en croustilles et en boissons gazeuses, qui ont plus de succès.»

«Aujourd'hui, à 12 h 30, je m'installe pour donner mon atelier de niveau *débutant*, même si plusieurs membres du groupe m'assurent qu'il devrait plutôt commencer à 13 h. Je me dis que ces personnes, étant nouvelles, ne connaissent pas encore l'horaire... jusqu'à ce qu'une formatrice me demande pourquoi l'atelier était déjà commencé...»

«Nos participants et nos participantes ont présenté une pièce de théâtre sur leur expérience de vie. Au début, j'avais peur que certains, plus fragiles, connaissent un échec. Ça n'a pas toujours été facile, mais finalement ils ont eu beaucoup de bonnes idées, et tout s'est bien déroulé. Je suis très fière d'eux. Ils ont vraiment été extraordinaires!»

Des formatrices discutent de la place réservée aux participants et aux participantes dans les lieux de décision: «Au conseil d'administration, par exemple, beaucoup d'information circule, et les débats sont parfois très étoffés, même *virils*. Ce n'est facile pour personne, mais pour un participant ou une participante, il faut en plus éviter qu'il ne demeure un simple figurant. En général, les adultes de nos groupes prennent difficilement leur place, ils ne sont malheureusement pas encore rendus là!»

Nous reconnaissons-nous dans ces expériences? Où en sommes-nous dans nos rapports avec les participants et les participantes après plusieurs années d'alphabétisation populaire? Bien entendu, nous sommes toutes et tous chaleureux avec eux, soucieux de leur bien-être, intéressés par ce qu'ils vivent, nous avons des relations basées sur une affection sincère. Nous sommes également fiers de leurs avancées et nous les encourageons pleinement à poursuivre. Notre engagement et notre dévouement ne sont aucunement à mettre en doute.

Toutefois, même si nos liens sont plus humains que ceux qu'entretiennent les participants et les participantes avec la société (par exemple, avec les institutions de l'éducation, de la santé et même leur famille), nous reproduisons encore des rapports de pouvoir qui entravent leur participation pleine et entière dans nos groupes. Nous avons encore tendance à leur imposer nos valeurs (qu'ils doivent manger ceci plutôt que cela, qu'il est impensable d'avoir un téléphone portable quand on vit de prestations de la sécurité du revenu), à émettre des opinions venant éteindre leurs rêves («je doute fort qu'un tel puisse travailler»), à interpréter leur expérience en fonction de nos critères («il m'a parlé des abus dont il a été victime comme si de rien n'était, alors que c'est parfaitement horrible!»), à sous-estimer leurs capacités («nos structures actuelles et notre fonctionnement sont trop compliqués pour eux»)

participantes ne font pas ou très peu partie des lieux de décision, qu'ils ne siègent pratiquement jamais aux conseils d'administration, qu'ils collaborent rarement à l'organisation des assemblées générales et qu'ils prennent peu souvent des décisions en lien avec la mission, l'orientation et les objectifs des groupes. Même si nous dénonçons certaines valeurs de notre société (compétition, individualisme, pouvoir d'un individu sur plusieurs autres, mauvaise répartition des richesses), il demeure que nous en avons intériorisé quelques-unes. Par exemple, nous prônons l'égalité et l'équité, mais la hiérarchie s'est graduellement immiscée dans nos groupes, allant jusqu'à nous faire changer nos comportements en fonction de la personne à laquelle on s'adresse. Ne jugeons-nous pas désormais le rôle du coordonnateur, de la coordonnatrice comme plus important que celui de la

rapports égalitaires, où tout le monde débat sur divers sujets, et la nécessité d'apporter notre aide lorsque le contexte le demande. Mais est-ce possible de passer d'un type de relation à l'autre? Pouvons-nous débattre de sujets d'égal à égal si nous entretenons parfois une relation d'aidant-aidé, ce qui implique nécessairement un rapport de dépendance? Au fait, devrions-nous réellement considérer la relation d'aide comme un prérequis à l'alphabétisation populaire? Peut-être qu'à force de lutter contre l'exclusion, ne voyons-nous plus que des exclus? À force d'enseigner, ne voyons-nous plus que des personnes qui ne savent pas? À force d'aider les gens à développer leur potentiel, ne voyons-nous plus que leurs limites?

Voir les choses autrement

Afin de modifier nos rapports avec les adultes de nos groupes, nous devrions changer la perception que nous avons d'eux. Au Regroupement des assistés sociaux du Joliette métropolitain, on a entrepris une démarche de réflexion et d'action formateur-formatrice/participant-participante, qui permet d'aborder l'Autre sur un plan d'égalité pour une meilleure connaissance mutuelle. De même, lors des lundis de la conscientisation¹, où sont discutés des sujets qui touchent les participants et les participantes, individuellement ou collectivement, on en arrive parfois à entreprendre des actions collectives.

Prenons aussi comme exemple l'approche de langage intégré, où les formateurs et les formatrices deviennent des «modèles scripteurs» et démystifient ainsi le processus d'écriture en en démontrant la complexité. Ils font plusieurs tentatives avant de parvenir à rédiger un bout de texte, ils font naturellement des fautes d'orthographe, bref, ils montrent qu'ils sont loin d'être

À force de lutter contre l'exclusion, ne voyons-nous plus que des exclus? À force d'enseigner, ne voyons-nous plus que des personnes qui ne savent pas? À force d'aider les gens à développer leur potentiel, ne voyons-nous plus que leurs limites?

ou, à l'autre extrême, à les surestimer (les participants et les participantes sont systématiquement applaudis dès qu'ils prennent la parole en assemblée générale) et à les mater pour leur éviter des échecs.

Ces rapports, même s'ils sont subtils, constituent un réel frein à leur engagement, à un partage du pouvoir dans les lieux de décision et à l'instauration d'une véritable culture de démocratie. Il n'est pas étonnant alors de constater que les participants et les

secrétaire? Nous visons la solidarité avec les peuples opprimés, mais nous hésitons à revendiquer de meilleures conditions de travail pour les formateurs et les formatrices (salaires, congés payés, etc.).

Par ailleurs, si les rapports de pouvoir avec les participants et les participantes s'expliquent en partie par cette intériorisation des valeurs dénoncées, ils sont maintenus vraisemblablement parce que nous entretenons avec eux une relation d'aidant à aidé. Nous sommes écartelés entre le désir d'établir des

¹ Pour en savoir plus, lire l'article Conscientiser pour changer le monde à la page x du présent numéro.

parfaits! Plusieurs formateurs et formatrices résistent à devenir des « modèles scripteurs»: d'un côté ils ne veulent pas décevoir les participants et les participantes convaincus qu'ils savent tout et, de l'autre, ils hésitent à montrer leurs imperfections, souvent par manque d'assurance.

De nombreuses situations peuvent aussi donner lieu à de véritables rencontres: fêter avec les participants et les participantes plutôt que de les accueillir en début d'année; fêter Noël avec eux plutôt que d'organiser leur party de Noël; en arriver à définir tous ensemble des positions politiques plutôt que d'amener les participants et les

participantes à adopter nos positions politiques; se questionner tous ensemble sur la société plutôt que de leur enseigner la société; les amener à prendre part aux débats de l'assemblée générale plutôt que de les consulter et de transmettre leurs opinions; choisir tous ensemble les formateurs et les formatrices plutôt que de faire un choix au nom des participants et des participantes...

Nous nous sommes peu à peu éloignés d'un principe fondamental de l'éducation populaire, celui de réfléchir sur la société, de trouver des solutions et d'agir en commun. Mais pour cela, nos rapports quotidiens doivent être transformés.

Combien de fois entendons-nous qu'il existe un écart entre notre discours et les gestes posés? Cet écart est normal, puisque nous faisons partie de la société que nous dénonçons, que nous en avons intériorisé les valeurs liées au pouvoir sur les individus, à la compétitivité, au rendement, à la hiérarchie, etc., mais pour faire contrepoids à ces valeurs, nous devons non seulement lutter contre la société, mais aussi changer celle qui réside en nous. Ce qui revient à dire... lutter contre nous-mêmes ! Pas facile tout ça.



Nous nous sommes peu à peu éloignés d'un principe fondamental de l'éducation populaire, celui de réfléchir sur la société, de trouver des solutions et d'agir en commun.



Avons-nous les moyens de nos valeurs ?

Toute société, toute organisation, toute personne est porteuse de valeurs et tend à agir en conformité avec elles. Peu importe la civilisation ou la période de l'histoire à laquelle on se réfère, les valeurs, explicitement nommées ou non, sont présentes dans le quotidien, aussi bien dans les discours que dans l'action.

Les groupes populaires, les syndicats, les associations de défense des droits ont été créés par des gens aux valeurs communes dans le but de réclamer une société plus juste. Toutefois, il y a bien souvent des écarts entre les valeurs ou les idéaux prônés et leur mise en application. Cet article cherche à comprendre pourquoi, non pas pour juger, mais pour trouver des moyens de remédier à la situation.

Être conscient de nos valeurs et de leur utilité

Les valeurs peuvent diverger selon les croyances, la classe sociale, la culture, les opinions, le statut, le sexe, l'histoire personnelle... Et lorsqu'il y a valeurs en commun, elles n'ont pas nécessairement le même sens pour tous. Ces différences peuvent être plus ou moins grandes et avoir un impact plus ou moins important. Ne pas en être conscient engendre des malaises et des tensions qui auront des conséquences, par exemple, sur la motivation et la satisfaction des membres d'une organisation, de même que sur la synergie ou la cohésion d'un groupe.

Richard Latendresse,
formateur à La Jarnigoine

Je tiens à remercier René Doré, coordonnateur du Centre de formation populaire, Lise Gervais, coordonnatrice de Relais-femmes, Christian Pelletier, coordonnateur du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, pour leurs commentaires.

Il y a bien souvent des écarts entre les valeurs ou les idéaux prônés et leur mise en application.

Si les valeurs sont parfois les points de départ des grands bouleversements sociaux, elles jouent aussi un rôle plus modeste, tout aussi important. Elles peuvent devenir des outils, si collectivement nous leur donnons du sens, pour guider nos actions et nous aider à établir un lien entre nos objectifs et le

travail quotidien. Être conscients de nos valeurs est un moyen de ne pas faire fausse route et de continuer à prendre des décisions éclairées. Par-dessus tout, être conscients de nos valeurs, c'est donner un sens à la vie et une raison d'être à nos organisations.

Les groupes populaires sont des pôles d'attraction grâce à leurs valeurs, à leurs idéaux qui se retrouvent dans toutes les dimensions de leur action: les revendications, le fonctionnement des équipes, l'organisation du travail, la vie associative, le service donné aux membres et à la population, les rapports entre les membres... Toutefois, on l'a dit, les mêmes valeurs n'ont pas nécessairement le même sens pour chacun. Par exemple, on peut concevoir l'entraide comme un acte de charité ou un moyen d'agir pour le bien-être commun. Considérer les personnes fréquentant les groupes d'alphabétisation populaire comme des étudiants, des étudiantes, des participants, des participantes ou des membres. On peut percevoir les utilisateurs, les utilisatrices des services de santé et des services sociaux en tant que clients, clientes, bénéficiaires ou personnes à part entière, c'est-à-dire des citoyens et des citoyennes. Le regard étant différent, les objectifs, de même que les actions s'appuieront sur des orientations différentes.

Ainsi, nous en viendrons peu à peu à vivre des déchirements et des contradictions, entraînant inévitablement un écart entre nos valeurs, nos idéaux et notre capacité à les mettre en pratique.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation. D'abord, plus nos valeurs, nos idéaux sont élevés, plus ils sont difficiles à atteindre. Ensuite, les groupes populaires sont des éléments dynamiques qui évoluent et se transforment sans cesse.

Enfin, nos idéaux s'inscrivent dans un contexte social, politique et économique qui impose ses propres valeurs, parfois clairement, parfois subtilement, des valeurs pas nécessairement nouvelles, mais redéfinies ou adaptées en fonction d'objectifs précis de manière à forcer l'adhésion ou la non-opposition d'une part importante de la population aux projets qui s'en réclament. Ces valeurs sous-tendent des buts à atteindre, des modèles de comportement individuels et sociaux à adopter, de même que des choix de société à faire. Les valeurs dominantes reflètent le pouvoir en place. Résister, dans nos groupes, à des pratiques qui en sont teintées demande une vigilance de tous les instants. Les glissements peuvent survenir rapidement si nous perdons de vue le sens de ce que nous faisons.

Les pratiques au jour le jour

Comment en vient-on à perdre de vue les principes qui nous tiennent le plus à cœur? Arrêtons-nous un instant sur les aspects importants de notre quotidien.

La coordination et la gestion collective

Les groupes populaires ont été fondés sur la base d'une gestion collective, c'est-à-dire du partage du pouvoir et des responsabilités, ce qui élimine d'emblée tout fonctionnement hiérarchique. Cependant, pour des raisons pragmatiques et d'efficacité, une nouvelle manière de faire s'est imposée. Les formateurs et les formatrices ont progressivement renoncé à faire de la gestion, en plus de donner des ateliers, parce que le travail se complexifiait, que les exigences des bailleurs de fonds augmentaient, que la concertation et le partenariat prenaient davantage d'importance, créant ainsi une tâche spécialisée à temps complet, la coordination.

Ce changement ne s'est pas fait sans débats, car le principe du partage égalitaire du pouvoir et des responsabilités était totalement remis en question. Les groupes en sont néanmoins parvenus à établir un nouvel équilibre respectant à la fois leurs pratiques et leur fonctionnement en collégialité. Mais d'autres questions se sont posées sur le rôle des personnes à la coordination. Par exemple, doivent-elles être seules à prendre des décisions et à exercer un pouvoir? Représentent-elles, dans la réalisation des mandats, le conseil d'administration ou font-elles partie de l'équipe de travail? À qui sont-elles redevables? L'équipe de travail doit-elle se prononcer sur tout ou décider uniquement des principes et des règles de fonctionnement?

L'efficacité, le rendement, la vitesse et le court terme

Les groupes sont devenus plus efficaces pour mieux répondre aux besoins des citoyens et des citoyennes, et pour augmenter la satisfaction des membres, ainsi que des permanents et des permanentes. Ainsi, ils ont gagné en crédibilité auprès de leurs bailleurs de fonds, ce qui est tout à fait souhaitable. Par contre, d'autres aspects de leur action se sont transformés et relèvent maintenant plus du rendement, de la vitesse et du court terme. Il y a une vingtaine d'années, des membres ou des personnes extérieures à un organisme pouvaient être engagés sur la base de leur militantisme dans les mouvements sociaux. La tendance actuelle est, bien souvent, de miser avant tout sur les diplômes et l'expérience. L'embauche de gens à partir de ces critères n'est pas nécessairement un problème, mais si ces pratiques deviennent systématiques, elles risquent de provoquer une sclérose par manque de renouvellement d'idées. À

court terme, on ne perd pas de temps à former et à soutenir une personne moins expérimentée, mais à long terme, on se prive d'une vision autre des choses. Abolir l'efficacité n'est pas la solution; ce n'est pas elle le problème, c'est le sens qu'on lui donne actuellement en fonction des valeurs dominantes: le rendement, la vitesse, les résultats. La réflexion perd alors toute sa raison d'être et vouloir construire ensemble se transforme en vouloir produire ensemble, entraînant l'isolement des personnes en place.

La relève et l'éducation populaire

Les permanents et les permanentes des groupes vieillissent et plusieurs générations se côtoient. Pour les premiers, leur jeunesse a baigné dans le politique, dans la transformation sociale, dans l'espoir. La plus jeune génération, elle, est marquée par la désillusion du politique et des idéologies, par le repli sur soi, par des horizons incertains. En outre, dans les années 80 et 90, les valeurs comme l'excellence, la performance et la rationalisation des ressources — réduisant massivement des travailleurs au chômage — ont produit un nouveau modèle de citoyen, celui du self-made-man représenté par nos hommes d'affaires québécois. Enfin, au cours de la dernière décennie, les groupes populaires ont perdu du terrain en ce qui concerne l'intervention et le développement social régional. Un modèle de travail en partenariat a été imposé par les bailleurs de fonds et nous avons assisté à la «professionnalisation» du travail avec ses bons et ses mauvais côtés.

En raison de toutes ces transformations, certaines préoccupations des groupes ont forcément changé. On fait toujours de la formation, mais l'éducation

populaire, moyen spécifique du milieu populaire et syndical de former, d'intervenir et d'agir, tend à disparaître. Le sens même de l'éducation populaire est à revoir: membres, permanents et permanentes de longue date et relève doivent y réfléchir.

Débattre de la question dévoilera les tensions latentes entre une vision plus «politique» et une autre plus «travail social» du rôle des groupes populaires. Ces débats sont essentiels si l'on veut que le sens de notre action se perpétue auprès des générations suivantes. Revenir à l'éducation populaire en alphabétisation permettra de rétablir le lien avec l'alphabétisation conscientisante¹.

superficiels. Cette méconnaissance peut nous amener à adopter deux attitudes tout aussi inadmissibles l'une que l'autre: celle de tout accepter parce que cela vient des participants et des participantes ou celle de ne pas reconnaître leur culture parce qu'elle heurte la nôtre.

La vie associative

Avec la montée du néolibéralisme, l'éducation populaire a graduellement disparu. Conséquemment, le rôle de la permanence s'est transformé. Assumant au départ la responsabilité d'encourager la participation des membres, elle s'est retrouvée à porter l'organisme sur ses épaules, et la vie associative est devenue de moins en moins importante. Prenons

On fait toujours de la formation, mais l'éducation populaire, moyen spécifique du milieu populaire et syndical de former, d'intervenir et d'agir, tend à disparaître.

L'intervention auprès des participants et des participantes en alphabétisation

Le souci de répondre plus adéquatement aux besoins des participants et des participantes a conduit les groupes d'alphabétisation populaire à améliorer la qualité de la formation offerte, mais en négligeant parfois certains de leurs objectifs. L'un d'entre eux est de respecter la culture (ouvrière) des classes populaires. Les 20 dernières années, l'intérêt dont bénéficiait cette culture s'est effrité. Par conséquent, la mise en valeur et l'intégration de la culture populaire dans nos pratiques ont peu à peu disparu.

Il existe un écart entre les valeurs de notre *Déclaration de principes*, réaffirmées en février dernier, et notre «connaissance» de la culture populaire, qui se limite trop souvent à des éléments

un exemple: un groupe tente de mobiliser ses membres, mais sans grand succès. Après une rapide évaluation de la situation sur le coin d'une table, on reste sur une déception. La fois suivante, on tente encore de rallier les membres, mais avec des moyens qui demandent peu d'énergie parce qu'on a trop de travail et que, de toutes façons, les gens ne semblent pas très intéressés. Les résultats sont moins bons que la fois précédente. À la prochaine occasion, on ne sollicite pas les membres: il est plus simple que la permanence participe seule à l'action.

D'autres facteurs ont également joué. Par exemple, l'application étroite du nouveau Code civil du Québec a nécessairement modifié les relations entre le conseil d'administration et l'assemblée générale. Traditionnellement,

¹ Voir l'article *Conscientiser pour changer le monde* à la page x du présent numéro.

le conseil d'administration avait pour mandat de réaliser les grandes orientations de l'assemblée générale; avec le nouveau Code civil, le conseil d'administration est d'abord lié aux décisions des membres².

Comment faire en sorte que nos valeurs redeviennent les moteurs de notre action ?

En général, lorsque nous discutons de problèmes, nous les abordons plus souvent en termes de *Comment faire pour...?* qu'en termes de *Pourquoi faire cela...?* et *Pourquoi de cette façon?* Ne serait-il pas plus profitable d'affirmer nos valeurs et le sens que nous leur donnons à chaque fois que nous abordons des questions délicates? Par exemple, quand nous nous interrogeons sur le rôle de la coordination, sur la prévention de l'analphabétisme, sur la nécessité de faire de l'alphabétisation conscientisante ou sur l'intégration de la culture populaire dans nos interventions.

Ne devrions-nous pas, lors des démarches de planification stratégique, tabler sur nos valeurs dans la définition de nos orientations et de nos objectifs, des changements à apporter, de la façon dont ils se feront, des décisions à prendre?

Ne devrions-nous pas multiplier les démarches d'évaluation qui fournissent l'occasion d'affirmer nos valeurs et nos idéaux?

Ne devrions-nous pas favoriser les débats, non seulement pour que les différents points de vue soient influencés les uns par les autres, mais aussi pour retrouver le plaisir de construire ensemble, assumant ainsi ce que nous sommes?

Affirmer nos valeurs et ce qu'elles impliquent est absolument primordial. De cette manière, nous installons des phares pour mieux conserver le cap.

Être conscients de nos valeurs permet également de tenir bon pendant les périodes difficiles où l'on se demande: *À quoi ça sert ce qu'on fait?* et laisse moins d'emprise aux doutes, au découragement, à la perte de confiance en l'avenir.

Être conscients de nos valeurs et de nos idéaux nous donne de l'espoir. Cela permet de nous inscrire dans l'histoire de l'humanité, de nous identifier à des êtres aux valeurs semblables — bien qu'aux moyens différents — ayant lutté pour un monde de justice.

Être engagés dans les groupes populaires, c'est aussi faire partie d'un large mouvement qui nous soutient, c'est contribuer à la transformation de l'humanité.

Affirmer nos valeurs, c'est humaniser un monde qui se déshumanise. Un monde où les rapports entre les gens se marchandent de plus en plus, où l'individualisme — en brisant les liens avec l'Autre et les lieux d'appartenance — nous rend plus vulnérables.

Affirmer nos valeurs, c'est façonner un monde où le respect des personnes, le sens du sacré, la fierté du travail bien fait, le respect de la parole donnée, l'importance de la connaissance, de l'expérience et de la sagesse occupent le devant de la scène.

Affirmer nos valeurs dans nos lieux de décision et d'intervention, c'est poursuivre notre engagement, continuer de croire et garder présentes à l'esprit des questions fondamentales: *Pourquoi existe-t-on? À quoi sert-on? À qui sert-on?*

Les groupes populaires ont les moyens de vivre en conformité avec leurs valeurs. Leur esprit critique et les nombreuses remises en question de leurs pratiques l'ont démontré: ils peuvent rester fidèles à leurs idéaux.

Bibliographie

- *Proposition de Déclaration de principes actualisés — Outil pour apporter des changements à la proposition*, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, 2004, 11 pages.
- LÉVESQUE, Kathleen et Tommy CHOUINARD. «Aide sociale: par ici la sortie», *Le Devoir*, 10 novembre 2003.
- LEGENDRE, Rénald. *Dictionnaire actuel de l'éducation*, Montréal, Guérin Éditeur, 2000, 1500 pages.
- LAMOUREUX, Henri. *Les «bogues» de l'an 2000 du communautaire*, conférence prononcée à l'assemblée générale de la TROVEP de la Montérégie, 29 octobre 1998, 8 pages.



Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire ?

Nos pratiques d'alphabétisation populaire s'inspirent encore largement de l'approche de conscientisation de Paulo Freire, constations-nous dans le dossier précédent. Mais elles s'abreuvent aussi à d'autres idéologies ou courants de pensée, parfois sans même que nous en soyons conscients.

En voici trois qui, d'une manière ou d'une autre, influencent notre façon de faire de l'alphabétisation: le néolibéralisme, plus présent de jour en jour, et ce, jusque dans nos idéaux, l'action directe non violente, courant des années 40 toujours d'actualité, et l'écologie sociale, idéologie plus récente liée à des enjeux vitaux comme la mauvaise utilisation des ressources humaines et naturelles.

L'exercice ne serait pas complet sans essayer de comprendre ce que ces théories impliquent au quotidien. Par exemple, sommes-nous tentés de rationaliser notre travail, pour utiliser une expression chère aux néolibéraux? Ne devrions-nous pas sortir des boules à mites les costumes de militants purs et durs afin de forcer l'écoute des oreilles obstinément fermées? Avons-nous appliqué avant la lettre les principes de l'écologie sociale selon lesquels toute communauté a droit à l'autodétermination (un quartier, un groupe, une association quelconque d'individus aux rêves communs)?

On le verra, quand il s'agit de pratiques, la subjectivité et l'interprétation occupent une place considérable. Forcément, si l'on considère que toute action est subordonnée à des objectifs précis, à des stratégies adaptées au contexte ou à la cible à atteindre, à des détails comme l'argent disponible... Pas de modèles prêts-à-porter, mais des modèles d'ingéniosité et d'imagination. Des expériences empruntant un peu à ceci, un peu à cela, mélangeant allègrement les genres puisque le but ultime est d'inventer de nouvelles règles, nos règles.



La construction néolibérale

Est-ce la main de Dieu, est-ce la main du Diable?
Le néolibéralisme a si bien pénétré nos actes
et nos pensées qu'il semble relever de l'ordre
naturel des choses.

**John D. Kinloch, Denyse Lacelle
et Deane Taylor,**

Projet Genèse, un groupe de défense des
droits sociaux du quartier Côte-des-Neiges
à Montréal

Au fil des 20 dernières années, nous avons vu notre société changer de façon importante, et les valeurs qui la portent se transformer. Du modèle relativement social-démocrate qui guidait le développement du Québec, nous sommes passés au modèle néolibéral.

Avant cette période, le développement économique des pays occidentaux reposait, depuis longtemps et avec quelques variantes, sur le libéralisme: liberté de l'entreprise, libre-marché et concurrence, valorisation de la propriété privée... Toutefois, à la fin des années 20, ce modèle a connu une crise majeure menant à une révision du rôle de l'État, appelé alors à la rescousse, notamment pour mettre en place des programmes sociaux et soutenir les entreprises. Selon les pays, l'État est intervenu beaucoup ou peu. Au Québec, il jouera un rôle de régulation de la société par l'établissement d'un filet de sécurité sociale et par le maintien de mécanismes réduisant l'impact du développement économique; ces pratiques politiques ont été qualifiées de sociale-démocratie. Les dernières années, cette approche a été peu à peu remise en question au profit du «néolibéralisme», c'est-à-dire le libéralisme revu et corrigé.

Libre de profiter de tout

Bien que d'application récente, le modèle néolibéral a laissé une cicatrice profonde sur plusieurs sociétés, celle de la Grande-Bretagne par exemple. Dans la période pré-Thatcher, environ 1 personne sur 10 était considérée comme pauvre —

**Il était de croyance commune, que le contrôle de l'économie
ne devait pas être laissé entre les mains d'un seul secteur ou
d'une seule classe de la société.**

résultat peu brillant, mais tout de même honorable face à l'ensemble des nations et assurément meilleur que dans la période ayant précédé la Deuxième Guerre mondiale. Après l'expérience néolibérale imposée par Thatcher et son gouvernement, une personne sur quatre et un enfant sur trois vivaient dans la pauvreté.

Aux États-Unis, la révolution néolibérale de Ronald Reagan a eu des effets comparables. Dans un livre intitulé *The Politics of the Rich and the Poor*, l'auteur Kevin Phillips a analysé les bouleversements qui ont eu cours en matière de distribution des revenus. Cet analyste républicain et ancien aide du président Nixon a évalué les changements imposés par les politiques néolibérales entre 1977 et 1988 : 10% des familles les plus riches ont vu leur revenu s'accroître de 16%; 5% de ces familles ont haussé leur revenu de 23%; enfin, les 1% les plus riches ont augmenté leur revenu de 50%. Pour ce qui est des plus pauvres, 80% ont vu leur revenu décroître et 10% des Américains les plus pauvres ont vu leur revenu passer de 4 113\$ (par année) à 3 504\$, ce qui signifie une diminution de 15%. En une décennie, les revenus des 1% les plus riches sont passés de 65 fois à 115 fois plus élevés que ceux du groupe inférieur.

Au Canada, au cours des 20 dernières années, bien que les politiques de libre-échange mises en place sous la bannière du néolibéralisme aient résulté en centaines de milliers de pertes d'emplois et en des compressions budgétaires, tant au provincial qu'au fédéral, dans les programmes en santé et dans les autres programmes sociaux, nos gouvernements ont continué de se conformer aux tendances internationales en faveur de la privatisation des services publics.

Pour comprendre le néolibéralisme, regardons de près ses postulats. Par exemple, l'idée que la croissance économique est la seule voie permettant le progrès, que le libre-marché, lorsqu'il n'est pas entravé par des interventions de l'État, constitue la meilleure façon d'utiliser les ressources humaines et financières, et mène à la prospérité économique ainsi qu'à la justice sociale, que la mondialisation sera profitable à tous. On ajoute du même souffle que la privatisation, c'est-à-dire la vente des biens publics à des intérêts privés, élimine les inefficacités induites par le secteur public. Finalement, on martèle que le seul rôle de l'État est d'assurer le maintien de la loi en ce qui concerne les droits de propriétés et les contrats.

Concrètement, cette doctrine se traduit en cinq orientations :

- *Les lois du marché avant tout.* Le capital, les biens et les services doivent circuler sans interventions étatiques, le marché se régulant lui-même et permettant le *trickling-down*, c'est-à-dire la distribution de la richesse vers le bas. Cette liberté inclut également la désyndicalisation et la suppression de toutes contraintes au brassage de capitaux (pouvant entraîner, entre autres, la dévaluation de monnaies et la faillite d'économies nationales).

- *La réduction des dépenses publiques pour la santé, les services sociaux et l'éducation.*
- *La déréglementation*, qui permettra aux forces du marché de fixer elles-mêmes les mécanismes de régulation.
- *La privatisation des services publics.*
- *Le changement de regard*, passant d'une vision du bien public et de la communauté vers l'individualisme et la responsabilité individuelle.

Que s'est-il passé ?

On l'a dit, le néolibéralisme constitue une fracture radicale par rapport à la pensée économique qui prévalait après la Deuxième Guerre mondiale, celle de John Meynard Keynes, lequel souhaitait une intervention étatique forte dans l'économie. La reprise économique qui suivit la Grande Dépression, en raison de l'effort de guerre, amena cet économiste à confier à l'État un rôle de régulation de l'économie. On en avait assez du libéralisme classique, qui avait provoqué de nombreuses récessions et une crise majeure, et la pensée dominante intégra les remises en questions auxquelles il avait donné lieu. Que le marché ait le droit de prendre des décisions sociales et politiques majeures, que l'État puisse réduire volontairement son rôle dans l'économie, que les entreprises se voient accorder la totale liberté d'agir, qu'on fasse plier les syndicats ou que les citoyens et les citoyennes obtiennent de moins en moins de protection — de telles idées étaient impensables à l'époque.

C'est aussi à cette période que furent créés le Fonds monétaire international et la Banque mondiale afin de mettre en place des politiques susceptibles d'assurer la richesse collective à toutes les nations. Il était de croyance commune, dans cet après-guerre, que le contrôle

Les promoteurs de l'idéologie néolibérale ont dépensé des centaines de millions de dollars, et chaque sou en a valu la peine puisque le néolibéralisme apparaît maintenant comme une condition normale de la nature humaine.

de l'économie ne devait pas être laissé entre les mains d'un seul secteur ou d'une seule classe de la société.

Comment le néolibéralisme est-il devenu, aujourd'hui, la doctrine dominante? Pourquoi le Fonds monétaire international et la Banque mondiale peuvent-ils intervenir à volonté et contraindre les pays à prendre part à l'économie mondiale dans des termes qui leur sont tellement désavantageux? Pourquoi l'État-providence est-il remis en question dans tous les pays où il avait été mis en place? Pourquoi l'environnement est-il au bord de l'éclatement? Pourquoi y a-t-il tant de pauvres, au Nord comme au Sud, alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesse?

La guerre idéologique

Il y a une quarantaine d'années, un petit groupe s'est formé autour de Frederich von Hayek¹, un philosophe-économiste. Avec des étudiants tels que Milton Friedman², il a développé ce que l'on appelle depuis l'École de Chicago. S'opposant aux politiques de Keynes, cette école a prôné le monétarisme, une politique stricte de contrôle de la croissance de la masse monétaire afin d'éviter l'inflation. Ce groupe a repris les fondements du libéralisme classique, les a confrontés à la réalité et les a organisés en « dogmes », comme nous l'avons vu plus haut.

Ces « néolibéraux » ont été largement financés par les grandes entreprises ayant tout à gagner de la réduction, voire la disparition, des contraintes étatiques. Grâce à leurs bailleurs de fonds, ils ont créé un immense réseau international de fondations, d'instituts, de centres de recherche, de publications, de chaires, d'écrivains, d'agences de relations

publiques pour pousser plus loin leurs idées et leur doctrine. Ils ont ainsi construit un cadre idéologique extrêmement efficace qui se résume à cette

Loin de résoudre les problèmes qui affectent notre économie, le néolibéralisme échoue à offrir un remède crédible nous permettant de bâtir un monde libéré des injustices économiques et de la dégradation de l'environnement.

sentence: si l'on peut contrôler la tête des gens, leur cœur et leurs mains suivront.

Les promoteurs de l'idéologie néolibérale ont dépensé des centaines de millions de dollars, et chaque sou en a valu la peine puisque le néolibéralisme apparaît maintenant comme une condition normale de la nature humaine. Qu'importent la quantité de désastres en tous genres engendrés, les crises financières provoquées, le nombre d'exclus et de rejetés créés, on nous a fait croire que le néolibéralisme est inévitable, comme un acte divin, qu'il est le seul ordre politique, économique et social à notre disposition.

Et pourtant, il y a déjà plus de 50 ans, l'universitaire Karl Polanyi³ faisait cette déclaration prophétique quant aux dangers d'un développement basé sur la

seule logique du marché: « Permettre aux mécanismes du marché d'être les seuls directeurs du sort des hommes et de leur environnement naturel... résultera en la démolition de la société. »

Et pourtant, ce soi-disant libre-marché est loin d'être libre, puisqu'il est contrôlé par des intérêts économiques puissants qui le manipulent en fonction de leurs propres intérêts. En effet, pour beaucoup de personnes démunies d'Afrique et d'Asie ou des pays développés qui ont perdu pied en raison des politiques néolibérales, les pratiques du libre-marché ressemblent fort aux vieilles pratiques de pillage de la multitude au profit de quelques-uns.

Et pourtant, loin de résoudre les problèmes qui affectent notre économie, le néolibéralisme échoue à offrir un remède crédible nous permettant de bâtir un monde libéré des injustices économiques et de la dégradation de l'environnement qui caractérisent la période actuelle.

Les conditions dans lesquelles nous sommes contraints de vivre en raison du néolibéralisme ont été créées pour des motifs précis: favoriser des profits maximum, par exemple, ou faire tomber toutes les barrières au commerce — dont la syndicalisation ou les normes de protection environnementales. Une fois qu'on a saisi cette logique, une fois qu'on a saisi qu'il ne s'agit pas d'une force comme la gravité, mais d'une construction artificielle servant à masquer les intérêts de certains privilégiés, on comprend que ce qui a été créé par certaines personnes, d'autres peuvent le changer!

1 Économiste britannique (1899-1992). Opposé à la pensée de Keynes, il a étudié les crises et défendu le monétarisme. aPrix Nobel de sciences économiques en 1974.

2 Économiste américain, né en 1912. Prix Nobel de sciences économiques en 1976. Chef de l'École de Chicago.

3 Économiste britannique (1886-1964). Ses recherches ont porté notamment sur les systèmes économiques précapitalistes. Il prônait une économie planifiée, basée sur un humanisme socialiste.

N

éolibéralisme et alphabétisation populaire ont-ils quelque chose en commun ?

Quels comportements en éducation populaire trouvent leurs sources dans les idées défendues par le néolibéralisme? Certains se retrouvent-ils dans les groupes d'alphabétisation populaire, dans votre groupe?

La Boîte à lettres: Dans plusieurs groupes et parfois dans le nôtre, on retrouve les idées suivantes: il faut montrer à lire et à écrire à tout prix; il faut individualiser l'intervention; il faut responsabiliser l'individu, la famille et déresponsabiliser l'État, la société; reproduire certains rapports sociaux de domination; hiérarchiser le mode de gestion des groupes.

Atout-Lire: Voir les participants et les participantes comme des clients à satisfaire (si je ne lui offre pas le bon produit, il ira ailleurs).

La planification du travail à la sauce néolibérale (planification stratégique établissant les besoins, les ressources, les perspectives d'avenir, etc.) qui nous enferme dans une logique technocratique et qui laisse peu de place à l'improvisation et au bricolage, deux traits essentiels de l'humanité.

Abandonner notre vision globale de l'analphabétisme et travailler de plus en plus par *problématiques*... Devenir peu à peu des fournisseurs de services... Viser la rentabilité de nos organismes... Ne sommes-nous pas tombés dans le piège du néolibéralisme?

La Boîte à lettres: Nous croyons que nous tombons de moins en moins dans ce piège. Nous comprenons mieux notre rôle et nous affinons notre conscience critique à l'égard de la société. Nous prenons des risques et nous nous imposons tels que nous sommes.

Loin de négliger notre vision globale de l'analphabétisme, nous suivons de plus en plus cette voie, et nous cherchons même à l'enrichir et à la bonifier; à évaluer ce qu'elle veut dire dans les pratiques, dans le quotidien.

Y a-t-il un lien entre les priorités établies dans nos groupes et les valeurs prônées par la société? Nous est-il encore possible de faire de l'éducation populaire? Nos interventions auprès des participants et des participantes reflètent-elles de plus en plus la manière dont est perçue maintenant l'éducation des adultes?

Peut-on établir un rapport entre nos pratiques actuelles et l'idéologie dominante? La Boîte à lettres, en Montérégie, et Atout-Lire, à Québec, estiment que oui. Voici leurs réponses aux questions que nous leur avons posées.

Bien que nous soyons très critiques envers l'idéologie néolibérale, il ne faut pas nier le contexte dans lequel nous vivons. Notre organisme offre, entre autres, des services, mais la vraie question à se poser, c'est dans quelles conditions et avec quel esprit ces services sont-ils offerts? Il en va de même pour la rentabilité d'un groupe. Qu'entend-on par rentable? Ce n'est pas un mot que l'on utilise. Nous vivons l'autonomie sur tous les plans.

Atout-Lire: La gestion par résultats est un thème à la mode qui commence à s'infiltrer dans la philosophie de certains organismes communautaires œuvrant en complémentarité des services publics. Des contraintes administratives nous amènent déjà à faire des compromis sur l'autonomie, notamment en ce qui concerne nos relations avec les CLE. La question qui peut se poser est la suivante: sommes-nous prêts à faire passer l'autonomie du groupe avant nos subventions? Faire moins avec moins peut-il être un choix pertinent pour la sauvegarde de notre autonomie?

Il y a 30 ans, les groupes d'éducation populaire et les groupes d'alphabétisation populaire étaient mis sur pied pour réduire, voire éliminer, les iniquités sociales. Sommes-nous encore en mesure de remplir ce mandat?

La Boîte à lettres: Oui. Il faut travailler encore plus fort sur cet aspect, remettre en question la société et aussi notre groupe même. Si le néolibéralisme continue à gagner du terrain, comment notre groupe se déploiera-t-il? En tenant compte ou pas des valeurs dominantes? Il faut se poser des questions et se redéfinir régulièrement.

Atout-Lire: Dans l'état actuel des choses, nous ne sommes plus en mesure de réduire les iniquités sociales. Il s'agit d'un objectif politique, et nos groupes accordent maintenant peu de place à l'action politique, déléguant pour la plupart cette tâche à des regroupements représentatifs, mais fort peu mobilisants. Des exceptions, par contre: la Marche des femmes, la lutte contre la ZLEA, la loi pour un Québec sans pauvreté...

Avons-nous tendance à penser que nos valeurs, en tant que formateurs et formatrices, sont les bonnes et qu'elles ne sont pas teintées de l'idéologie dominante? Comment cela se passe-t-il dans la pratique quotidienne?

La Boîte à lettres: Souvent, nous croyons que nos valeurs sont les bonnes, mais nous constatons de plus en plus que certaines d'entre elles sont teintées de l'idéologie dominante et qu'elles nous placent en contradiction avec notre discours.

Nous vivons ces contradictions dans le quotidien, par exemple en aidant les participants et les participantes à tirer le maximum de leur maigre chèque d'aide sociale plutôt que de les inciter à se battre pour un montant décent.

Atout-Lire: L'idéologie dominante est si puissante qu'elle crée des brèches dans nos convictions et module notre discours en fonction de son acceptabilité sociale. Nos valeurs d'égalité et de solidarité n'ont aucune place et sont même dangereuses pour un système construit sur la base de la concentration des pouvoirs (économiques, politiques et idéologiques). Chomsky¹ dit que l'ordre impérial actuel du monde est en guerre contre la démocratie. Dans un contexte où le pouvoir financier nous répète sans relâche que les riches

doivent s'enrichir davantage pour créer de la richesse (lire des emplois), nous en sommes venus à intégrer une partie de ce discours en ne revendiquant désormais qu'une distribution un peu plus égalitaire des ressources (dans le fond, c'est peut-être bien naturel d'avoir des riches).

Comment intervenir sans imposer nos valeurs aux participants et aux participantes?

La Boîte à lettres: Comme groupe, nous portons des valeurs, peu importe les individus qui composent le groupe: solidarité, équité, entraide, respect, etc. Ces valeurs sont non négociables. Les personnes qui adhèrent au groupe baignent dedans.

En tant qu'individu, on a des valeurs qu'on croit être les bonnes. L'important, c'est de prendre conscience de ces valeurs afin de les imposer le moins possible, de manière consciente ou non. Sans quoi, on se retrouve à nier l'expérience des individus.

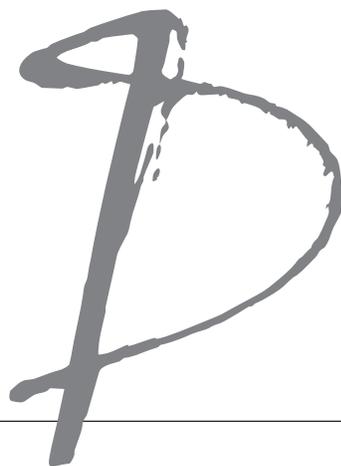
Atout-Lire: Il est évident que les animateurs et les animatrices projettent une image d'autorité qui agit sur les participants et les participantes. Nous en sommes conscients, et peut-être avons-nous tendance à éviter les débats avec ces derniers de peur d'imposer nos valeurs. Dans le rapport à l'Autre, que nous voulons le plus égalitaire et le plus respectueux possible, il peut arriver en effet de pécher par un trop grand relativisme culturel. Je donne un exemple. Dans mon atelier, monsieur X pense qu'il faut pénaliser les jeunes qui refusent de suivre les parcours de l'aide sociale. Moi, comme animateur, je l'écoute et n'ose pas trop le contredire de peur de le forcer à accepter mes valeurs.

¹ Philosophe et linguiste né aux États-Unis en 1928. Il est connu pour ses nombreux écrits sur la politique et ses pensées altermondialistes. Il a fait l'objet d'un documentaire en 2003 dont le titre est *Noam Chomsky: pouvoir et terreur. Entretiens après le 11 septembre*.

Il y a toujours du politique dans le rapport à l'Autre, car les valeurs habitent les individus qui interagissent entre eux. Ces valeurs ne sont pas seulement des idées qui font l'objet de discussions, elles guident aussi nos actions. En ce sens, trop de relativisme culturel nous plonge dans un flou où toutes les valeurs méritent un respect équivalent, ce qui paralyse inévitablement l'action.

On peut affirmer avec conviction ses valeurs si les échanges s'inscrivent dans un débat d'idées où l'Autre demeure un individu qui n'est pas méprisé. Le néolibéralisme, au contraire, considère l'Autre comme l'incarnation du mal, de la bêtise ou de l'insignifiance. Les valeurs qui lui sont étrangères sont mauvaises parce qu'elles sont différentes des siennes. C'est du fascisme. Le contraire du fascisme est la démocratie où la multiplicité des valeurs n'est pas niée ou méprisée, mais constitue plutôt le matériau des débats d'où émergent les consensus nécessaires à la vie en société. La solution se situe donc entre les deux extrêmes: le relativisme culturel «absolu» et le rejet des idées de l'Autre.





Péjouer pour transformer

L'action directe non violente¹

Occuper les toilettes de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, faire croire à Pierre-Karl Péladeau qu'on détient suffisamment d'actions pour prendre le contrôle de sa compagnie, décorer la pelouse de Paul Martin d'une multitude de flamants roses. Petite leçon de militantisme pour gens très sérieux.

François Labbé,
formateur en alphabétisation et agent de liaison au Regroupement des auberges du cœur du Québec

L'approche radicale de Saul Alinsky, ou «l'action directe non violente²», a fortement marqué l'organisation communautaire en Amérique du Nord et même en Europe pendant les années 60 et 70. Elle a fait école en présidant à la formation de certains des organisateurs les plus réputés des États-Unis, tels que Shel Trapp et Gale Cincotta³. Plus près de nous, elle a influencé des mouvements de désobéissance civile comme SAAMI. Le but de cet article est de faire découvrir, ou redécouvrir, cette approche, puis de tracer des liens entre elle et nos pratiques actuelles d'alphabétisation populaire.

Radical, révolutionnaire et agitateur

Né dans un quartier pauvre de Chicago, Alinsky étudie d'abord l'archéologie, puis la sociologie. Pendant les années 30, il travaille surtout avec les délinquants. Sa première expérience d'organisateur social⁴ se déroule lors de la Dépression: il dresse pour des étudiants affamés une liste de snack-bars où il est possible de manger... puis de partir sans payer! Il participe à la création du CIO, l'un des plus grands syndicats ouvriers des États-Unis, mais le syndicalisme ne le passionnera jamais. Il révèle son génie à la fin des années 30 en œuvrant dans les ghettos ethniques de Chicago, déchirés par la pauvreté, l'insalubrité, le racisme, l'intolérance et l'injustice. Ses militants et lui affrontent les meneurs politiques et économiques locaux.

¹ Ce regroupement rassemble des maisons d'hébergement qui s'adressent aux jeunes de 12 à 30 ans. Pour plus d'information, consultez le site Internet suivant : www.aubergesducœur.com.

² Il n'existe aucune expression équivalente en américain. Saul Alinsky et ses collaborateurs n'ont pas jugé utile de donner un nom à leur approche.

³ Deux activistes radicaux engagés dans des luttes sociales dès la fin des années 60. Un temps disciples d'Alinsky, leurs principes d'organisation et d'action sont les mêmes. En 1972, ils fondent le *National Training and Information Center* (NTIC) de Chicago. Pendant une trentaine d'années, ils interviennent dans les communautés défavorisées de la ville, forment des organisateurs partout au pays, soutiennent la création de centaines d'organisations engagées dans des luttes pour la justice sociale, remportent des victoires importantes auprès du gouvernement américain qui finit par réglementer la spéculation immobilière qui a pour effet de chasser les plus pauvres vers des ghettos et des taudis. Les actions menées contre la ségrégation raciale furent particulièrement vives, mais permirent, entre autres, de rendre accessibles les écoles « de Blancs » aux Afro-Américains et aux minorités visibles. Aujourd'hui encore, la NTIC entend cerner les problèmes locaux, s'attaquer aux racines de ces problèmes et former des organisateurs issus des communautés en difficulté.

⁴ Les termes « organisateur social » ont ici le sens que leur donne Alinsky : il s'agit de toute personne, y compris les formateurs et les formatrices, désireuse d'organiser un groupe ou une collectivité dans le but de résoudre un problème.

Après une période d'impasse, le succès vient: baisse des loyers, hausse des salaires des ouvriers, réorganisation des services municipaux... Entre-temps, il expérimente des principes d'action qu'il ne cessera ensuite de mettre en pratique et qui feront l'objet d'un livre publié un an avant sa mort: *Rules for Radicals*, traduit en français par *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente*.

Alinsky refuse les compromis des organisations communautaires qui ne proposent aux pauvres que des «thérapies d'adaptation» à un système d'oppression de l'ensemble de la société. Cette adaptation, finalement, renforce l'aliénation des individus et ne transforme en rien les structures qui la produisent. Comme le pédagogue brésilien Paulo Freire, il parle d'une nécessaire révolution faite par et pour les opprimés afin de transformer durablement notre société et la rendre plus juste pour tous et toutes. Révolution et non coup d'État, c'est-à-dire des actions non violentes et pédagogiques posées pour transformer et non pour détruire. C'est une révolution par le bas qu'il propose, préférant la résolution de problèmes concrets et locaux, plutôt que des réformes politiques d'envergure nationale. Il se méfiera toute sa vie des partis politiques comme des idéologies à prétention universelle qui limitent, tôt ou tard, la liberté de penser et d'agir. Pour lui, aucune révolution n'est définitive. Les solutions d'aujourd'hui n'étant que les problèmes de demain, une saine révolution fera germer... une contre-révolution !

Aucune rigidité idéologique chez lui. C'est un homme d'action et non de réflexion. Sur le terrain, il est un stratège opportuniste et empirique. À ses yeux, la

fin justifie toujours les moyens. Et les limites de la légalité et de la non-violence qu'il s'impose ne l'empêcheront pas d'être imaginatif et irrévérencieux. Par contre, il se montre intraitable sur certaines valeurs fondamentales. Pour lui, toute action de transformation sociale est subordonnée aux idéaux démocratiques et au respect de la dignité des hommes et des femmes, de leurs droits et de leur capacité à s'autodéterminer: «Apporter de l'aide aux gens sans leur donner en même temps l'occasion de jouer un rôle actif, sans les laisser apporter leur quote-part, ne contribue en rien au développement de l'individu. Au sens profond du terme, cela revient non pas à donner mais en réalité à prendre, prendre leur dignité. Refuser aux gens l'occasion de participer, c'est leur refuser la dignité de l'homme, c'est dire non à la démocratie. Cela ne peut marcher⁵.» Ces hommes et ces femmes, il les surnomme parfois les «have-not», les déshérités, ceux qui n'ont rien.

Ceux qui n'ont rien

Alinsky distingue trois classes sociales: les possédants (les riches), les déshérités (les pauvres) et ceux qui possèdent un peu et qui en veulent toujours plus (la classe moyenne). Selon lui, les pauvres sont a priori des masses de cendres froides, fatalistes et résignées. Nous les approchons pour les aider; mais nous les

découvrons indifférents, irresponsables et conditionnés par les autres. Ils peuvent se plaindre longuement d'un problème, mais n'ont pas l'intention de faire quoi que ce soit pour le résoudre. Ils n'ont aucun intérêt pour la politique et l'engagement social. Cette description ressemble assez fidèlement aux critiques actuelles à l'égard des classes populaires.

Cette apathie cache en réalité un sentiment d'impuissance. Lorsque les gens se sentent impuissants à régler un problème, ou qu'ils n'en ont réellement pas les moyens, ils se désintéressent de toute recherche de solution. Ce retrait volontaire est moins pénible à supporter que le sentiment d'impuissance. Et plus la situation dure, plus le désintérêt est grand. Interrogés une première fois, les gens nieront souvent l'existence de tout problème. Lorsqu'ils en reconnaissent un, ils s'empressent de justifier leur inaction. Ils sont sur la défensive et soupçonnent les autres de les mépriser. Ils imaginent leurs réflexions («Comment pouvez-vous endurer cela sans agir?» «Pourquoi n'avez-vous pas réagi avant?») et se sentent jugés (ils ne sont pas suffisamment intelligents et lucides pour comprendre et régler la situation). Pour les classes populaires, la première étape de l'organisation — la reconnaissance d'un problème — s'accompagne souvent d'un sentiment de culpabilité pour n'avoir «rien fait» auparavant⁶.

Il était de croyance commune, que le contrôle de l'économie ne devait pas être laissé entre les mains d'un seul secteur ou d'une seule classe de la société.

⁵ Saul ALINSKY. *Manuel de l'animateur social*, Éditions du Seuil, Paris, 1976, p. 176.

⁶ *Ibid.*, p. 164.

Malgré ce constat sévère, Alinsky exige de ses collaborateurs comme de lui-même un respect exemplaire à l'égard des déshérités, de leur culture et de leurs capacités à régler eux-mêmes leurs problèmes. La foi en leur capacité à s'autodéterminer est l'un des principes fondamentaux de l'approche d'Alinsky. Pour lui, fatalisme, justification, désintérêt et sentiment d'impuissance ne sont que les effets de l'aliénation par un système d'oppression. Malgré le désespoir apparent, en chaque déshérité couve le désir de s'en sortir. Le travail des organisateurs et des organisatrices consiste, en plus d'éduquer, à réveiller ce désir; à l'alimenter; à mobiliser les gens et à organiser la lutte collective contre l'oppression.

Alinsky insiste sur la nécessité, pour l'organisation, d'être d'abord un lieu d'éducation⁷. Un lieu d'apprentissage de l'esprit critique, de la résolution de problèmes collectifs, de la négociation, du pouvoir; de la démocratie, de la défense des droits de tout homme et de toute femme. Un lieu où les personnes apprennent à créer, pour elles-mêmes, une organisation et à la diriger.

Les organisateurs et les organisatrices doivent vivre avec les déshérités, discuter avec eux, connaître leurs vraies préoccupations et ensuite les organiser autour de ces problèmes. Alinsky parle de «s'imprégner» de la communauté pour la comprendre et bien saisir la situation à transformer. S'il faut aller à la messe le dimanche ou cesser de manger du

jambon, très bien. De cette façon se méritent le respect et la confiance des classes populaires; après, il sera possible de les engager collectivement dans l'action. Enfin, Alinsky exige que chaque victoire, même la plus petite, soit l'occasion d'une fête populaire de manière à récompenser les efforts collectifs et à renforcer la cohésion du groupe, de même que son désir de gagner encore et encore.

Shel Trapp a déjà raconté qu'au moment où il était organisateur dans un ghetto afro-américain aux prises avec un grave problème d'écoles surpeuplées, il s'est retrouvé avec le mandat — confié par des membres de la communauté — d'obtenir des supermarchés du quartier une meilleure surveillance des chariots d'épicerie. Les jeunes utilisaient ces chariots soi-disant pour organiser des courses dans les rues; ils endommageaient des automobiles, abandonnaient partout leurs chariots et

provoquaient parfois des accidents. Décidé à se battre plus tard pour régler le problème des écoles, Trapp joua le jeu, et son organisation gagna. Lors de la fête communautaire soulignant la victoire, les mêmes personnes qui l'avaient engagé se sont levées et lui ont lancé: «Maintenant faudrait s'occuper de nos écoles⁸... »

Des principes générateurs d'action: les intérêts, le pouvoir et le conflit

Alinsky étant avant tout un homme d'action, il n'est pas étonnant que les principes d'action occupent une large part de ses rares écrits. Trois grands principes «générateurs d'action» traversent l'ensemble de son approche. Toutes les stratégies et les tactiques⁹ qu'il a adoptées pendant sa carrière leur sont subordonnées.

Toute action de transformation sociale est subordonnée aux idéaux démocratiques et au respect de la dignité des hommes et des femmes, de leurs droits et de leur capacité à s'autodéterminer.

7 Le mot «organisation» a ici le sens que lui donne Alinsky: un groupe organisé de personnes ayant un projet commun de transformation sociale.

8 Témoignage recueilli sur le site Internet suivant: www.mott.org/publications/websites/mosaicv1n2/retrospective.asp

9 Pour Alinsky, une tactique est simplement un moyen d'atteindre un résultat et permet de «faire ce qu'on peut avec ce qu'on a». La stratégie, elle, se définit plutôt comme un plan d'ensemble des objectifs généraux et des principales manœuvres à utiliser pour les atteindre. On peut affirmer sans risque de se tromper qu'Alinsky privilégiait les tactiques au point de négliger d'établir de véritables stratégies.

Le premier concerne les intérêts des groupes. Comment mobiliser des hommes et des femmes autour d'un problème qui ne les touche pas? La nécessité de s'imprégner de la communauté prend ici tout son sens. Il est vain de rêver de transformation sociale en s'appuyant sur des vertus universelles telles que la solidarité et l'amour. La réalité est tout autre. Les gens sont motivés par des intérêts plus terre à terre comme travailler, se loger, se nourrir, se vêtir convenablement, acquérir plus de pouvoir ou de prestige social ou, simplement, jouir des plaisirs de la vie. L'organisateur, l'organisatrice doit manœuvrer de sorte que ces intérêts personnels coïncident avec un intérêt collectif. Une fois cette jonction réussie, la mobilisation des déshérités devient possible.

Le pouvoir est le deuxième principe générateur d'action. Pour Alinsky, il est insensé de promettre de l'aide à des gens qui ont des problèmes et de ne pas en avoir le pouvoir. Ce mot qui, reconnaît-il, fait peur et est entouré d'images de violence et d'abus doit être compris dans son sens premier: la capacité mentale, physique et morale d'agir. Sans pouvoir, nous sommes de la gélatine. Alinsky privilégie le pouvoir avant le programme: les premières actions d'une organisation radicale ont toujours pour but de prendre le plus de pouvoir possible dans une communauté. Le pouvoir d'un groupe donne à ses membres une marge de manœuvre pour agir et une force de négociation. Un regroupement de locataires qui refusent de payer leur loyer, par exemple, a un pouvoir économique qui aidera à négocier avec le propriétaire. Un plan de travail ou un programme d'action n'est rien si on ne peut le mettre en action. Et

plus le pouvoir du groupe augmente, plus les militants abondent; plus les militants abondent, plus le pouvoir du groupe augmente. Les déshérités, longtemps dépossédés du pouvoir d'agir, reprennent confiance et s'engagent dans l'action. Alinsky ne manque pas de souligner que le premier et peut-être le seul véritable pouvoir des déshérités, c'est leur nombre.

Partir des intérêts d'un groupe et acquérir du pouvoir ne suffisent pas. Le véritable moteur de l'action, tant pour mobiliser les déshérités que pour transformer la société, c'est le conflit. Le conflit, c'est l'action. L'action, c'est l'heure de vérité pour les réflexions critiques et les prises de conscience faites avec les déshérités. L'heure de sortir de l'anonymat des salles de discussion pour trouver des solutions, pour tendre vers une transformation sociale jugée essentielle et urgente, pour négocier avec des figures d'autorité qui possèdent le pouvoir de dire *oui* ou *non*, qui répondent rarement *oui*, parfois clairement *non*, mais qui, le plus souvent, s'évadent dans un dédale de faux-fuyants. Le conflit prend toute sa force avec le refus de ce *non* et de ces faux-fuyants. Conflits et contestations sont les signes d'une société libre et ouverte.

Le conflit révèle publiquement les problèmes à résoudre et les principaux protagonistes, clarifie les positions de chacun, chacune, secoue la communauté,

échauffe les passions, galvanise les militants et les militantes, crée une tension nécessaire au maintien de l'intérêt de tous et dynamise la recherche d'une solution. Mais le conflit, comme le pouvoir, fait peur. Il évoque lui aussi des images de violence. L'influence toujours présente des idéaux chrétiens d'amour et de paix, la culture «d'hygiène morale» de la classe moyenne, l'influence grandissante des agences de relations publiques — qui manient l'art d'éviter tout affrontement direct — font du conflit et de la contestation quelque chose de malsain¹⁰. Encore une fois, Alinsky en appelle au réalisme. Les organisations doivent négocier des transformations sociales avec des acteurs et des actrices qui n'ont souvent aucun intérêt à le faire ou doivent composer avec une foule d'autres influences. Il faut les forcer à considérer «notre» problème comme le plus urgent et les engager à le résoudre immédiatement. Le conflit devient donc le problème à régler, et la paix ne s'obtiendra que par la transformation sociale souhaitée. Peu de gens aiment être au centre d'un conflit, surtout pas ceux qui se sentent à l'abri du tumulte. Alinsky et ses collaborateurs le savaient très bien et ont fait du conflit un art.

Fatalisme, justification, désintérêt et sentiment d'impuissance ne sont que les effets de l'aliénation par un système d'oppression.

L'art du conflit

Alinsky suggère 13 tactiques ou «règles», qui forment un ensemble cohérent, pour prendre du pouvoir à travers le conflit¹¹. Selon les principes de l'action directe non violente, toute tactique vise à surmonter cette difficulté assez simple: comment ceux et celles qui n'ont aucun pouvoir vont-ils manœuvrer pour le prendre aux riches, aux puissants, à l'establishment?

On l'a dit, le principal pouvoir des pauvres est leur nombre. Toutefois, au départ, il faut souvent compenser la faiblesse numérique par d'autres «pouvoirs», dont celui de faire le plus de bruit possible, de parler le plus fort possible, pour donner l'impression qu'il y a un grand nombre de personnes. C'est la première règle: le pouvoir n'est pas seulement celui que nous possédons réellement, mais aussi celui que notre adversaire s'imaginer que nous avons.

Certaines tactiques concernent l'expérience des gens auxquels on s'adresse. Si l'on doit s'inspirer du vécu des déshérités pour parvenir à les mobiliser, on peut faire l'inverse avec l'adversaire. Sortir de son champ d'expérience est un moyen de le frapper de confusion, de crainte et du désir d'abandonner. Par exemple, pour négocier des améliorations locatives avec un grand propriétaire, un groupe de locataires déposa sur son perron les rats trouvés dans ses taudis. Expérience des uns, stupeur et émoi chez l'autre. Il peut aussi être pertinent de rester dans le champ d'expérience de l'adversaire, cette fois pour le mettre «au pied du mur de son propre évangile¹²» et montrer à quel point il ne le respecte pas. Par exemple, le président fondateur de Goodyear, Paul W.

Litchfield, fut confronté à ses propres discours sur l'essentiel partagé des bénéfiques avec les «partenaires» ouvriers. Dans les faits, en dépit des belles paroles, les ouvriers ne recevaient aucune part de la croissance des bénéfiques de la compagnie. Les meneurs du CIO tirèrent profit de cette contradiction pour inciter les travailleurs de l'industrie pneumatique des États-Unis à se radicaliser significativement

D'autres tactiques ont pour but de provoquer des réactions émotives chez l'adversaire, le forçant ainsi à commettre des erreurs. Par exemple, utiliser l'humour pour ridiculiser quelqu'un ou encore laisser planer des menaces d'actions imminentes, la menace étant souvent plus efficace que l'action elle-même¹³. La Ville de Chicago semblait sur le point d'oublier ses engagements avec l'organisation du ghetto de Woodlawn¹⁴.

Il est vain de rêver de transformation sociale en s'appuyant sur des vertus universelles telles que la solidarité et l'amour. Les gens sont motivés par des intérêts plus terre à terre comme travailler, se loger, se nourrir, se vêtir convenablement, acquérir plus de pouvoir ou de prestige social ou, simplement, jouir des plaisirs de la vie.

Alinsky et son équipe décidèrent d'organiser une sorte de «shit-in» dans les toilettes de l'aéroport de la ville, le plus achalandé du pays à cette époque.

Le truc était simple: des membres de la communauté iraient s'asseoir sur les sièges de toilettes toute la journée, d'autres feraient continuellement la file devant les urinoirs. Idéalement, cette obstruction forcerait des parents excédés à permettre à leurs enfants de se soulager ici et là dans l'aéroport... Ayant eu vent de cette action imminente, la Ville s'est empressée de confirmer qu'elle respecterait ses engagements et qu'elle n'avait d'ailleurs jamais eu l'intention de faire autrement¹⁵. Cette tactique n'est cependant pas totalement de la frime. Si la menace ne fonctionne pas, il faut passer à l'action.

Une autre tactique consiste à maintenir une pression constante sur l'adversaire par diverses actions. Cette pression provoque des réactions qui entraînent d'autres actions et ainsi de suite. Ce fut le cas contre Eastman Kodak. Dès son arrivée à Rochester, Alinsky fut assailli de questions par les journalistes. Il en profita pour amplifier sa réputation de «fauteur de troubles» et dénoncer publiquement, sur un ton sarcastique, l'attitude raciste de la compagnie et de la municipalité à l'égard des Noirs. Il exerça cette pression par diverses tactiques usuelles jusqu'à ce qu'il découvre, par hasard, la possibilité d'obtenir des actionnaires de Kodak des procurations en vue de prendre éventuellement d'assaut le conseil d'administration et de conquérir une part de pouvoir dans la compagnie. Il ignorait où le mèneraient les milliers de procurations reçues par son

¹¹ *Ibid.*, p. 179 et passim.

¹² Expression utilisée par Alinsky. (*Ibid.*, p. 180.)

¹³ Voir en particulier les exemples puisés dans la lutte menée contre le géant Eastman Kodak et la municipalité de Rochester (New York). (*Ibid.*, p. 187, p. 217 et passim.)

¹⁴ Alinsky ne mentionne pas l'année. (*Ibid.*, p. 192-194.)

¹⁵ *Ibid.*, p. 196-197, pour un autre bel exemple de ce type de tactique mais, cette fois, contre un commerce ayant des politiques d'embauche racistes.

organisation, mais Kodak, elle, y voyait une menace grave. Alinsky prendra plaisir à multiplier les fausses rumeurs, visitant Wall Street et laissant la presse échafauder des théories de plus en plus inquiétantes sur ses intentions.

Un bon plan de campagne doit donc composer avec l'imprévu. La tension constante ne fait pas qu'épuiser l'adversaire, elle maintient aussi l'intérêt des militants et des militantes, qui peuvent vite perdre leur enthousiasme dans l'application routinière d'une tactique. Alinsky préférait abandonner une action qui ne provoquait aucun plaisir parmi les militants et les militantes, signe que son choix n'avait pas été inspiré¹⁶.

L'art du conflit implique aussi de «faire avec ce qu'on a», et non d'imaginer ce qu'on aurait pu faire avec autre chose. Cette idée, si chère à Alinsky, revient maintes fois dans *Le manuel de l'animateur social*: il refusait de se décourager devant la faiblesse apparente d'une organisation. Pour lui, il était toujours possible de tourner un handicap en arme redoutable. L'exemple de la lutte de Gandhi contre l'Empire britannique l'illustre bien. Gandhi devait s'accommoder d'un peuple fataliste, résigné et désarmé, et se battre contre une puissance économique, politique et militaire. La résignation et la faiblesse ont produit la résistance *passive*, arme parfaitement appropriée à la culture indienne, à un moment précis de son histoire. Les coups reçus, même les plus durs, peuvent être tournés à l'avantage de la «victime» si elle fait en sorte que l'adversaire passe pour un être injuste et immoral. Contre Eastman Kodak et la municipalité de Rochester, Alinsky a puisé dans le racisme blanc et les stéréotypes

Le pouvoir d'un groupe donne à ses membres une marge de manœuvre pour agir et une force de négociation. Sans pouvoir, nous sommes de la gélatine.

raciaux tous les avantages possibles, avec comme conséquence une série de victoires importantes pour la communauté afro-américaine.

Une tactique réellement centrale, voire primordiale, dans l'art du conflit est d'avoir un adversaire réel, c'est-à-dire singularisé, ciblé et «figé»¹⁷. L'adversaire ne doit pas être un ministère, une ville ou une grande entreprise. Ce genre de cibles se révèlent insaisissables, évasives et, à la limite, irresponsables, car elles excellent dans l'art de répartir les responsabilités: le conflit s'épuise alors dans un dédale administratif. Prenons l'exemple d'un fonctionnaire qui renvoie la responsabilité d'une décision à l'un et à l'autre de ses collègues, ou se retranche derrière des règles et des politiques. La solution: choisir l'une de ces personnes. Toute la pression demeurera sur elle, toutes les tactiques seront dirigées contre elle. Chaque action aura pour but de l'obliger à prendre ses responsabilités. L'adversaire ainsi soumis à la pression ne manquera pas d'en mettre en retour sur ses collègues pour qu'ils l'aident à régler le conflit.

Enfin, l'organisation doit avoir une solution en poche avant même de créer un conflit. L'adversaire peut céder sans crier gare et lui donner la responsabilité de régler le problème. Alinsky et ses collaborateurs s'y préparaient toujours et ils réservaient à leur adversaire une part de mérite. Ce souci n'était pas gratuit: un adversaire ne doit jamais «perdre totalement la face»; il faut lui réserver une honorable défaite. Cette attitude contrebalance l'acharnement d'Alinsky à figer sa cible.

La fin justifie les moyens

L'action directe non violente et les conflits qu'elle suppose amènent à poser la question d'une éthique de la fin et des moyens: est-ce que nos moyens sont moralement acceptables? Que les actions des déshérités pour faire valoir leurs droits soient qualifiées d'immorales n'étonnait pas Alinsky: l'éthique n'est-elle pas définie par les gardiens du *statu quo*, à la fois juges et parties? Pour lui, le problème de l'éthique de la fin et des moyens ne se posait pas dès qu'il y avait une lutte en vue d'améliorer le sort des gens. «Pour moi, la morale consiste à faire ce qui est le mieux pour le maximum de gens¹⁸.»

La fin est ce à quoi on aspire et les moyens, la méthode pour y parvenir. Une équipe engagée dans la transformation sociale doit se demander uniquement si le but visé n'est pas trop ambitieux et si les moyens dont elle dispose lui permettront de l'atteindre. Si le but fixé est moral, les moyens le sont. Il n'existe pas d'immaculée conception de la fin et des moyens. Bien sûr, il est normal de douter de la moralité d'une action, mais la peur de se corrompre, d'aller trop loin, qui paralyse l'action,

¹⁶ *Ibid.*, p. 181.

¹⁷ *Ibid.*, p. 183.

démontre que, loin de se soucier du salut des masses, on ne se soucie souvent que de son propre salut. Et s'il n'y a qu'un moyen à notre disposition, le doute doit être écarté: «L'analyse et la sélection des moyens disponibles se font sur une base purement utilitaire: est-ce que cela marchera? Il se peut que les questions morales soient prises en considération lorsqu'on choisit entre des moyens dont l'efficacité est équivalente. Mais si l'on n'a pas le luxe du choix, si l'on n'a à sa disposition qu'un seul moyen, la question de l'éthique ne se pose absolument pas. L'unique moyen dont on dispose se voit automatiquement doter d'un halo moral. Sa justification tient dans le cri: *Que pourrais-je faire d'autre*¹⁹?»

Un nouveau contexte égale de nouveaux défis

Aujourd'hui, on constate l'essoufflement du radicalisme, devenu l'apanage de quelques organisations, particulièrement aux États-Unis et, ici, dans les groupes de désobéissance civile. Il est devenu, semble-t-il, plus difficile à appliquer. Cela s'explique peut-être par des changements de société. La première génération de radicaux s'est retirée de l'action ou a disparu sans laisser une relève suffisamment importante pour faire face aux nouveaux défis. Qui plus est, la formation — et la culture — des nouveaux intervenants et intervenantes en travail social les prépare non plus à entrer en conflit avec l'État, mais à s'y intégrer. Le pouvoir et les conflits sont plus que jamais entourés de tabous. En outre, on parle non plus de communautés minées par des problèmes structurels, mais d'individus

complexes ayant des intérêts, des besoins, des aspirations et des problèmes multiples dont il faut tenir compte. Comme si le conflit était maintenant en chaque individu et non plus dans la communauté. Pourtant, l'appauvrissement des populations et le désengagement de l'État en ce qui concerne la santé, le logement social, les services sociaux et l'éducation, entre autres, posent des défis de taille à l'ensemble de la société. Ces défis frappent de plein fouet les organismes communautaires qui accueillent, eux aussi, des «deshérités», qui sont aux prises avec des problèmes urgents et doivent trouver des solutions peut-être du côté de l'action directe non violente.

Depuis quelques années, les organismes communautaires autonomes remettent profondément en question leur rôle et leur place dans la société québécoise. De nouvelles politiques gouvernementales, notamment en action communautaire autonome, en éducation, en santé et services sociaux, puis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral au printemps 2003 sont venus ébranler une confiance déjà fragile. Quel avenir voit-on pour le réseau communautaire? Va-t-il disparaître ou intégrer le réseau public? Certaines

initiatives montrent cependant qu'une volonté de lutter contre la fatalité survit, le meilleur exemple étant le Collectif pour un Québec sans pauvreté. Mais même au Collectif, on perçoit la déception des meneurs qui, après des années de lutte, constatent que de jouer le jeu poli des représentations politiques, de la sensibilisation et de l'éducation populaire n'a pas mené à des gains importants. La question qu'ils se posent maintenant est la suivante: «Doit-on passer à un jeu plus rude?»

L'alphabétisation populaire redevenue radicale

Les groupes d'alphabétisation populaire n'échappent pas à cette réalité. En plus, ils doivent faire face à des défis comme la reconnaissance politique, le financement, l'harmonisation de leur réseau avec le réseau public d'éducation des adultes, le recrutement de participants et de participantes, la défense des droits. Des défis de taille, mais qui peuvent être relevés par étapes.

Conflits et contestations sont les signes d'une société libre et ouverte.

¹⁸ *Ibid.*, p. 94.

¹⁹ *Ibid.*

D'abord, il faut accepter de «faire avec ce que nous avons». Une poignée de participants et de participantes, c'est un bon départ si on leur donne réellement du pouvoir dans nos groupes. Ensuite, il faut descendre dans la rue, rencontrer les autres déshérités du code écrit, les écouter, vivre avec eux, de manière à mieux comprendre leurs intérêts et leurs motivations.

La seconde étape est la prise de pouvoir, de tout le pouvoir possible, dans nos communautés respectives. Travail qui aura pour conséquence d'augmenter notre pouvoir en tant que regroupement, mais aussi de faire reconnaître l'importance de la cause que nous défendons. Avec le pouvoir viendra la capacité de mobiliser les personnes peu alphabétisées pour des actions de transformation sociale, d'aller au conflit, d'appliquer des tactiques non violentes et légales, mais directes et radicales.

Imaginons Paulo Freire et Saul Alinsky tenir ensemble une discussion *virile* sur le «comment» de la révolution. L'un et l'autre partagent une même vision éducative de cette révolution. Tous deux ont la même vision politique de l'éducation populaire. Pour eux, cette dernière est une révolution, et une vraie

révolution est un acte d'éducation populaire. Dans l'organisation des masses, toutes les actions doivent être pédagogiques. Elles doivent aider les gens à s'auto-organiser, à résoudre leurs problèmes, à faire respecter collectivement leurs droits tout en gardant leur dignité d'hommes et de femmes. Les formateurs et les formatrices sont des éveilleurs de conscience, des agitateurs qui remuent le désir d'agir des personnes, qui bâtissent avec elles l'*organisation* qui leur en donnera le pouvoir.

Les organismes communautaires et les groupes d'alphabétisation populaire sont déjà des lieux d'éducation. Être à la fois populaire et révolutionnaire est à leur portée. C'est une question de survie, mais aussi de fidélité à leur mission première. Le défi ne devrait pas être trop grand.

Une équipe engagée dans la transformation sociale doit se demander uniquement si le but visé n'est pas trop ambitieux et si les moyens dont elle dispose lui permettront de l'atteindre. Si le but fixé est moral, les moyens le sont.

Sommes-nous des cheerleaders

Simone Arsenault-May,
militante dans le mouvement
altermondialiste

Les écoles manquent d'argent,
Leurs budgets sont pleins de trous !
Si vous n'êtes pas riches,
Tant pis pour vous !

Avec les frais d'études,
Les jeunes s'appauvrissent !
Avec les prêts étudiants,
Les banques s'enrichissent !

Les étudiants du Québec
Ont besoin d'être respectés !
Hé ! Jean Charest !
C'est notre droit d'être éduqués !

Vous êtes au milieu d'une immense foule qui milite pour l'accessibilité à l'éducation universitaire. Vous scandez des slogans venant d'un haut-parleur: «So-so-so! Solidarité!» Ces mots vous ont inspirés au début de la manifestation, mais maintenant, c'est devenu un peu répétitif. Tout à coup, vous entendez: «À gauche! À gauche! Pas à droite! À gauche.» Vous constatez que le bruit vient d'un groupe de personnes habillées d'un t-shirt noir et d'une jupe rouge, tenant dans leurs mains des pompons faits avec des sacs à ordures. D'autres *cheers*¹ (slogans, cris de ralliement, chants...) sont scandés et vous sentez que l'ambiance est meilleure, plus dynamique, que la manifestation est revitalisée. Vous vous demandez qui sont ces gens pleins d'énergie... C'est la première fois que vous êtes en présence de *cheerleaders* radicaux.

Les *cheerleaders* radicaux se sont approprié le rôle traditionnel des cheerleaders (meneuses de claques ou meneuses de jeu) du monde sportif et l'ont transformé à des fins militantes. Façon de plus en plus connue de participer aux manifestations comme celles de l'altermondialisation et de la paix, le *cheerleading* radical consiste tout simplement à clamer des *cheers* en petits groupes (de 3 à 10 personnes généralement), souvent accompagnés de chorégraphies pour mieux communiquer le message. En fait, il s'agit d'un mélange de théâtre, de gymnastique et de critique politique radicale.

Le *cheerleading* radical a été inventé en 1999 par deux sœurs militantes de la Floride démotivées par les tactiques habituellement utilisées lors des rassemblements. Usant d'imagination, elles réussirent à attirer l'attention des médias lors des manifestations massives contre l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en décembre 1999. Depuis ce temps, des groupes de *cheerleaders* radicaux se sont organisés un peu partout dans le monde, mais

¹ Les *cheers* peuvent porter sur n'importe quel sujet: la violence faite aux femmes, l'homophobie, le néolibéralisme, les problèmes environnementaux, la guerre, le racisme, la pauvreté, la brutalité policière... Peu importe le sujet, ils demeurent explicitement anarchistes et (ou) anticapitalistes.

radicaux en puissance ?

particulièrement aux États-Unis et au Canada, deux pays où le football et les *cheerleaders* traditionnelles sont populaires. Ces groupes communiquent entre eux par Internet, se retrouvent dans des manifestations locales et organisent parfois des rencontres comme la conférence sur le *cheerleading* radical qui a eu lieu à Ottawa en 2001.

Le *cheerleading* radical peut être tout aussi efficace pour mobiliser les gens (lors de manifestations et de rassemblements) que pour présenter les questions à débattre lors de groupes de discussion ou manifester au coin de la rue! Les *cheerleaders* deviennent alors des éducateurs politiques, des meneurs de foule, des danseurs-comédiens et même des dérivatifs... pour détourner l'attention de la police! Mais leur rôle fondamental est d'ajouter de l'énergie positive et créatrice à tout genre d'événement en proposant une façon dynamique de participer aux actions politiques.

Le *cheerleading* radical attire les gens peu timides, car cette tactique reçoit beaucoup d'attention, non seulement des autres militants et militantes, mais aussi des médias. Par ailleurs, elle permet d'intégrer un plus grand nombre de personnes dans les mouvements sociaux. En effet, si la variété des tactiques augmente, plusieurs finiront par trouver leur manière de manifester émotions et idées critiques.

Pour terminer, soulignons que le *cheerleading* radical est non seulement efficace, mais aussi amusant! Trop souvent, quand les militants et les militantes s'interrogent sur les tactiques à adopter, l'aspect réjouissances est oublié. On trouve toujours quelque chose de plus pressant à considérer, alors que rien n'est plus important que le plaisir! Si l'engagement politique ne fait pas sourire de temps en temps, les gens risquent de perdre leur motivation et de décrocher. Ne devons-nous pas mettre toutes les chances de notre côté pour transformer la société?





Rêvons un peu...

La désobéissance civile, à la base, c'est le refus de se soumettre à une loi que l'on considère injuste. Le terme fut créé par l'écrivain américain Henry David Thoreau qui refusa de payer une taxe pour financer la guerre avec le Mexique et qui expliqua ses raisons dans un essai, *La désobéissance civile*¹, publié en 1849.

Avec le temps, et l'importance grandissante des médias, le concept de désobéissance civile s'est étendu à toute infraction commise dans le but d'attirer l'attention publique sur des revendications précises. En effet, comme il y a un enjeu (arrestation et poursuites légales), les médias sont attirés par ce type d'action comme des globules blancs par des bactéries.

Même si la désobéissance civile peut être individuelle, elle est beaucoup plus efficace quand elle est collective. Si les actions sont bien choisies et non violentes, l'État ne pourra jamais poursuivre et condamner un groupe de citoyens et de citoyennes sans soulever l'indignation de centaines ou de milliers d'individus ou d'organismes.

Il existe un grand nombre d'exemples de désobéissance civile. On n'a qu'à penser aux grandes manifestations illégales et non violentes de Martin Luther King. Plus près de nous, on peut citer les actions de Greenpeace: faire des *sit-in* sur des voies ferrées, envoyer des bateaux sur des sites d'essais atomiques dans le Pacifique Sud, enchaîner des manifestants et des manifestantes aux portes de centrales nucléaires...

À la fin des années 60, le mouvement *yippie*² (avec Abbie Hofman et Jerry Rubin comme chefs de file) s'est particulièrement démarqué par la théâtralité et la médiatisation de ses actions: jeter des cocktails molotov dans les tiroirs de dépôt de nuit des banques afin de protester contre le capitalisme; lancer des billets d'un dollar sur le

Gilles Landry,
formateur à Lettres en main

¹ On peut trouver le texte intégral de cet essai sur le site Internet suivant: <http://bibliolib.net/Thoreau-Desobeissance.htm>

² Créé en 1968, le mouvement *yippie* était un groupe de contestation, sans effectif précis, en marge des groupes plus officiels et misant sur le plaisir et la jeunesse. Le mot « yippie » vient de YIP (Youth International Party).

parquet de la bourse de New York, ayant pour effet de provoquer une bousculade monstre et de paralyser les activités en cours; présenter un cochon (*Pigasus the Pig*) à la présidence des États-Unis; menacer publiquement de déverser du LSD dans les réservoirs d'eau potable de Chicago (époque oblige).

C'est d'ailleurs en s'inspirant du côté débridé et imaginaire du mouvement yippie qu'à la fin des années 80 le CAP (le Comité d'action politique du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec) proposait une stratégie de revendication axée sur la désobéissance civile. L'idée était de délaissier les actions classiques (envois de lettres, de télécopies, manifestations devant des bureaux vides...) peu efficaces afin de privilégier des actions amusantes, alléchantes pour les médias et mobilisantes pour les participants et les participantes ainsi que les groupes.

Le plan était de créer des cellules régionales auxquelles on suggérait un certain nombre d'actions: dérouler des bannières géantes du haut des ponts avec des slogans accrocheurs; envahir les pelouses des riches politiciens ou des fonctionnaires hostiles de hordes de flamants roses (tout le monde connaît) ou de pingouins de jardin (on connaît un peu moins) en colère (il aurait suffi d'un peu de peinture); perturber la circulation aux heures d'affluence au moyen de centaines de ballons à l'effigie desdits flamants ou pingouins; louer un gorille gonflable géant pour ajouter du muscle à nos sorties publiques...

Parallèlement à ces pratiques, le CAP avait suggéré deux actions d'éclat pour

dénoncer le manque de financement chronique des groupes: déposer les déductions à la source des travailleurs et des travailleuses des groupes dans un compte en fidéicommiss plutôt que de les payer (on avait constaté que le montant des déductions correspondait à la somme revendiquée par le Regroupement), et annoncer en conférence de presse que plusieurs groupes utilisaient les prestations de l'assurance-emploi comme subventions d'appoint, compensant ainsi le manque de financement de l'État.

Malheureusement, aucune de ces actions ne s'est concrétisée, et le CAP est tombé dans l'oubli faute d'appuis (ce qui occasionna d'ailleurs des débats enflammés). Il faut comprendre que les conséquences de la désobéissance civile font peur à beaucoup de monde.

Pourtant, encadré par une bonne stratégie et appuyé par un bon avocat, c'est encore (j'en suis persuadé) le meilleur levier qui puisse être utilisé par un mouvement comme celui de l'alphabétisation populaire dans ses revendications face à l'État.

En attendant, on peut rêver un peu et imaginer une conférence de presse

conjointe du RGPAQ et d'un faux représentant du ministère de l'Éducation, au cours de laquelle on annoncerait que les subventions accordées à l'alphabétisation populaire seraient désormais doublées. Encore mieux, pensons à la tête du ministre qui serait obligé de démentir publiquement cette information et d'expliquer pourquoi il n'y aurait pas d'augmentation.

Même si la désobéissance civile peut être individuelle, elle est beaucoup plus efficace quand elle est collective.



Journal d'une

désobéissance

civile

« Les seules luttes qu'on perd sont celles qu'on abandonne. »

Les Mères de la Place de Mai, Argentine

L'auteure milite dans différents groupes radicaux féministes, anticapitalistes et de solidarité internationale depuis 10 ans.

Novembre 2000

C'est confirmé, le gratin des capitalistes continue son World Tour. Prochaine ville chanceuse à respirer le cocktail corrosif des bombes lacrymogènes, épicé de poivre de cayenne: Québec, où se négociera la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). On commence à connaître la chanson: une rencontre entre les grands de ce monde, qui décideront du meilleur moyen de réaliser des profits, tandis que la population sera tenue une fois de plus à l'écart des discussions. La grogne se fait sentir, les gens s'appêtent à faire entendre leur voix malgré le bâillon gouvernemental. J'entends parler d'une grande marche et d'un sommet parallèle organisé par les groupes communautaires, les groupes de femmes et les syndicats. En dehors du milieu institutionnel, d'autres formes de résistance se préparent de façon décentralisée et autogérée. Plusieurs débats font rage sur les tactiques à utiliser: faut-il imposer à tous et à toutes la même tactique non violente ou encourager la diversité de celles-là (non violentes ou pas)?

Dans le réseau militant, il n'y a pas de hiérarchie: la toile de la résistance se tisse à travers des multitudes de cellules et de collectifs, chacun agissant de façon autonome. Mon groupe choisit d'encourager la diversité des tactiques dans le but d'unir le mouvement dans sa pluralité et afin que les tactiques choisies par une cellule n'empêchent pas une autre d'agir. Ce choix entraîne une répartition géographique des zones de manifestations: vertes pour les actions symboliques à faible risque d'arrestation; jaunes pour celles à risque modéré; rouges pour les actions à plus haut risque.

Janvier 2001

Des militants et des militantes se rassemblent en petits groupes d'affinités pour poser ensemble des gestes pendant le Sommet. Chaque groupe est autonome dans son fonctionnement et ses décisions: il analyse la conjoncture, discute du type d'action à mener et des risques que ses membres sont prêts à courir: Je me joins à un groupe féministe. Dans notre collectif, la confiance est un point très important. Les décisions sont prises par consensus, et nous discutons ensemble de nos peurs ainsi que de nos limites.

Jusqu'où suis-je prête à aller ? La ZLEA met la vie de millions de personnes en danger: je suis allée au Chiapas, au Mexique, j'ai vu la misère des sans-terre, des déplacés, des ouvrières enchaînées. Je sais que mon confort d'Occidentale est tissé de la chair et du sang de ces gens réduits à de la cendre. Quel risque suis-je prête à prendre? On détruit la planète, on rase les forêts, des déchets industriels pourrissent les océans. Avec la ZLEA, les compagnies pourront poursuivre un pays si ses normes gouvernementales restreignent leur «droit» au profit. Quelle tactique suis-je prête à utiliser? Des paramilitaires entraînés et financés par des capitalistes ont massacré femmes et enfants au village d'Acteal, au Chiapas¹, les États-Unis ont concocté un coup d'État qui a mené à une dictature militaire de 30 ans au Chili, des multinationales, comme Coca-Cola, ont fait assassiner les syndicalistes qui travaillaient dans leurs usines². Je ne suis que le maillon d'une chaîne, mais je ne suis pas impuissante. Je veux que mes gestes fassent une différence.

Mars 2001

À Québec, une clôture, qui rappelle le mur de Berlin, sépare la ville en deux: d'un côté les décideurs et, de l'autre, les citoyens et les citoyennes. Et un enclos de ciment, de clôture frost et de barbelés a été construit dans le centre décisionnel de la ville: les plaines d'Abraham, le carré d'Youville, l'Assemblée nationale... Dans quelques semaines, les résidents et les résidentes du quartier devront montrer leurs papiers d'identité et une preuve de résidence pour franchir l'enceinte. Nous avons baptisé cette frontière, le «mur de la Honte», symbole de notre mise à l'écart.

Le temps file... déjà les derniers préparatifs: je réserve des places dans les autobus jaunes, j'achète un masque à gaz, des gants pour renvoyer les bombes lacrymogènes; nous confectionnons des protections, des déguisements, des marionnettes et des pancartes.

Avril 2001

Les hélicoptères bourdonnent dans le ciel de Québec. Les magasins près du mur ont placardé leurs fenêtres d'écriteaux anti-mondialisation. Des résidents et des résidentes sont à leurs

fenêtres et frappent sur des chaudrons pour nous encourager. L'air est lourd des odeurs fortes des bombes lacrymogènes lancées au hasard dans une foule bigarrée qui danse, chante, hurle et se cogne au mur de la Honte. Je me sens si vivante... portée par une marée de gens, je me laisse couler dans un carnaval comme cette ville n'en a jamais vu.

Ce ballet compliqué entre la police et les manifestants, les manifestantes durera 3 jours, au terme desquels 463 de mes camarades deviendront prisonniers et prisonnières politiques. Des milliers de personnes continueront néanmoins à scander: «Nous sommes plus qu'eux!»

Quel pouvoir a cette multitude devant le bunker néolibéral? Le pouvoir de se taire ou de dénoncer cette mascarade. J'ai choisi la vie, j'ai choisi de suivre ma conscience et de risquer l'arrestation pour réclamer une fin aux injustices. Ne me demandez pas une définition claire de la démocratie: c'est le mot que Bush a dans la gorge en psalmodiant son discours de la haine.

On détruit la planète, on rase les forêts, des déchets industriels pourrissent les océans. Avec la ZLEA, les compagnies pourront poursuivre un pays si ses normes gouvernementales restreignent leur «droit» au profit.

1 Le massacre s'est produit en décembre 1998.

2 Marlon Mendizabal Garcia, secrétaire général du syndicat de l'usine d'embouteillage Coca-Cola à Ciudad, au Guatemala, a été assassiné le 27 mai 1980. Le 1^{er} juillet de la même année, les ouvriers grévistes de l'usine ont été attaqués par des hommes armés. Selon Amnesty internationale, plus de 90 syndicalistes ont été assassinés au Guatemala de 1980 à 1990.

Pour un réel pouvoir citoyen

Des communautés taillées sur mesure où les êtres expriment leurs désirs et prennent part aux décisions qui les affectent en particulier. Un monde où la différence d'opinions et d'attitudes constitue une richesse. Un monde de responsabilités et de plaisirs partagés. Un monde bien réel.

« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres... »

Michel Bakounine

Yanick Descheneaux,
formateur, Ludolettre

S'il est une chose que l'on ne peut nier en ce début de XXI^e siècle, c'est le nombre et la complexité des problèmes vécus un peu partout dans le monde: montée de l'intégrisme, écarts grandissants entre riches et pauvres, guerres civiles, précarisation des conditions de travail, effets dévastateurs de la pollution, etc. *A priori*, si ces problèmes peuvent paraître totalement indépendants les uns des autres, il n'en demeure pas moins qu'ils ont tous, ou presque, la même trame de fond : celle du capitalisme «sauce moderne», communément appelé néolibéralisme. Cette doctrine économique a su, depuis les 20 dernières années, s'imposer comme inéluctable auprès de tous les États industrialisés. Pire encore, les agences supra-étatiques comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, en échange d'un soutien financier, obligent les pays en voie de développement à s'inscrire dans ce nouvel ordre économique mondial, à défaut de quoi ils seront mis au banc des accusés par la communauté internationale.

Dans le même ordre d'idée, les nombreux accords commerciaux de libre circulation des biens, du capital et des humains, négociés dans le plus grand secret par des gestionnaires non élus, créent un déficit démocratique et éloignent plus que jamais les gens des lieux de pouvoir. Dans cette mouvance sont nés de nombreux mouvements populaires de contestation de différentes allégeances: altermondialisation, social-démocratie, féminisme, commerce équitable, etc. La plupart d'entre eux visent à prendre le pouvoir des instances précédemment mentionnées pour le redonner aux États-nations¹ et, par le fait même, aux citoyens et aux citoyennes par l'intermédiaire des élus. Or, à l'encontre de cette pensée, l'anarchisme fait pratiquement cavalier seul puisque la solution qu'il avance exclut toute implication de l'État-nation tel que nous le connaissons. Le présent article expose, de façon succincte, une des avenues anarchistes possibles qui redonneraient un pouvoir concret et réel à tous et à toutes.

¹ L'État-nation est un système politique comprenant un gouvernement central (qu'il soit monarchique, démocratique ou autre) chargé de gérer la chose publique d'une nation (peuple). En ce sens, il diffère d'autres formes de systèmes tels que les cités ou l'empire.

Ni Dieu ni maître

Méconnu et méprisé tant par les tenants de la gauche que par ceux de la droite, l'anarchisme n'en demeure pas moins un courant idéologique riche et très diversifié. Pour cette raison, il est nécessaire d'en tracer un portrait exempt des préjugés qui y sont traditionnellement rattachés.

D'abord, il est tout à fait erroné de penser que l'anarchisme est un courant nihiliste où désordre, chaos et violence sont maîtres. Il s'agit là d'un préjugé fort tenace alimenté tant par les médias que par les outils de références linguistiques. Apparu pour la première fois au XIX^e siècle chez Proudhon², le mot dénote une réalité sociale complexe. Sur le plan strictement étymologique, l'anarchisme se définit comme étant l'absence de pouvoir ou d'autorité. De façon plus pragmatique, nous pourrions le définir comme étant la tendance à remettre en question les structures coercitives de toutes sortes afin de maximiser l'espace de liberté des citoyens et des citoyennes. Cette remise en question est profondément rationnelle et présuppose que la liberté individuelle ne peut être obtenue qu'à la condition d'une liberté et d'une équité collectives et sociales. L'individu ne peut ainsi être subordonné à la société, pas plus que cette dernière ne peut être subordonnée à l'individu. C'est cette pensée qui inspira la Révolution russe de 1917 (avant qu'elle ne sombre dans un bolchevisme autoritaire) et celle d'Espagne de 1936. Elle est toujours bien vivante aujourd'hui et inspire nombre de luttes.

On peut alors se demander pour quelles raisons la presse d'ici en fait si peu mention. Peut-être parce qu'au Québec,

contrairement aux États-Unis ou en Europe, les courants de gauche sont plus homogènes et gravitent autour d'un gouvernement fort établi sur le modèle de la social-démocratie. Ailleurs dans le monde, de nombreux courants anarchistes ont vu le jour au gré de l'évolution des sociétés et des réalités en

Or, l'idée que l'être humain doit dominer la nature pour survivre s'inscrit dans une logique de domination de l'humain par l'humain. Depuis de nombreuses générations, la domination de la nature, présentée comme moyen d'émancipation des individus et des peuples, a servi de justification à l'exploitation et à la

Méconnu et méprisé tant par les tenants de la gauche que par ceux de la droite, l'anarchisme n'en demeure pas moins un courant idéologique riche et très diversifié.

découlant: anarcho-féminisme en réaction au patriarcat, anarcho-syndicalisme lié à l'industrialisation et aux droits des travailleurs et des travailleuses, critiques vives des systèmes d'éducation étatiques mis en place au XX^e siècle et, plus récemment avec la prise de conscience des problèmes environnementaux croissants, l'écologie sociale.

L'écologie sociale

Un des premiers anarchistes à s'être penché sur les problèmes environnementaux est l'Américain Murray Bookchin. Né en 1921 de parents immigrants russes, il développe, à partir des années 50, une pensée critique à l'égard des différents mouvements «verts» et propose une analyse et des solutions à la crise écologique alors émergente.

Bookchin est un des premiers intellectuels à présenter les problèmes environnementaux comme étant la résultante d'une crise sociale et économique beaucoup plus profonde. En effet, pour lui nature et société sont loin d'être en opposition. Bien au contraire, les deux réalités s'interpénètrent constamment.

domination d'un groupe d'opprimés par un groupe d'opresseurs (primauté du social sur le naturel). Plus récemment, des groupes de pression adeptes de l'«écologie profonde» (deep ecology) ont adopté la logique inverse: l'être humain doit obéir aux lois de la nature, et toute intervention ou innovation technologique de sa part est perçue comme contraire à la volonté d'une mystique «Mère Nature» (primauté du naturel sur le social). À l'opposé de ces deux courants, l'écologie sociale propose une redéfinition de l'interaction nature-société qui passe principalement par une réorganisation des rapports sociaux et, par extension, du politique.

Il apparaît aujourd'hui inéluctable pour de nombreuses personnes que le capitalisme est totalement malsain et, à moyen ou à long terme, voué à l'échec. D'ailleurs, pourrait-il en être autrement d'un système s'appuyant sur une consommation sans borne, dont la survie est basée sur une quantité et une variété *inépuisables* de ressources tant humaines que naturelles? À cet égard, Bookchin propose une solution radicale remettant

² Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) : écrivain français fondateur du premier journal anarchiste, il est le premier à avoir donné au mot *anarchie* le sens qu'on lui connaît encore aujourd'hui. Il fut reconnu, notamment par Karl Marx, pour ses critiques du système capitaliste et de la propriété privée. Il croyait que la véritable révolution passe par l'économie et imagina des banques du peuple prêtant sans intérêt. Ses idées et ses écrits l'ont condamné à l'exil durant de nombreuses années.

en question à la fois le concept de domination et celui, omniprésent dans la gauche québécoise, de la nécessité d'un État fort: le municipalisme libertaire.

Redéfinir le politique

Afin d'en arriver à une société réellement écologique et égalitaire, tant au point de vue des relations entre humains qu'à celui des relations entre l'espèce humaine et les espèces «non humaines», une redéfinition de notre conception du politique s'impose. Il importe d'abord et avant tout de réexaminer attentivement l'évolution du domaine politique et de l'espace qui, au fil des ans, fut octroyé aux citoyens et aux citoyennes. Or, cette analyse ne peut être faite de façon exhaustive si l'aspect économique en est occulté.

Afin de résoudre la crise politique-économique-écologique actuelle, Bookchin propose que nous révolutionnions nos institutions politiques. Pour ce faire, il se base sur de nombreux exemples de sociétés qui ont connu une vie politique bien différente de la nôtre, la *Polis* athénienne, par exemple. Véritable berceau de la démocratie, cette cité grecque fut le théâtre d'une démocratie directe particulièrement libre et vivante. Tout citoyen pouvait s'exprimer librement et de façon quasi quotidienne sur la vie de la cité. Ainsi, son engagement dans le politique était excessivement important. Il en allait du bien-être de l'ensemble de la communauté. Dans le même ordre d'idée, il était pratiquement impossible d'aller à l'encontre de la volonté populaire puisque le pouvoir n'était pas détenu par une minorité d'individus. Le seul pouvoir que chacun avait était celui d'influencer ses concitoyens. D'ailleurs, même lorsqu'un citoyen était élu à la Boulê³, il n'agissait qu'à titre d'exécutant et pouvait être

démis de ses fonctions en tout temps s'il prenait des décisions contraires à la volonté du peuple. La démocratie participative correspond au sens premier du mot *politique*: la gestion des affaires publiques par l'ensemble de la communauté.

Avec le temps, cette définition s'est étiolée pour céder la place à une autre beaucoup plus réductrice qui a bien servi les élites économiques. La politique est devenu ce système très structuré de rapports de pouvoir, et dont la gestion du quotidien de la majorité relève d'un nombre très restreint d'individus. Cette dérive a eu lieu il y a quelques siècles lorsque sont apparus les États-nations et les monarchies absolues. La concentration du pouvoir entre les mains d'un

d'autorité entre les individus détenant le pouvoir et ceux qui, bien souvent, le lui ont confié. Immanquablement, cette dualité amène la création d'une élite hiérarchique (les élus) qui prétend parler au nom du peuple, mais qui se place au-dessus de lui. Qui plus est, cette élite provient majoritairement d'une classe économique supérieure. Si ce n'est pas le cas, le fait d'être élue et de jouir d'un pouvoir économique considérable l'y entraînera sûrement. Conséquemment, toute impartialité est impossible, et l'État se voit placé à la solde du monde économique. Cette réalité est particulièrement vraie aujourd'hui, alors que nous voyons l'État se retirer du champ économique pour laisser une place de plus en plus grande aux bonzes

Depuis de nombreuses générations, la domination de la nature, présentée comme moyen d'émancipation des individus et des peuples, a servi de justification à l'exploitation et à la domination d'un groupe d'opprimés par un groupe d'opresseurs.

individu (en l'occurrence le roi) reléguait aux oubliettes le pouvoir décisionnel des citoyens et des citoyennes. Peu à peu, les monarchies ont cédé la place à divers systèmes de démocratie représentative tels que nous les connaissons aujourd'hui. Présentées comme des exemples à suivre, ces démocraties connaissent d'importantes failles, la principale étant la confusion entre État et politique. Or, le politique, nous l'avons vu précédemment, est cette gestion des affaires publiques par la population, que nous retrouvons dans toutes les sociétés depuis les débuts de l'humanité. Cette définition n'implique aucunement de rapports de pouvoir, et laisse une liberté très grande aux droits d'un peuple à son autodétermination. À l'opposé, l'État, même démocratique, implique nécessairement un rapport

du capitalisme mondial, même si cela doit être néfaste pour une majorité de citoyens et de citoyennes.

En opposition à cette situation, Bookchin propose que nous abolissions l'État tel que nous le connaissons aujourd'hui pour le remplacer par ce qu'il nomme le municipalisme libertaire. Finie la démocratie représentative. Finis les rapports de pouvoir institutionnalisés. Finie l'économie de marché. Finis la bureaucratie et l'État déshumanisé. Cette véritable révolution ne peut être réalisée que par la mise en place d'une démocratie directe où tous les citoyens et citoyennes pourraient s'exprimer. Concrètement, cette démocratie se traduirait par des assemblées citoyennes investies d'un réel pouvoir décisionnel. La discussion en face-à-face serait le mode

³ Conseil de 500 citoyens tirés au sort annuellement jouant le rôle de conseil exécutif dans la vie démocratique athénienne. Les membres de la Boulê étaient chargés d'organiser les rencontres de l'Éclésiá (l'ensemble des citoyens de la cité) et d'appliquer les décisions prises par cette dernière.

d'échange privilégié pour gérer la chose publique. De cette façon, tous et toutes auraient un rôle actif et primordial dans la gestion de leur communauté. Comme le dit Bookchin, les gens deviendraient «des citoyens au plein sens du terme, c'est-à-dire des acteurs agissants de la décision et de l'autogestion politique de la vie communautaire, y compris l'économie, et non des bénéficiaires passifs de biens et de services fournis par des entités locales en échanges d'impôts et de taxes⁴». Conséquemment, les gens s'identifieraient d'abord et avant tout comme citoyens et non comme contribuables. Le sentiment d'appartenance à la communauté s'en trouverait grandement renforcé. Ces assemblées, qui se tiendraient à intervalles réguliers (par exemple, une fois par mois), seraient dotées d'une structure claire afin de laisser le moins de place possible à l'arbitraire. Le fait que tous et toutes puissent s'exprimer et voter n'exclut toutefois pas que certaines personnes, élues par leurs pairs, assument la gestion des décisions prises par l'assemblée.

De la théorie à la réalité

Mais comment ces assemblées seraient-elles constituées? Quel territoire couvrirait une assemblée? Celui d'une municipalité? À cela, Bookchin répond qu'il faut revenir à de plus petites communautés ayant un caractère organique, c'est-à-dire une «identité propre, définie par un héritage culturel partagé, des intérêts économiques, une communauté de vues sociales et parfois aussi une tradition artistique⁵». Ainsi, des gens ayant un patrimoine culturel et identitaire commun auraient plus de facilité à s'autogérer. En outre, cette communauté organique tiendrait compte des réalités écologiques et environnementales afin d'assurer un

développement durable et la pérennité des écosystèmes. Est-ce à dire que l'on assisterait à une ghettoïsation et à une autarcie de chacune des communautés? Absolument pas! La mise en place d'une confédération de communautés permettrait aux différentes populations d'échanger les unes avec les autres dans un esprit de solidarité. Les délégués de chacune des assemblées auraient comme tâche de discuter et d'établir des partenariats avec les autres représentantes et représentants présents, tout en respectant le mandat confié par les citoyens et les citoyennes de leur communauté. Une interdépendance saine et profitable à tous en viendrait à s'instaurer, et un partage de ressources, de richesses et d'expériences serait à la base d'une société équitable.

Conclusion

Bien qu'utopique en apparence, ce municipalisme libertaire est néanmoins réalisable. Évidemment, un travail d'éducation et de sensibilisation est nécessaire à la réalisation de ce projet révolutionnaire.

Une pleine participation citoyenne présuppose une connaissance de la chose publique et une capacité à s'informer de façon adéquate. Mais comment s'impliquer lorsque le code écrit nous échappe ou que nous ne

possédons pas le vocabulaire pour nommer notre réalité? Comment discuter et débattre lorsque l'Autre possède des mots qui nous échappent? C'est clairement impossible! De là l'importance des groupes populaires en alphabétisation: ils permettent aux gens d'acquérir les outils nécessaires à leur pleine participation citoyenne. D'ailleurs, les façons de faire de ces organismes ne sont-elles pas la preuve que chacun, chacune peut contribuer à la vie démocratique de son milieu? Nos structures démocratiques ne démontrent-elles pas, à petite échelle, qu'autonomie et équité peuvent cohabiter? Il est clair que l'alphabétisation populaire véhicule des valeurs qui se rapprochent de la pensée anarchiste en ce sens qu'un maximum de place est laissé à tous les citoyens et citoyennes, quel que soit le revenu ou la condition sociale. Ainsi, nous devons continuer de mettre en action nos principes afin que tous et toutes puissent contribuer à l'édification d'une société plus juste et, par le fait même, plus libre!

La démocratie participative correspond au sens premier du mot politique : la gestion des affaires publiques par l'ensemble de la communauté.

4 Murray BOOKCHIN. *From Urbanization to Cities*, Cassel, Londres, 1995, 273 p.

5 *Ibid.*

Le Café La Petite Gaule au cœur d'une vision alternative

Pendant les années 80-90, «le projet politique nationaliste et social-démocrate du Parti québécois, auquel se rallie une partie significative des militantes et des militants, entraîne une importante confusion idéologique dans les mouvements sociaux du Québec et au sein du mouvement communautaire de Pointe Saint-Charles¹», quartier ouvrier de l'ouest de Montréal. On questionne la capacité des mouvements sociaux de maintenir une approche critique dans leurs interventions face aux pouvoirs politiques et économiques dominants. La faible cohésion affichée à l'égard de la politique du déficit zéro du gouvernement Bouchard en 1996 représente un moment significatif de cet état de chambardement qui affecte les groupes. Les effets négatifs, entre autres, du démantèlement des services publics sur la conscience sociale collective des milieux populaires apparaissent avec l'émergence d'attitudes corporatistes et individualistes au détriment de la solidarité sociale. Cette situation va jusqu'à plonger dans des crises sérieuses plusieurs groupes, dont les plus importants du quartier Pointe Saint-Charles (la Clinique communautaire de santé et les Services juridiques communautaires).

Dans ce contexte assez difficile, des citoyens et des citoyennes décident de lancer le projet d'un café alternatif, parce qu'ils sont persuadés que de profondes transformations sont nécessaires au sein même des forces vives du quartier si l'on veut conserver la capacité d'agir sur le présent et l'avenir de la communauté.

Il faut retrouver les bases de la solidarité sociale, raffermir, mais aussi diversifier les outils d'éducation et d'information et, en

Marcel Sévigny,
membre fondateur du
Café La Petite Gaule

Des citoyens et des citoyennes décident de lancer le projet d'un café alternatif, parce qu'ils sont persuadés que de profondes transformations sont nécessaires au sein même des forces vives du quartier si l'on veut conserver la capacité d'agir sur le présent et l'avenir de la communauté.

même temps, intégrer dans les perspectives de lutte les nouvelles réalités de société telles que l'écologie, la non-violence et la diversité culturelle. Voilà donc les champs d'intervention à ajouter aux questions sociales plus traditionnelles du quartier, comme les luttes pour le logement, les services de proximité en santé et les revendications pour des revenus décents.

Dans cet esprit, le café projeté, qui portera le nom de Café La Petite Gaule², sera autogéré par la coopérative de solidarité Les Irréductibles. Premier groupe d'un éventuel réseau d'intervention alternatif, il favorisera le fonctionnement autogéré des organisations, des groupes de citoyens et de citoyennes, accroîtra l'esprit critique face aux pouvoirs et présentera le quartier comme une entité en mesure de s'autodévelopper, en confrontant les idées et en favorisant la déconstruction des idéologies des pouvoirs dominants.

Le rôle du Café dans le mouvement communautaire

L'ouverture du Café n'a lieu qu'en avril 2003, en raison de sérieuses difficultés financières. En effet, pour obtenir des subventions, il nous aura fallu accumuler une réserve de plus de 30 000\$ auprès d'individus sympathisants. Ainsi, grâce à des appuis significatifs dans la communauté, nous avons pu convaincre d'autres bailleurs de fonds de la pertinence de notre projet.

Avant même le début des activités, nous adhérons à la Coalition Action-Gardien de Pointe Saint-Charles³ et nous nous y investissons à fond pour promouvoir l'idée générale que les communautés locales doivent être au cœur d'un projet de société émancipateur. Cette idée n'est

Le sentiment d'appartenance au quartier doit être construit autour de la notion de territoire, mais un territoire ouvert sur la société.

pas nouvelle en soi puisqu'elle reprend l'itinéraire qui a façonné le mouvement social du quartier dans les années 70, mais elle ajoute à cet acquis en s'inspirant du concept d'écologie sociale de l'Américain Murray Bookchin: la réflexion, la décision et l'action, en tant que stratégie et moyen de susciter la prise en charge des problèmes et des solutions par les citoyens et les citoyennes, ne peuvent pas être évacuées de la place publique si nous voulons créer une communauté qui soit *vivable*.

Avec le Café, nous souhaitons être partie prenante d'un mouvement communautaire local qui hésitera de moins en moins à s'interroger sur certains aspects pervers de «l'institutionnalisation du communautaire», ces attitudes et ces manières de fonctionner qui tendent à scléroser les organisations par l'offre de services faisant de moins en moins la différence entre le *clientélisme* et la prise en charge citoyenne. En avançant cette idée, nous nous inscrivons dans la trame historique du mouvement communautaire de Pointe Saint-Charles depuis la fin des années 60, cette histoire, constamment à rappeler, qui en est une d'auto-organisation citoyenne pour l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives et de gestion collective de nos propres outils de développement social. Nous craignons

que cette riche histoire de l'éducation populaire et autonome du Québec, celle-là même qui a ouvert les portes à des perspectives d'émancipation, ne se marginalise à l'intérieur même des mouvements sociaux.

En présentant une telle vision, nous traçons volontairement un tableau un peu noir de la situation, sans toutefois nier que des organisations comme le Carrefour d'éducation populaire, la Clinique de Pointe Saint-Charles, avec la relance de son projet de santé communautaire, et quelques autres font des efforts concrets pour sortir de la torpeur ambiante. Au moment où la «réingénierie Charest» accentue la pression et nous force à des convergences de lutte solidaires dans la rue, peut-être est-il temps de lancer l'idée d'un «nouveau chantier pour un projet d'éducation populaire émancipateur».

Renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté

Le sentiment d'appartenance au quartier doit être construit autour de la notion de territoire, mais un territoire ouvert sur la société. En effet, il faut éviter que le renforcement de ce sentiment se base sur des considérations nostalgiques comme le retour vers les organisations paroissiales et la mission religieuse, ou sur l'engagement d'élites commerciales ou professionnelles. Il faut en même temps lutter pour éviter qu'une partie des «nouveaux arrivants», fortunés et proches des pouvoirs économiques dominants de la société, «accaparent le quartier» et l'embourgeoisent pour y imposer un ensemble de valeurs culturelles fondées sur la capacité financière de consommer.

² Lors de l'importante lutte menée pour garder le contrôle de la Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles en 1992, les journalistes qualifiaient les citoyens et les citoyennes du quartier de «Gaulois de Pointe Saint-Charles» parce qu'ils résistaient aux visées du ministre de la Santé de l'époque, Marc-Yvan Côté, de faire disparaître la Clinique communautaire. C'est cette idée de résistance populaire que l'on retrouve dans le nom du café.

³ La Coalition Action-Gardien de Pointe Saint-Charles existe depuis 1981. Elle sert d'abord de lieu d'information pour les groupes, mais également de lieu de mobilisation sur des enjeux collectifs pour le quartier.

Enfin, nous devons être en mesure de recevoir les influences extérieures tout en trouvant les moyens de les intégrer dans un véritable projet de résistance, lutte constante contre divers pouvoirs de domination, politique, culturel, social ou économique, mais également dans un projet de quartier commun qui pousse vers la construction d'une communauté vivante basée sur les valeurs de tolérance, d'égalité, de démocratie et de justice sociale pour tous et toutes.

Le Café doit donc mettre l'accent sur des activités de nature sociale, politique et culturelle favorisant le débat, la réflexion et l'engagement citoyen tant par rapport à des enjeux locaux qu'internationaux. Cette démarche, que l'on veut «la plus éducative et la plus mobilisatrice possible», ne doit pas demeurer uniquement dans la sphère sociale, mais

alimentaire au Québec, à tenir des conférences et des débats sur l'aspect politique de l'alimentation, nous entrons de plain-pied dans des enjeux liés à la dépendance alimentaire.

Aborder la politique par l'enjeu écologique

Aujourd'hui, on admet de plus en plus que des liens absolument fondamentaux doivent être établis entre la question écologique et la possibilité d'un avenir pour la société. Bookchin montre comment le fonctionnement de nos sociétés, bâties sur l'idée de domination et des modes hiérarchiques qui s'ensuivent (deux termes que l'éducation populaire combat), a provoqué une rupture profonde entre la nature et l'humain, rupture qui nous entraîne potentiellement — certains, certaines

partir de liens égalitaires et anti-hiérarchiques qui fassent de l'autonomie personnelle un facteur de l'émancipation humaine. Pour ce faire, il faut que les citoyens et les citoyennes récupèrent et régénèrent au maximum la sphère politique. Cette émancipation commence à l'échelon local, là où existent encore certaines manifestations civiques de la démocratie directe et participative (forums citoyens, pétition sur un enjeu précis, pression sur une réunion municipale, assemblées publiques citoyennes...). À n'en pas douter, cet objectif fait partie d'un vaste projet d'éducation populaire et de prise en charge individuelle et collective.

Les défis internes du Café La Petite Gaule S'organiser pour répondre à des objectifs représente un défi en soi car, si nous sommes logiques, il ne suffit pas d'en parler. Nous devons aussi appliquer les valeurs de transformation mises de l'avant.

Ainsi, la programmation du Café comprend plusieurs activités à partir desquelles il nous faut trouver un équilibre financier. Nous savons, par exemple, que la présentation de spectacles avec des artistes engagés reconnus donne lieu à des retombées financières adéquates. Par contre, il arrive régulièrement que la tenue de conférences ou de débats sur des sujets importants (exemple: gestion écologique des déchets, enjeux des réserves d'eau...) attire passablement de personnes, mais avec des résultats financiers plus mitigés. Le Café est alors perçu et plus clairement utilisé comme un lieu de débat public que comme un lieu de consommation. Nous cherchons les moyens de créer, avec les citoyens et

Le Café doit mettre l'accent sur des activités de nature sociale, politique et culturelle favorisant le débat, la réflexion et l'engagement tant par rapport à des enjeux locaux qu'internationaux.

elle doit également déboucher sur la sphère politique, c'est-à-dire sur la volonté citoyenne de gérer les services collectifs et publics de la communauté locale. À titre d'exemple, si l'organisme Action concertée en sécurité alimentaire suscite la participation de quatre groupes en alimentation du quartier, le Café doit aborder l'aspect politique de l'alimentation: qui produit ce que l'on mange? qui contrôle la chaîne d'alimentation et où vont les profits? pourquoi les gouvernements soutiennent-ils les grandes industries? De même, en invitant l'Union paysanne, un syndicat paysan qui remet en question le modèle industriel de production

disent inévitablement — vers la disparition même de l'humanité et propose de la surmonter en s'engageant dans la construction d'une société écologique, en luttant contre la domination et les hiérarchies. Comment? Essentiellement par la reprise en main de nos communautés locales sur la base d'un principe libertaire: «Tout être humain normal est compétent pour gérer les affaires de la société, et plus particulièrement la communauté dont il est membre⁴.» En fait, ce principe signifie qu'il nous faut abandonner les structures de domination aliénantes qui s'imposent dans la société pour la réorganiser à

les citoyennes, des manières de «se représenter» le Café comme un projet où doit s'exprimer la solidarité active (contribution volontaire ou autre appui financier). Par conséquent, assurer la viabilité financière du Café, absolument essentielle pour la poursuite du projet, pourrait devenir possible tout en maintenant une programmation diversifiée autour du social, du politique, du culturel et de l'économique. En 2004, l'autofinancement représente entre 50 et 60% des coûts globaux de fonctionnement; nous avons donc encore besoin de fonds qui respectent un minimum d'éthique sociale et économique.

Par ailleurs, le canevas des activités accessibles ainsi que la notion même de café restent quelque peu étrangers au milieu populaire du quartier. Notre objectif de faire de la Petite Gaule un lieu de rencontre, un «café de quartier»,

soulève de la résistance. C'est avec l'appui de groupes communautaires (pour l'organisation d'activités spéciales au Café, entre autres) et d'individus que nous travaillons à la démystification de l'endroit qui, pour certains, certaines, apparaît comme un repaire «militant» ou «de jeunes» ou «anarchiste», qui semble «étrange» à la culture du quartier. À cet effet, nous avons modifié certaines activités pour mieux les adapter au milieu (musiciens connus localement, expositions d'artistes du milieu, débats sur des enjeux sociaux locaux...). Mais, nous le savions, il s'agit d'un engagement de moyen terme qui devra être constant par la suite pour permettre la rencontre culturelle différente et ouverte sur plusieurs réalités de la société au sein même du quartier.

L'idée que les dimensions sociale et la culturelle puissent «se rencontrer, se parler» dans ce lieu d'abord, dans le

quartier éventuellement, constitue une particularité de notre intervention. Vouloir devenir une sorte de pôle de référence dans l'imaginaire de la résistance sociale, politique, culturelle et, pourquoi pas, économique stimule également l'équipe actuelle.

Enfin, le troisième défi à relever est celui de l'auto-organisation du collectif. Depuis août 2003, le Café fonctionne avec une coordination collective partagée entre l'équipe militante au conseil d'administration et l'équipe de travail sur le terrain. Cette réorganisation a été effectuée dans l'espoir de redresser une situation qui n'a pas fourni les résultats escomptés. Nous misons maintenant sur une plus grande part de responsabilités à assumer par chaque personne de l'équipe de travail, ainsi que par les militants et les militantes au conseil d'administration afin d'éliminer la fonction même de coordonnateur.

Le Café La Petite Gaule est un lieu de diffusion et de rencontre, un espace de travail et d'engagement militant, d'interrelation entre des gens aux diverses expériences et responsabilités. En somme, il demeure un projet d'expérimentation et d'apprentissage collectif qu'il faut constamment évaluer. Le Café La Petite Gaule a choisi de jouer un rôle actif d'engagement social et politique dans son quartier et, de ce fait, se retrouve face à de multiples interactions. Ce rôle l'amène sur un terrain infiniment complexe où le déblayage reste en bonne partie à faire.

La Petite Gaule

2525, rue Centre
Montréal, H3K 2R7
Téléphone: (514) 931-1919
Courriel: petitegaule@cam.org
Site Internet: www.cafepetitegaule.com

Un soir au Café...

Un conférencier est debout, le micro à la main. Il se tient tout près des premières tables et de la cinquantaine de personnes qui s'y trouvent. La convivialité de la rencontre incite une personne assise au bar à émettre spontanément un commentaire: «Dans un quartier comme Pointe Saint-Charles, c'est plutôt la simplicité involontaire qu'un grand nombre de gens doivent pratiquer.» Pas besoin de répéter, tout le monde a compris. «C'est bien vrai, de répondre le conférencier, que tendre vers une réduction de la consommation s'adresse principalement aux classes moyennes, mais c'est aussi une vision de société qui s'attaque au gaspillage. Lorsque des femmes d'une cuisine collective se regroupent pour préparer des repas ensemble, elles ne font pas seulement s'entraider, elles maximisent l'utilisation des ressources. Il y a un lien à établir entre ces actions de gens aux conditions financières très différentes.» Une autre main se lève, d'autres voix s'expriment... Les gens du quartier veillent au grain.

Le Pouvoir de décider

Premier juin 2003. Dans un sous-sol d'église bondé, des gens euphoriques fêtent une victoire électorale sans équivoque, avec 76% du vote exprimé. Cette foule composée pour plus de la moitié de personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté se souvient de la longue marche citoyenne qu'elle vient d'accomplir pour élire au Conseil municipal de Trois-Rivières une de ses porte-parole depuis près de 20 ans, Sylvie Tardif, coordonnatrice de COMSEP¹. En cette soirée mémorable, des hommes et des femmes généralement exclus des sphères du pouvoir de la société constatent que leurs efforts collectifs peuvent changer les choses de façon significative. Que la démocratie leur est accessible.

Un lancement de campagne électorale controversé

En février 2003, après un an et demi au pouvoir, le conseiller municipal du district Marie-de-l'Incarnation, Daniel Perreault, annonce son retrait de la vie politique pour des raisons personnelles ; des élections partielles auront lieu. Une multitude de gens se montrent intéressés à briguer les suffrages pour ce territoire où se côtoient des personnes en situation de pauvreté et d'autres issues de la classe moyenne ou de la classe plus fortunée, où l'on dénote des problèmes sociaux aigus, dont l'analphabétisme, et où l'on retrouve la plus grande concentration de gens en difficulté de toute la Mauricie.

À Trois-Rivières, les candidats et les candidates se présentent toujours comme indépendants puisqu'il n'existe pas de partis municipaux organisés. La coutume veut également que le maire reste neutre lors d'élections, car il devra composer sans exception avec tous ceux et celles qui seront élus.

Avant même le début de la campagne électorale et contrairement aux habitudes, le maire de la ville, Yves Lévesque, demande publiquement au président de la chambre de commerce locale, Patrick Charlebois, de se présenter comme

Lise St-Germain,
présidente, Centre d'organisation mauricien
de services et d'éducation populaire

¹ COMSEP: Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire, organisme d'alphabétisation et d'éducation populaires de Trois-Rivières.

candidat. L'appel est amplement médiatisé. C'est alors que débute une forte mobilisation pour convaincre la coordonnatrice de COMSEP de passer du côté de la politique active. Membres de l'organisme, personnes des milieux communautaire et pastoral, décideurs locaux, entrepreneurs, élus politiques ainsi que citoyens et citoyennes du district essaient de convaincre Sylvie Tardif de porter ses objectifs sociaux sur la scène municipale. Non seulement connaît-elle bien les problèmes du district, pensent-ils, mais aussi la capacité d'agir de ses résidents et résidentes. Un territoire reconnu pour sa forte participation sociale et citoyenne ne peut naturellement être représenté par un président de chambre de commerce peu sensible à la question sociale ainsi qu'à celle de la pauvreté.

Devant les rumeurs de la candidature possible de Sylvie Tardif, le président de la chambre de commerce préfère déclinier l'offre du maire. Le premier magistrat se met alors à la recherche d'un autre candidat. Pendant ce temps, la pression populaire fait son œuvre, et la coordonnatrice de COMSEP décide de tenter l'expérience. La responsabilité accrue des municipalités en matière de développement social, le peu d'influence du mouvement communautaire auprès du Conseil municipal et, surtout, la possibilité de contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes démunies ont raison de ses dernières réserves. Le maire décide tout de même de participer à une conférence de presse afin d'appuyer la candidature de Richard Flynn, ex-attaché politique du député péquiste Guy Julien. Dans le même souffle, il dit ne pas soutenir Sylvie Tardif, qu'il juge, entre autres, trop émotive, trop extrémiste et trop communautaire. C'en est trop. Des éditoriaux, des émissions de

radio et de télévision, des interventions de la part de conseillers municipaux et un déluge de lettres ouvertes réprouvent l'intervention du maire. Tous ont le même message: le choix du conseiller ou de la conseillère appartient uniquement aux gens du district concerné. Le maire doit donc battre en retraite et s'excuser publiquement. Son deuxième candidat se retire, affecté par cette polémique. Deux autres candidats se présentent, André Aubert, organisateur politique renommé du Parti libéral et enquêteur de crimes majeurs à la retraite et Yves St-Louis, gérant d'immeubles, tous deux habitant le district. Une campagne électorale aura bel et bien lieu.

affichage, porte-à-porte... Chacun, chacune aura sa place. L'équipe veut une campagne en « nous » et non en « je », et misera sur les gens jusqu'à la fin.

Des rencontres ont lieu à chaque semaine pour expliquer le déroulement de la campagne et les enjeux des élections. Après avoir indiqué le nombre de personnes ayant donné leur appui à Sylvie Tardif au moyen d'un grand thermomètre dessiné sur papier, on distribue les tâches. Les réunions sont aussi prétexte à la fête, et près d'une centaine de personnes y participent en moyenne. Ces dernières sont véritablement la force de l'équipe. Leur détermination et leur engagement

La campagne favorisera la participation citoyenne (pour rester en terrain connu), c'est-à-dire que les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté pourront s'engager sur tous les plans : mobilisation, travail sur le terrain, affichage, porte-à-porte...

Au départ, une poignée de gens inexpérimentés

Gonflée à bloc, l'équipe électorale, composée de gens du district (dont 50% sont peu alphabétisés) et de personnes des milieux communautaire, pastoral, syndical et même économique, se met en marche. L'équipe de COMSEP, quant à elle, participe aux efforts après les heures de travail, car il est essentiel de ne pas associer l'organisme à la démarche électorale.

La majorité des membres de l'équipe électorale n'ont aucune expérience en politique active. Qu'à cela ne tienne! La campagne favorisera la participation citoyenne (pour rester en terrain connu), c'est-à-dire que les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté pourront s'engager sur tous les plans: mobilisation, travail sur le terrain,

compensent amplement le manque d'expérience.

L'orientation politique citoyenne de la campagne de Sylvie Tardif attire des membres de tous les partis — souverainiste, fédéraliste, de gauche, de droite — qui y vont de leurs avis et de leur expertise afin de soutenir cette bande de novices résolus. Résultat: tous les aspects d'une campagne électorale (pointage, liste électorale, porte-à-porte, finances, sortie de votes, vote par anticipation, jour J...) finissent par ne plus avoir de secrets. Malgré les précieux conseils toutefois, l'équipe garde le cap sur sa manière de fonctionner — déroutant parfois les experts en la matière — en se basant sur sa connaissance et sa compréhension des personnes peu alphabétisées, de leur réalité et de leur mode d'organisation. Ce

Depuis toujours, la rue est l'une des grandes alliées du mouvement communautaire et de ses luttes.

qui rallie tout ce monde est sans conteste les enjeux de la campagne, c'est-à-dire donner aux personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté une voix au Conseil municipal, mais aussi avoir une représentante des mouvements sociaux en politique municipale. Des défis de taille pour la candidate que ceux de rassembler autour de ces enjeux des résidents et des résidentes de classes sociales différentes et d'amener les personnes peu alphabétisées et démunies à aller voter, d'autant plus que ces dernières sont très souvent abandonnées par les candidats et les candidates, car elles sont pour la plupart sans téléphone, ne sont pas inscrites sur la liste électorale, déménagent souvent et n'ont pas toutes les pièces d'identité requises.

Pour gagner les élections, l'équipe adopte la stratégie d'une citoyenne peu alphabétisée qui a décidé d'occuper la rue et de mobiliser son coin de quartier en fonction des liens qu'elle entretient avec les résidents et les résidentes. À partir du jour du vote par anticipation, où elle se présente à chaque heure au bureau de vote avec sa voiture pleine de gens lui ayant promis d'appuyer Sylvie Tardif, une véritable opération de recrutement aura lieu.

Occuper la rue

Depuis toujours, la rue est l'une des grandes alliées du mouvement communautaire et de ses luttes. Notre intention est de l'envahir une fois de plus. Des équipes de porte-à-porte, de distribution de dépliants, d'actions de visibilité, d'inscription sur la liste électorale, de covoiturage déploient mille efforts partout dans le district. Des affiches sont apposées sur tous les poteaux, une grande partie des maisons et même sur des voitures. Aux quatre

coins du territoire, des meneurs (plusieurs en situation de pauvreté) voient à ce que les citoyens et les citoyennes frappent aux portes des maisons, des commerces, des restaurants, des bars pour rappeler à leurs voisins, parents ou amis l'importance de leur appui. De son côté, la candidate parle de ses engagements dans les clubs d'âge d'or, à l'AFEAS (Association féminine d'éducation et d'action sociale), dans les groupes communautaires, dans les associations de sports, les groupes de dards, les tournois de poches et de cartes...

Pendant trois mois, l'équipe électorale de Sylvie Tardif occupe la rue sans relâche. Des personnes peu alphabétisées prêtent leur maison le jour J pour s'assurer de la participation des citoyens et des citoyennes. Dans ces maisons, des équipes voient à ce que les appuis se concrétisent en votes. Au bureau de vote, des gens se portent témoins du lieu de résidence de ceux et celles qui sont sans papier d'identité. Rien n'est négligé. Jusqu'au dernier quart d'heure, des bénévoles sillonnent les rues pour un «blitz» final.

Un chemin vers le politique pavé d'expériences d'éducation populaire

Il était tout à fait logique que les membres de COMSEP en arrivent un jour à s'engager en politique active. Les démarches de conscientisation, les manifestations, les dépôts de mémoires et les activités de défense des droits auront pavé la voie. Avec la mise en candidature de Sylvie Tardif, il s'agissait de la dernière étape de politisation dans le long chemin de la conscience sociale,

celle que Paulo Freire² appelle la conscience politique ou critique.

Nous sommes passés du «je» au «nous», du «subir» à l'«agir», du «personnel» au «politique» et du «politique» à l'«action politique», selon les quatre niveaux de conscience progressifs³ définis par Freire.

De leur côté, les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté ne se sont pas laissées démonter par les manigances du pouvoir. En effet, elles ont dès le départ réclamé une candidate qui saurait comprendre leurs demandes et défendre leurs droits. Elles ont accaparé une place réelle sur l'échiquier municipal et elles ont défini ensemble les conditions à remplir pour une vie meilleure.

Les adversaires de Sylvie Tardif ont mis toute leur stratégie électorale sur la certitude que les personnes assistées sociales sont désabusées du système et donc votent peu. Ils ont négligé de mesurer l'impact de l'alphabétisation et de l'éducation populaires sur elles. Non seulement elles sont en mesure de comprendre les enjeux liés à une campagne électorale, mais également elles peuvent agir et proposer des solutions de rechange. Les personnes démunies déplacent des montagnes si elles font confiance. Elles aussi désirent qu'on parle en leur nom de leur projet de société, où la justice sociale occupe une large place.

Les adversaires de Sylvie Tardif n'ont pas su, en outre, évaluer la force de mobilisation du milieu communautaire. Depuis de nombreuses années, les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté participent à des actions de défense des droits sociaux et à des activités d'éducation populaire. Elles ont fait l'expérience de luttes et de gains sur divers plans. Par ces engagements,

² Pédagogue brésilien qui a largement inspiré notre façon de faire de l'alphabétisation populaire au Québec.

³ Paulo FREIRE. *La pédagogie des opprimés*, Paris, François Maspéro, 1971.

elles ont acquis un sentiment de confiance qui ne leur a pas fait douter un instant du résultat des élections. Leur redoutable stratégie des maringouins, dont la maxime est L'union fait la force!, a fait le reste⁴.

Une véritable démarche citoyenne

Cette victoire n'aurait pu être possible sans une alliance de classes sociales, sans une réelle solidarité entre les électeurs plus aisés, ceux et celles qui accompagnent les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté, et ces personnes elles-mêmes. Plusieurs fois pendant la campagne électorale, les familles de la classe moyenne ont exprimé leur volonté de voter pour Sylvie Tardif afin d'améliorer la situation des gens peu alphabétisés et en situation de pauvreté.

Bien sûr, il ne suffit pas d'une seule élection pour changer les façons de faire au Conseil municipal en ce qui concerne les problèmes sociaux et les dossiers de revitalisation des quartiers populaires. Toutefois, les plus démunis peuvent espérer que leurs préoccupations fassent au moins l'objet de débats.

Cette expérience électorale a permis de faire de nouveaux apprentissages en ce qui a trait à l'action citoyenne. Les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté suivent maintenant avec intérêt les dossiers traités par la Ville. Plusieurs d'entre elles assistent régulièrement aux séances du Conseil municipal et appliquent ensuite leur nouveau savoir en atelier d'alphabétisation, lieu par excellence pour élargir sa compréhension du monde local et global. Plus de 200 personnes ont participé de façon concrète et dynamique à une campagne électorale. Au printemps 2003, un district a démontré haut et fort qu'il croyait en la justice sociale et que le choix d'un élu appartenait encore au peuple et non aux décideurs.

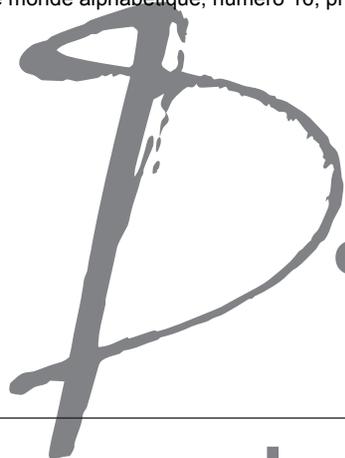
La marche ne s'est pas arrêtée là. Lors des dernières élections scolaires à l'automne 2003, la machine s'est de nouveau mise en branle avec des résultats tout aussi impressionnants: 94%

et 76% des votes exprimés en faveur de deux autres intervenants de COMSEP, qui ont été élus commissaires.

Cela permet de mesurer à quel point le rôle des mouvements sociaux est essentiel pour favoriser le changement social. Il ne faut pas en négliger le poids, ni la confiance manifestée par la population envers nos organisations et leurs porte-parole. Avec le transfert accru de pouvoirs aux municipalités, n'est-il pas nécessaire d'investir en grand nombre les lieux d'exercice du pouvoir? N'est-il pas dans notre mission de donner une voix forte aux personnes peu alphabétisées et à celles en situation de pauvreté?

Les personnes démunies déplacent des montagnes si elles font confiance. Elles aussi désirent qu'on parle en leur nom de leur projet de société, où la justice sociale occupe une large place.

⁴ Cette stratégie fait référence au fait qu'un maringouin est jugé inutile et peut être neutralisé facilement. En grand nombre, toutefois, les maringouins sont plus coriaces. Une nuée de maringouins qui avancent vers un but commun est prise au sérieux. La marche engagée des personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté pour porter au pouvoir l'une de leurs porte-parole, pas même un maire n'a pu l'entraver !



evenir

travailleurs

de rue en suivant des ateliers d'alphabétisation populaire

François Labbé,
formateur en alphabétisation et agent de liaison au
Regroupement des auberges du cœur du Québec¹,
avec la participation de Dominique Lacombe, Roger
Larocque, Sophie Proulx et Sylvie Robichaud

Lorsque l'idée d'un tel projet a été émise, nous y avons vu, au GAMN, de nombreux obstacles, dont certains apparemment insurmontables. Comment espérer que des adultes analphabètes accomplissent une tâche qui exige notamment une formation en travail social ou en éducation spécialisée? Comment arriver à les former en si peu de temps, compte tenu de leurs «limites» en lecture et en écriture, mais aussi en intervention sociale? Et si personne n'acceptait de s'engager dans le projet? Et si certains faisaient face, en cours de route, à leurs incapacités? s'ils abandonnaient et vivaient un échec humiliant?

«Faire la différence» dans sa communauté

Pendant la dernière campagne électorale provinciale, au printemps 2003, nous cherchons un moyen d'amener les participants et les participantes à mieux comprendre notre système électoral. Inspirés par la remarque de l'un d'eux — «N'importe quel bandit peut faire de la politique!» — nous les mettons au défi de présenter une participante ou un participant comme candidat indépendant aux élections. Après un bref moment d'incrédulité, ils acceptent de jouer le jeu. Deux grandes tâches les attendent: d'abord la mise en candidature elle-même, avec entre autres l'obligation d'obtenir les signatures d'une centaine de personnes inscrites sur la liste électorale; ensuite la création d'un programme politique sur des thèmes tels la pauvreté, l'exclusion, la sécurité dans les rues, la santé et l'engagement social (ou bénévolat). Ces tâches sont confiées à ceux et celles qui forment notre «communauté de recherche philosophique», un atelier où sont discutés des sujets comme la beauté, le pouvoir des parents sur leurs enfants ou l'existence de Dieu².

Depuis septembre 2003, deux participantes et un participant du Groupe d'alphabétisation de Montmagny-Nord (GAMN) font du «travail de rue» dans les lieux publics de Montmagny et des villages environnants. Une quatrième personne, une animatrice avec de l'expérience dans ce genre d'intervention, assure leur formation et leur encadrement. Leurs objectifs: établir des liens de confiance avec les adultes peu ou pas alphabétisés et les guider graduellement vers des activités d'alphabétisation. Ils disposent d'un budget pour des rencontres, des groupes de discussion ou des soirées de partage et d'un vaste local au centre-ville de Montmagny. Enfin, chose à souligner, ils reçoivent des honoraires pour leur travail!

¹ Ce regroupement rassemble des maisons d'hébergement qui s'adressent aux jeunes de 12 à 30 ans. Pour plus d'information, consultez le site Internet suivant : www.aubergesducœur.com.

² Pour en savoir plus sur la question, lire François LABBÉ. «Des adultes plus critiques», *Le Monde alphabétique*, no 14 (printemps 2002), p. 74 à 78.

Le thème de l'engagement social finit par occuper la plus grande place. Malgré leur peu d'intérêt en général en ce qui concerne la politique, ces adultes désirent accomplir quelque chose pour leur communauté. Ils se disent prêts, par exemple, à devenir bénévoles en loisir pour que les jeunes apprécient mieux leur ville et y demeurent. Ils commencent à élaborer des mesures incitatives, sur le plan local, pour encourager le bénévolat et pour forcer l'État à en reconnaître la valeur. Cet intérêt nous prend complètement au dépourvu. Nous sommes préparés à animer des discussions sur la santé, la pauvreté, la famille et l'exclusion, mais pas sur l'engagement social!

Ces activités «électorales», qui n'aboutiront finalement pas à une mise en candidature faute d'un nombre suffisant d'appuis, nous mettent en présence de gens hautement motivés à s'engager pour «faire la différence» dans leur communauté, selon leurs propres mots. Mais comment leur en offrir la possibilité? À la même période, nous cherchons à rendre nos moyens de recrutement plus efficaces. À Montmagny, comme dans bien d'autres régions du Québec, le recrutement est difficile. Même les participants et les participantes, lors de l'élaboration de leur programme politique, se sont inquiétés du faible nombre d'inscriptions aux ateliers, situation incompréhensible à leurs yeux compte tenu de la quantité de personnes de leur connaissance qui «en arrachent» plus qu'eux en lecture et en écriture et qui «s'ennuient» à la maison ou au centre commercial... Leur peur de perdre «leur école» est palpable. Pourquoi alors ne pas s'engager à remédier à la situation?

Une responsabilité collective

Le projet n'a pas seulement pour but de recruter de nouvelles personnes, il offre aussi aux participants et aux participantes une formation de travailleur de rue de manière qu'ils puissent, après huit mois de théorie et de pratique, initier à leur tour d'autres adultes. C'est ainsi que le recrutement est susceptible de devenir une responsabilité collective, une tâche que l'on peut vraiment accomplir.

Ce sont les participants et les participantes qui se portent eux-mêmes volontaires pour le projet. Ils prennent part à toutes les décisions, qu'il s'agisse d'horaires, de contenus de formation, d'endroits à visiter, de répartition du travail ou d'organisation d'activités de préalphabétisation. Ils connaissent les lieux fréquentés par les personnes peu alphabétisées et leurs habitudes mieux que n'importe quel membre de l'équipe du GAMN. De plus, ils sont souvent assez proches de bon nombre d'entre elles, ce qui leur permet de s'introduire sans trop de difficulté dans les conversations. Bref, leur savoir compense grandement leurs lacunes académiques.

Ils ne sont pas tenus de servir un argumentaire aux gens rencontrés. Leur seule consigne est de les écouter pour que les activités de préalphabétisation offertes par la suite soient véritablement axées sur leurs besoins et leurs intérêts. Cette dernière idée est importante, puisque nous voulons, justement, intéresser un plus grand nombre d'adultes à ce que nous faisons.

Comment inciter des gens à s'engager activement dans un processus, quel qu'il soit? Trop souvent, nous présumons de leurs préoccupations et nous faisons face à des chaises vides; fâchés et déçus, nous sommes prêts à accuser l'ignorance, l'irresponsabilité ou la paresse... Ne

devons-nous pas mieux connaître les personnes avec lesquelles nous souhaitons travailler; aller à leur rencontre, comprendre leurs problèmes, savoir quels sont leurs intérêts et leurs aspirations? N'oublions pas que ce sont les participants et les participantes eux-mêmes qui ont manifesté leur intention de s'investir dans leur communauté et de recruter d'autres personnes pour «leur école».

De la théorie...

La formation débute par une discussion avec les futurs travailleurs et travailleuses de rue sur leurs attentes et leurs craintes. Par exemple, ils disent ne pas se sentir suffisamment informés sur les activités, les services, les mandats et la mission de leur groupe d'alphabétisation pour répondre de façon appropriée aux questions qui leur seront posées. Ce souci de leur part démontre, selon nous, que le projet débute du bon pied!

Le thème de l'engagement social finit par occuper la plus grande place. Malgré leur peu d'intérêt en général en ce qui concerne la politique, ces adultes désirent accomplir quelque chose pour leur communauté.

Une part importante est aussi consacrée à l'évaluation des forces et des compétences de chacun, de chacune pour que toute intervention ait sa place et devienne efficace. Malgré des personnalités bien différentes, les trois adultes ont beaucoup d'aisance à communiquer. L'un d'eux a même déjà fait du recrutement pour... une organisation religieuse!

La formation qui porte précisément sur le travail de rue a lieu pendant 10

3 Nous entendons par activités de préalphabétisation toutes les rencontres organisées par les travailleurs et les travailleuses de rue pour tisser des liens avec des adultes analphabètes (ateliers thématiques, café-rencontres, fêtes populaires...) qui ne sont pas précisément des activités d'alphabétisation.

semaines, à raison de 2 périodes hebdomadaires de 2 heures 30 chacune. Elle est axée sur les pratiques de communication efficaces comme l'empathie, l'écoute, l'observation de l'expression non verbale, l'art d'entreprendre et de terminer une discussion avec des inconnus, les questions à poser et à ne pas poser, et même la manière de s'habiller selon le milieu fréquenté. Un autre volet concerne le travail en équipe, la maîtrise du stress, la façon de se prémunir contre le sentiment d'échec et la manipulation psychologique, ainsi que la manière de procéder en situation de crise. Un bilan des apprentissages est fait régulièrement à toutes les deux ou trois semaines, selon le cas, au moyen d'une grille d'autoévaluation.

...à la pratique

La formation se poursuit sur le terrain. Pendant les premières semaines, et par la suite de façon irrégulière, l'animatrice-travailleuse de rue fait équipe avec chaque personne pour l'observer et l'aider à évaluer ses interventions. Après les périodes de travail (2 fois 2 heures 30 par semaine), on dresse un bilan de ce qui a été effectué. Les contacts établis et leur nature (discussions, salutations, sourires, références, information, etc.), ainsi que tout autre commentaire pertinent sont inscrits dans le journal de bord de chacun, de chacune qui doit également évaluer ses actions. Il arrive parfois que des membres s'évaluent trop sévèrement ou ne remarquent pas certains aspects de leur travail. L'animatrice s'assure que cette évaluation est fidèle à la réalité.

Nous avons demandé aux travailleurs et aux travailleuses de rue de dire comment ils avaient vécu l'expérience jusqu'à maintenant et d'expliquer leur rôle. De

plus, nous les avons suivis pendant leur travail et en avons tiré quelques constats. Au moment d'écrire ces lignes, toutefois, ils n'en étaient pas encore à la moitié du projet.

La personne la plus réservée de l'équipe n'a pas hésité longtemps à s'engager: «J'étais réticente parce que je suis timide. Mais je savais que je combattrais ma gêne. Je me suis dit que si je n'essayais pas, je ne saurais jamais si je suis capable de le faire. J'étais convaincue que ce serait une bonne expérience pour moi.» Une deuxième a mentionné avec assurance au début du projet: «J'ai déjà fait ça avant, mais pour une secte. J'ai confiance. Ce ne sera pas difficile.» Une troisième, qui est bénévole dans sa ville plusieurs jours par année, travaille avec des personnes âgées et est très sociable, a admis: «De toute manière, je parlais déjà à tout le monde!» Leur seule crainte au départ était de rencontrer des personnes en état de crise.

Interrogés sur leur rôle, ils ont d'abord parlé de leurs difficultés à convaincre les gens de «s'embarquer en alpha», «de faire quelque chose de leur journée». L'une a dit avoir parlé des ateliers depuis plus d'un an dans son entourage, en se heurtant chaque fois à des gens qui «ne veulent pas bouger». «On a fait le tour de tous ceux que nous connaissons», ont dit les deux autres. L'une a décrit ainsi son rôle: «Si la montagne ne vient pas à toi, va vers la montagne.» Un autre a ajouté: «C'est du travail à long terme. Nous plantons des graines. Nous allumons des chandelles. Dans deux, trois ou quatre mois — cet été même! — il y aura des gens qui se diront: J'ai rencontré quelqu'un qui m'a parlé d'alpha cet hiver. Là, me semble que je suis prêt.»

Une travailleuse a fait part de ce qu'elle vit depuis quelques années lorsqu'elle

parle d'alphabétisation: «Dans mon entourage, y en a qui ont besoin d'apprendre à lire et écrire, mais qui préfèrent rire de nous plutôt que de venir suivre des ateliers. S'ils venaient, ils s'apercevraient que nous ne sommes pas différents, au fond.» Sa collègue d'ajouter: «Il faut que nous soyons des exemples positifs de personnes qui vont à l'école et suivent des ateliers. C'est ça qui manque. Les gens ont peur. Ils pensent que les analphabètes ne sont pas normaux. Qu'ils sont malades et différents. Ils ne veulent pas être perçus comme ça. Nous allons partager avec eux nos savoirs, nos connaissances et le chemin parcouru, et leur dire qu'ils ne seront pas seuls à embarquer. Nous serons encore là pour les aider.»

Nous les suivons un après-midi, trois semaines avant Noël. Tout d'abord, comme avant chaque sortie, l'équipe se réunit pour décider des lieux à visiter, qui diffèrent selon le jour et la période du mois. Par exemple, on sait que les comptoirs vestimentaires sont fréquentés tel jour, certains magasins tel autre jour, que les habitudes des personnes changent pendant le mois. Aujourd'hui, cap sur le centre commercial.

Les travailleurs et les travailleuses de rue se promènent deux par deux dans les rayons d'un magasin du type «À un dollar». Ils ne lésinent pas sur les sourires, les salutations et les politesses. Tout est une occasion de créer un contact. Une femme dans la cinquantaine plisse des yeux devant des rayons remplis de bibelots. Elle est entièrement absorbée dans ses pensées. Toute son attitude proclame: «Ne me dérangez pas!» Un travailleur de rue s'approche et fait comme elle, avant de lancer, comme par dépit: «C'est pas facile de choisir quand y a trop de choix!» Immédiatement, la

femme change d'attitude. Des sourires, une courte discussion sur les bibelots, puis quelques mots de politesse s'ensuivent.

Plus loin, deux jeunes femmes avec un bébé. Elles regardent de tout côté, comme si le commerce était trop grand. Un duo de travailleurs de rue complimente le bébé. Les deux femmes sourient en regardant l'enfant comme si elles le voyaient pour la première fois. Quelques paroles sont échangées, puis l'un des travailleurs regarde les modestes articles dans le chariot et dit, sur un ton d'humour: «Vous venez dépenser toute votre paye?» La mère répond, rougissante, que «ça risque d'être pas trop long...» On nous dira un peu plus tard: «La mère vit probablement de l'aide sociale. Elles se rappelleront de nous autres quand on les reverra.»

Il y avait au départ de nombreux obstacles à surmonter, principalement celui de «former» des personnes peu alphabétisées tout en les aidant à surpasser leurs difficultés avec le code écrit. Leur volonté d'agir, mais aussi leurs connaissances de la ville, des gens et de leurs habitudes ont repoussé les limites appréhendées.

Plus loin, dans la file d'attente qui mène à la caisse æ car, cause oblige, nos duos magasinent eux aussi — , l'un des travailleurs de rue amorce une discussion avec la caissière sous prétexte de se faire expliquer les avantages du lecteur optique. «Ça va plus vite que pitonner», dit l'employée. «Plus besoin de savoir compter», renchérit le travailleur de rue. «J'ai pas trop de misère avec ça», rétorque calmement la caissière. Puis le travailleur de rue cherche à lire à voix haute le prénom sur la chemise de la

caissière, pensant que c'est le sien. Il n'y arrive pas. Il apprend alors que c'est... la marque du vêtement! «Je suis des cours pour adultes», admet-il. Il parle alors de ses ateliers de «français» et de ses objectifs personnels d'apprentissage. La discussion se poursuit encore quelques minutes.

Plus tard, l'équipe se retrouve au grand complet dans un restaurant de type «cafétéria» que fréquente, à cette heure de l'après-midi, une clientèle d'habitues formée surtout d'adultes pauvres et peu alphabétisés. Des conversations décousues se nouent avec les voisins de table. On s'attarde surtout à renouer des contacts établis pendant les semaines précédentes. On réinvite deux femmes déjà inscrites à nos ateliers, mais qui n'ont pas donné suite pour des raisons différentes.

L'un des travailleurs de rue décide ensuite de se rendre au salon de quilles, un lieu qui n'a pas été fréquenté jusqu'à maintenant. L'équipe s'assoit derrière un groupe d'une dizaine de joueurs. Sa présence passe apparemment inaperçue, jusqu'à ce qu'un homme profite du «triplé» d'une joueuse pour s'exclamer vivement: «Ça joue fort, ça joue fort!» Une série de petites discussions s'amorcent entre les travailleurs de rue et le groupe de joueurs. Ce sont des retraités qui se retrouvent régulièrement, toujours le même jour, à la même heure; il leur manque une joueuse, mais c'est exceptionnel, etc. À la fin de la dernière partie, les travailleurs de rue cherchent à se faire inviter à jouer avec le groupe. On ne leur dit pas non, mais on les avise que les parties cessent pendant les fêtes pour reprendre plus tard en janvier.

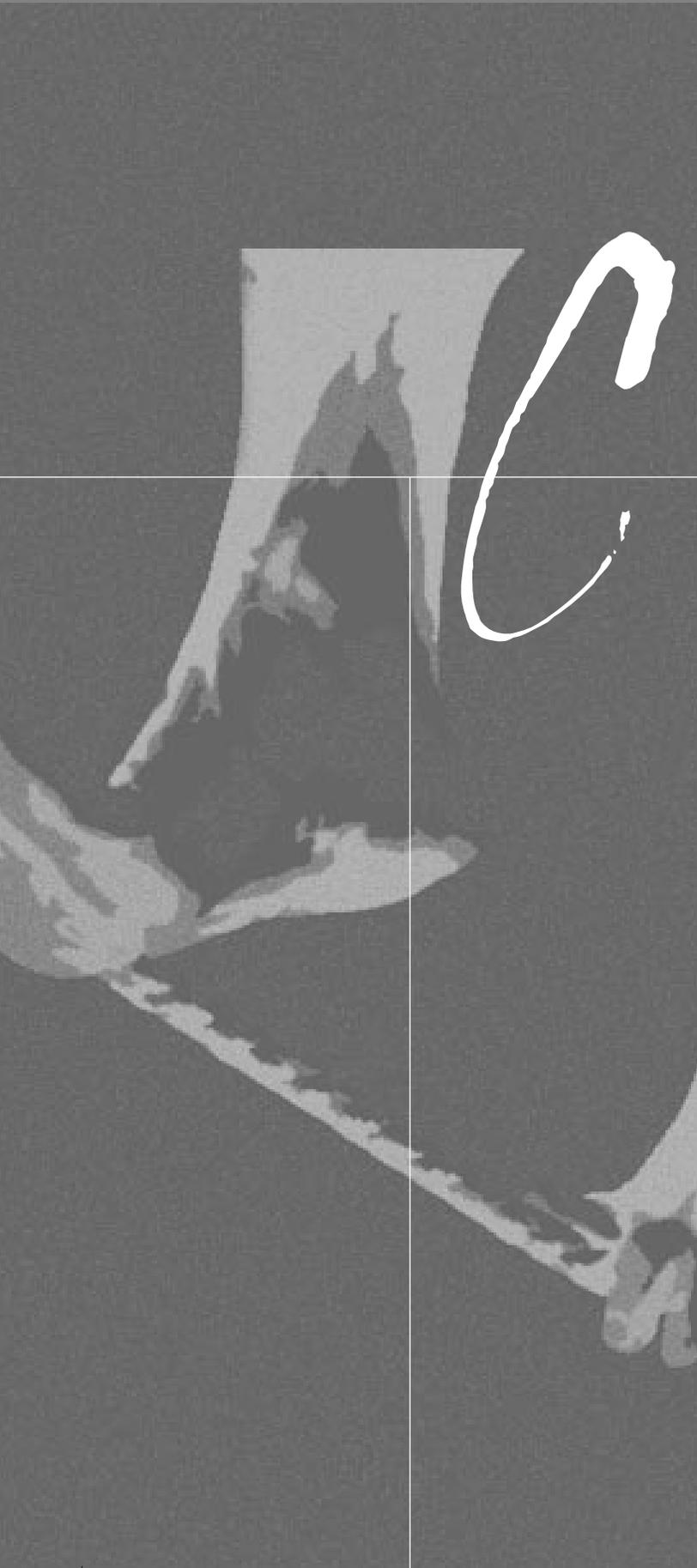
L'équipe rentre enfin à son «quartier général» pour discuter de l'après-midi. On reconnaît que ce fut une assez bonne journée en nombre et en qualité de

rencontres, puis on passe à l'autoévaluation. Elle se fait d'abord par écrit dans le journal de bord, et est ensuite l'objet d'une discussion avec l'animatrice-travailleuse de rue. Cette dernière admettra que dès la première semaine, elle a été impressionnée par le nombre de contacts établis par les trois travailleurs «inexpérimentés». «Même moi, les premières fois, j'étais plus discrète, plus timide.» C'était bien parti!

Conclusion

Il est encore trop tôt pour évaluer les résultats du projet. Les travailleurs et les travailleuses de rue tiendront-ils le rythme jusqu'à la fin? Réussiront-ils à convaincre des gens de s'inscrire à des activités de préalphabétisation, puis à des ateliers? Poursuivront-ils leurs actions? Formeront-ils d'autres travailleurs de rue? Amèneront-ils d'autres personnes à considérer qu'il est possible de changer sa vie? Chose certaine, ils auront réussi à imposer leur volonté de «faire la différence».

Il y avait au départ de nombreux obstacles à surmonter, principalement celui de «former» des personnes peu alphabétisées tout en les aidant à surpasser leurs difficultés avec le code écrit. Leur volonté d'agir, mais aussi leurs connaissances de la ville, des gens et de leurs habitudes ont repoussé les limites appréhendées. Pour notre groupe, c'est une leçon à retenir. Si nous laissons les participants et les participantes prendre la place que l'alphabétisation populaire s'évertue à leur reconnaître, ils et elles sont non seulement en mesure de bien l'occuper, mais également de lutter efficacement contre l'analphabétisme. Cela pourrait avoir des conséquences importantes pour les groupes d'alphabétisation populaire et le réseau formel d'éducation des adultes.



Conclusion

Tout peut, à des degrés divers, influencer nos pratiques. Le bon et le mauvais, les idées de gauche comme de droite. Nier cette évidence équivaut à s'enfermer dans un monde artificiel, alors que nous voulons justement une société bien réelle, à l'image de ceux et celles la composant, et non un club sélect pour une poignée d'individus.

Il ne faut pas restreindre le champ de nos interventions, mais plutôt chercher à l'élargir, sans craindre l'erreur. Notre force ne réside-t-elle pas dans notre capacité à poser un regard critique au-dehors et au-dedans?

N'ayons pas peur des chocs «culturels», des embardées, du déséquilibre momentané de notre mouvement, que nous ne souhaitons pas sclérosé, mais ouvert et libre. Libre de tout.



Quand on se ramasse le « commun- à-terre »

AVEZ-VOUS LE SENTIMENT DE VOIR DOUBLE?
LA FACHEUSE TENDANCE À VOUS PRENDRE POUR
UNE ABEILLE? LA JAMBE MOLLE ET LE TEINT
BROUILLÉ? PEUT-ÊTRE SERAIT-IL TEMPS D'Y VOIR...

Francine Beaupré,
coordonnatrice, Centre d'activités
populaires et éducatives de La Tuque

Je suis assise devant mon bureau et j'ai la tête pleine de... vide: un vide sidéral à moins que ça ne soit un vide libéral! En tout cas, c'est loin d'être libérateur. On dirait que mon cerveau chevauche une idée, puis une autre sans jamais pouvoir s'arrêter. C'est comme s'il jouait à la chaise musicale et que le crétin en charge de la musique ne trouvait plus le bouton «fermer». J'essaie d'arrêter mon esprit sur quelque chose, mais c'est peine perdue. Je tourne en rond, comme un chien qui court après sa queue. **Ça fait chic dans un bureau!**

Aujourd'hui, c'est jour de paie. Je le sais, c'est écrit à mon agenda. Depuis quelque temps, j'écris tout dans mon agenda, car ma tête ne retient plus rien. Je dois faire les chèques pour mon équipe. Je sors le chéquier et je commence à travailler. Il est 9h40, l'avant-midi est déjà entamé. Bon, voyons... comment gagne mon adjointe déjà? Pourtant, ça fait deux ans qu'elle a le même salaire. «Ouvre ton ordinateur, Francine, et va voir dans ton livre de paie.» La sonnerie du téléphone retentit et je réponds. D'accord, une rencontre du conseil d'administration de la Corporation de développement communautaire jeudi prochain à 13h15. «Vite, inscris-le à ton agenda avant de l'oublier.» Merde! Jeudi prochain... c'est quelle date? Quelle semaine sommes-nous? Après vérification auprès des filles qui travaillent en bas, je me resitue dans le temps. Encore faut-il que je me resitue dans l'espace! Où est mon agenda? Voyons, je l'avais dans les mains il y a deux minutes! Après des recherches infructueuses, je demande de l'aide. Mais que fait-il caché dans mon tiroir? Ah! J'ai compris... j'ai dû le mettre là lorsque j'ai sorti le chéquier. Enfin, je l'ai! Mais pourquoi je le cherchais? Bof, ça me reviendra. Il est 10h05, ça déboule, ça déboule. Faire les chèques de paie... faire les chèques de paie. Bon, combien gagne-t-elle déjà? Merde, j'ai fermé le logiciel de comptabilité. On recommence. *Comme dans Le jour de la marmotte.*

Un participant entre dans mon bureau. Grave problème de transport. Il demeure à 20 kilomètres du centre et son camion a rendu l'âme. Il est bouleversé, il ne pourra plus venir aux ateliers. C'est à mon tour d'être bouleversée, mais il me semble que mon bouleversement est un tantinet exagéré: ce n'est qu'un camion après tout et il y a maintenant un embryon de système de transport collectif dans notre grande ville (pour ceux et celles qui ne le sauraient pas, La Tuque est la plus grande ville de la province depuis les fusions). Je sens ma gorge se nouer et les larmes me monter aux yeux seulement à cause de son désarroi. Je me secoue et je le soutiens dans sa recherche de solutions. Ça, c'est mon métier et je sais le faire ! Il sort de mon bureau et je recommence à courir après ma queue! Qu'est-ce que

entre et me demande à qui je parle. Euh... je chantais! «Vous chantiez? J'en suis fort aise. Eh bien! faites les chèques de paie maintenant!»

Je suis assise devant mon bol de soupe. Ouf! Quel avant-midi! Je suis fourbue, j'ai le moral à zéro et ma soupe est trop chaude ! Récapitulons... J'ai l'impression d'avoir fait du surplace pendant les quatre premières heures de la journée. Quatre heures pour faire quatre chèques de paie! Soudain, l'angoisse me prend à la gorge, j'ai chaud (ma préménopause?), j'ai le vertige (pourtant, je ne mesure que cinq pieds!) et mon rythme cardiaque augmente. «Respire, Beaupré, respire!...» Ouf! C'est passé! «Réfléchis à ces symptômes, Francine, c'est quoi l'idée?!»

Ça fait chic dans un resto!

voisine. Qu'est-ce que je fais ici? Après tout, je ne suis que fatiguée! Mais je me sens vraiment très fatiguée! On ne pourrait pas fermer les lumières et me laisser dormir un peu? Il entre.

« Comment ça va, Francine? »

Je... mais qu'est-ce qui m'arrive? Le déluge du Saguenay me coule par les yeux. J'ai la rivière Saint-Maurice qui pousse pour sortir par mes glandes lacrymales. Je vous jure que je comprends ce pauvre barrage au Saguenay en 1996. Il ne pouvait pas tout retenir... tout se bouscule à la sortie!

«Je suis fatiguée et, en plus, j'ai oublié ma réunion de la Corporation de développement communautaire parce que j'avais négligé de l'inscrire à mon agenda, parce que... » Un flot de paroles ininterrompu sort de ma bouche pendant que le flot d'eau s'écoule par les autres orifices faciaux! **Ça fait chic dans un bureau!**

«Ma belle Francine, tu es victime d'un épuisement professionnel!

- Mais non, Raymond, je suis juste un peu fatiguée... en fait, je suis très fatiguée... je n'ai plus faim, je n'arrive pas à me concentrer, je suis une vraie innocente, j'oublie tout... »

Plus je parle, plus les larmes coulent et plus j'ai besoin de mouchoirs pour éponger mon nez qui se prend pour un érable. Quelle tête je fais! On dirait une chatte qui vient de perdre un petit de sa portée. Arrêt de travail pour une période indéterminée. Je regarde sur le papier du médecin, nous sommes le 1^{er} avril, et je vous jure que ce n'est pas un poisson d'avril!

Je suis assise devant le bureau de l'agente de l'assurance-emploi. J'ai encore les yeux rougis par mes pleurs de tout à l'heure. Comme nous sommes dans une

Soudain, l'angoisse me prend à la gorge, j'ai chaud (ma préménopause?), j'ai le vertige (pourtant, je ne mesure que cinq pieds!) et mon rythme cardiaque augmente.

je voulais faire, donc? C'est à ce moment que je me suis dédoublée. Je suis sortie de moi-même et je me suis regardée. La bouche béante, les yeux... «à la gabelle», comme dirait ma mère... ma tête tournant de gauche à droite, j'avais vraiment l'air perdu! **Ça aussi ça fait chic dans un bureau!**

Le bon Dieu est bon, quelqu'un entre dans mon bureau... je sais maintenant ce que j'ai à faire. Nous discutons et elle me demande, un peu gênée, quand les chèques de paie seront prêts. Elle part dîner (quoi, il est déjà 11 h 30 ? Merde!) et elle voudrait bien passer par la banque, bla, bla, bla... Elle sort et je m'y remets. «Les chèques de paie, les chèques de paie... » Ma coloc de bureau

Je suis assise dans le bureau de ma *chum*. Je lui explique que je me sens fatiguée et que je ne suis plus en possession de mes moyens.

«Prends de L'ALPHAPHA...»

- Quoi? Mais qu'est-ce que c'est que ça? Tu veux rire de moi? Je sais quand même que je travaille en alpha, même si je ne suis plus toute là!

- Mais non, de l'alfafa, c'est un produit homéopathique! Ça donne beaucoup d'énergie», qu'elle me dit.

Bonne idée ! Deux jours après, je sens que j'ai beaucoup plus d'énergie pour... courir après ma queue !

Je suis assise devant le bureau de mon médecin en consultation dans une salle

petite ville, l'agente me connaît. Nous avons fait de l'improvisation ensemble. «Ça ne va pas fort, on dirait, Francine!» Je me retiens, elle fait signe qu'elle me comprend. Du coup, je l'embrasserais et je lui jurerais fidélité jusqu'à ma cinquième descendance. Là encore, je me retiens. **Ça ferait chic dans un bureau!**

Je suis assise devant ma table de cuisine. Enfin, je peux me reposer. Une petite sieste, une petite bouchée, une petite sieste, une petite bouchée... Ça fait un mois que je suis en arrêt de travail, et c'est tout ce que j'ai eu le temps de faire. Tellement de dodos, que je commence à avoir des maux de dos... dos! Je refais toutefois surface lentement. «Bon, bouge un peu, Francine, regarde l'état du comptoir de cuisine. Fais la vaisselle, c'est quand même pas fatigant et ça demande très peu de concentration.» Si j'avais su... Maudite mémoire à court terme! J'ouvre donc les robinets quand me vient en tête tout à coup qu'il faut absolument que je choisisse des parures de fenêtres pour la chambre de ma fille. Où est le catalogue? Pourquoi pas aller regarder cela dans la salle de bain? Ces temps-ci, c'est mon refuge, on dirait. Envie ou pas, je vais m'y asseoir. Mon conjoint arrive soudain en courant.

«Qu'est-ce qu'il y a? Pourquoi tu cours? Ne me fais plus peur comme ça !

- Nous sommes inondés dans la cave. Il y a plus d'un pouce d'eau!

- Mais d'où cela peut-il bien venir?
- Tu as laissé le robinet ouvert, Francine. Depuis combien de temps coule-t-il?
- Quel robinet?»

Ça y est! Une vraie innocente. Je ne me rappelais même plus avoir ouvert ce robinet. Je me suis mise à pleurer comme un bébé. Mon conjoint s'est approché doucement de moi, m'a prise dans ses bras et m'a dit gentiment: «Pleure pas, bébé, il y a assez d'eau comme ça par terre.» **Ça faisait chic dans ma cuisine!**

Je suis assise devant mon bureau. De retour au travail. Toutes les employées me regardent comme si j'étais un petit bibelot fragile. Elles me proposent à tour de rôle leur aide. Mon adjointe me transfère les dossiers à «petites bouchées». Puisqu'elle sait que je suis une grosse mangeuse, elle évite l'indigestion! Quand j'y réfléchis, je me dis que nous, au communautaire, nous nous emballons et nous nous embarquons dans plusieurs choses à la fois, car nous avons l'impression qu'il faut tout régler. Si nous regardons ce que fait le système d'éducation «régulier», c'est vrai que nous avons pas mal d'ouvrage sur les bras. Peut-être avons-nous toujours été comme ça: des défenseurs d'opprimés, des gens batailleurs criant pour se faire entendre et pour

sensibiliser les têtes dirigeantes. Comme dirait l'autre, ce n'est pas nécessaire d'être fou pour travailler là, mais ça aide!

Ça fait chic dans un curriculum vitae!

Je suis assise devant mon ordinateur et j'essaie de réfléchir. Mais ma tête caracole et j'ai du mal à me concentrer sur une seule chose à la fois. Pour m'aider, je relis ce texte. Soudain, ça me frappe! L'épuisement professionnel est-il le fait d'un individu ou d'une société? (Me semble que j'ai déjà entendu une question semblable à propos d'une responsabilité de société que l'on essaie de faire passer pour une responsabilité individuelle... maudite mémoire!) Je commence à comprendre... Ce pourrait-il que nous ne soyons tout simplement pas assez outillés pour satisfaire à TOUS les besoins? Ce pourrait-il qu'avec un peu plus de reconnaissance (lire financement) nous n'en arrivions pas là? Il me semble que nos dirigeants auraient tout intérêt à voir les choses comme elles le sont fondamentalement. **Ça ferait beaucoup plus chic dans notre société!**

L'épuisement professionnel est-il le fait d'un individu ou d'une société?



our de fête

PRENEZ DES BOUTS D'IMAGES, DES SOUVENIRS D'AILLEURS, DES OBJETS FATIGUÉS, DES RIRES QUI RÉSONNENT ENCORE DANS LA TÊTE ET MÉLANGEZ. VOUS OBTIENDREZ UN PRODUIT QUI SE TIENT, AUX PARFUMS RARES ET PRONONCÉS.

UN PUR DÉLICE!

Martine Fillion,
formatrice, L'Atelier des lettres

Henri Georges ajuste ses boutons de manchette. Il a revêtu un smoking. Celui des grandes occasions, elles sont si rares... Johanne retouche son maquillage une dernière fois. François fume sa 25^e cigarette... de la présente heure. Tous sont tirés à quatre épingles. On peut franchement palper la nervosité et l'effervescence du «grand jour» dans la pièce. Dans quelques minutes, l'Écomusée du fier monde ouvrira ses portes, et ce sera cinq participants et participantes on ne peut plus *fiers* qui accueilleront le public au vernissage de «leur exposition». Enfin! Après cinq mois de travail et d'efforts soutenus, voilà le moment de célébrer «leurs» jours de fête!

Comment se fait-il que l'Atelier des lettres, un organisme d'alphabétisation populaire, se retrouve au cœur d'un musée? Parce que l'Écomusée du fier monde¹ se veut aussi un lieu d'éducation populaire, ayant un souci constant de démocratisation culturelle. On y favorise et on y soutient les projets de création permettant de s'en approprier l'espace. Être peu à l'aise avec la lecture et l'écriture n'empêche pas d'avoir de belles histoires à raconter! L'Écomusée l'a compris en invitant les adultes de notre groupe à fouiller dans leurs souvenirs...

Quant à nous, monter une exposition était une occasion d'apprentissage présentée sur un plateau d'argent. Une démarche authentique: une vraie expo, dans un vrai musée, avec de vrais moyens... Des pratiques de lecture et d'écriture significatives. Le rêve, quoi! Mais encore fallait-il être capable d'amener les participants et les participantes à sauter dans l'aventure, car nous partions avec un léger handicap:

Être peu à l'aise avec la lecture et l'écriture n'empêche pas d'avoir de belles histoires à raconter!

«Ça vous dit de monter une exposition?

- Une *exposition*, c'est quoi ça?
- Oui, ça se passe dans un musée!
- Un musée? J'ai jamais mis les pieds là-dedans de ma vie! Pis j'suis loin d'être sûr que ça m'tente!»

Comme nous étions conscients du fait que cela était abstrait pour eux et que l'abstraction n'est pas la sphère où ils sont le plus à l'aise, former un groupe de «muséologues» relevait du défi. Nous avons donc usé d'imagination... Avec l'Écomusée, nous avons déterminé un thème rassembleur: la fête. Celle vécue dans l'enfance, celle qu'on vit aujourd'hui ou, encore, celle qu'on aimerait vivre. L'année précédant le projet, nous avons discuté de cette thématique à plusieurs reprises avec les participants et les participantes. Ce faisant, le jour où le projet leur fut présenté, ils avaient tous le sentiment d'avoir quelque chose à dire sur le sujet. C'est ainsi que cinq personnes se sont dites intéressées à plonger dans le vide. Victoire!

La chasse aux trésors

Nous sommes en janvier 2003. La date du vernissage est déjà arrêtée: le 11 juin. Ce qui nous donne cinq mois, pas un jour de plus... Les mardis matins: rencontres au sommet pour l'élaboration de l'expo. Après le travail intense, nous mangeons ensemble. C'est une occasion d'éclaircir, de façon informelle, ce qui n'a pas été compris, de sentir les insécurités et, ainsi, de réajuster le tir pour les prochaines fois. De plus, ce dîner peut, comme ça, vaguement, servir d'incitatif, les jours de grands froids, de pluie ou de vent. Quant aux après-midi, ils sont consacrés à la danse. Deux chorégraphes se sont joints à nous pour nous permettre d'expérimenter les principes de base du mouvement. Comme la danse et la fête vont souvent de pair, le lien se fait facilement! (Ce moment en sera un de détente et de plaisir tout au long du processus.) Pendant ce temps, le coordonnateur du projet pour le musée, François Voyer, et moi-même préparons scrupuleusement, après évaluation de la matinée, la rencontre suivante. Tout est passé au peigne fin pour s'assurer que chacun, chacune s'approprie réellement la

démarche; on parle ici de vulgarisation des concepts et de l'utilisation d'un vocabulaire accessible.

Puis, ils se rendent à une exposition afin de bien comprendre ce que signifient *faire une recherche ou créer une ambiance* et afin de se familiariser avec des éléments essentiels: photos, vitrines, mannequins, textes, vignettes, etc. Nous les faisons parler de leur conception d'un jour de fête. Ils choisissent ensuite un thème à développer: Henri Georges Paquette relate ses Noël d'enfant et le jour de son mariage; Sali Touré décrit les mariages dans son pays, la Côte d'Ivoire; Johanne Besner raconte ses souvenirs d'enfance au parc Lafontaine; Jean-Paul Chiasson partage sa passion de tous les jours, le vélo; et François Michaud raconte les moments de fête à l'Atelier des lettres. Chacun, chacune est ensuite invité à écrire un texte. Quelle belle situation d'écriture: «J'écris pour être lu! Je serai lu dans un musée, par des gens de partout!» Ils écrivent, réécrivent, corrigent, tapent, recorrigent... et ce, avec beaucoup d'efforts, de persévérance et de détermination. Après la naissance des textes, ils apportent des photos représentant leur thème. Ils vont également aux Archives nationales du Québec pour en trouver d'autres. Puis, ils cherchent des objets. Où peuvent-ils se les procurer? Nous les aidons à pêcher eux-mêmes leurs trésors.

Cela nous amène directement aux nuits d'insomnie de la formatrice qui est responsable du projet... et qui tient

Textes, objets, photos, c'est bien beau tout ça, mais comment faire pour que l'expo n'ait pas l'air d'un bazar ou d'une vente-débarras?

cette plume : textes, objets, photos, c'est bien beau tout ça, mais comment faire



pour que l'expo n'ait pas l'air d'un bazar ou d'une vente-débaras? C'est là que le concepteur visuel du musée, Éric Pellerin, est entré en scène. Il a élaboré un scénario d'exposition à présenter aux participants et aux participantes qui, après bien des questions, l'ont approuvé. Tel un magicien, il a su faire ressortir, d'un coup de baguette, toute la beauté et la richesse du matériel. On était loin des photos collées sur du *foamcore* des nuits de l'insomniaque...

À deux jours du vernissage, les participants et les participantes se retrouvent au musée pour placer eux-mêmes les objets en vitrine ou les préparer à l'accrochage. Comme il y a des objets de valeur prêtés par d'autres musées, ils travaillent munis de gants. Même si le concepteur visuel est là, ils sentent vraiment qu'ils ont leur mot à dire, que c'est leur exposition.

En vue du grand jour, nous élaborons une liste d'invitations. Puisque les ateliers d'alphabétisation sont terminés, nous avons très peur que les autres adultes de l'organisme ne viennent. Nous savons que peu parmi eux fréquentent les musées dans leur temps libre... Nous élaborons une stratégie de mobilisation qui portera fruit (publicité répétitive... à répétition). Finalement, au jour J, chacun a sa responsabilité: assemblage des documents à remettre à l'entrée, achat et préparation du buffet, accueil ou, encore, lecture du discours (composé par le groupe). Nous attendons une

soixantaine de personnes. Il en vient le double! Un franc succès, dépassant largement toutes nos attentes réunies. Enfin fini le stress de l'insomniaque...

Une expo sur la fierté, une expo sur la dignité

Ce vernissage que nous croyons être la finalité du projet est en quelque sorte le levier d'une seconde étape. Celle de la visibilité. Les participants et les participantes avaient été filmés pour la production d'une vidéo intégrée à l'exposition; c'est maintenant au tour des médias de les solliciter. Le soir de l'événement, tour à tour, ils accordent une entrevue à une télé communautaire. Plus tard, dans le courant de l'été, ils participeront à l'émission *Macadam Tribu* de la radio de Radio-Canada, donnant lieu à une émission très touchante².

À l'automne 2003, ils deviennent guides officiels pour les autres groupes d'alphabétisation populaire venus visiter l'exposition. Finalement, dans le cadre de la Semaine québécoise des adultes en formation, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du

Québec lance la 15^e édition de la présente revue à l'Écomusée, directement au cœur de l'exposition. Pour l'occasion, les participants et les participantes s'approchent à nouveau du micro et livrent leurs impressions sur l'aventure.

Cette visibilité signifie clairement pour eux «la reconnaissance», issue d'une prise de pouvoir de leur part. Ils se sont approprié un espace muséal afin de témoigner de leur propre vie. Des gens sont venus voir et lire ce qu'ils avaient à dire. Ils ont été entendus. Ce fut une occasion d'affirmation personnelle et sociale. En prenant ainsi la parole, ils ont vécu une expérience inoubliable.

Leur évaluation du projet? C'est simple, trois mots ressortent à l'unanimité: confiance, fierté et réussite. Je peux vous assurer que le soir du vernissage, l'Écomusée du fier monde portait franchement bien son nom. D'ailleurs, Jean-Paul l'a dit: «Mon nom était là. J'ai laissé ma marque!» Ce qui est loin d'être négligeable quand, pendant plus de 60 ans, on n'a eu qu'un X pour signer.



her

député...

ODANETTE, GHUNCHA, MÉLANIE ET LES AUTRES ONT TROUVÉ LES MOTS POUR TRADUIRE L'INQUIÉTUDE ET LE MÉCONTENTEMENT. POUR EXIGER DES SOLUTIONS. RÉCIT D'UNE PRISE DE PAROLE COLLECTIVE.

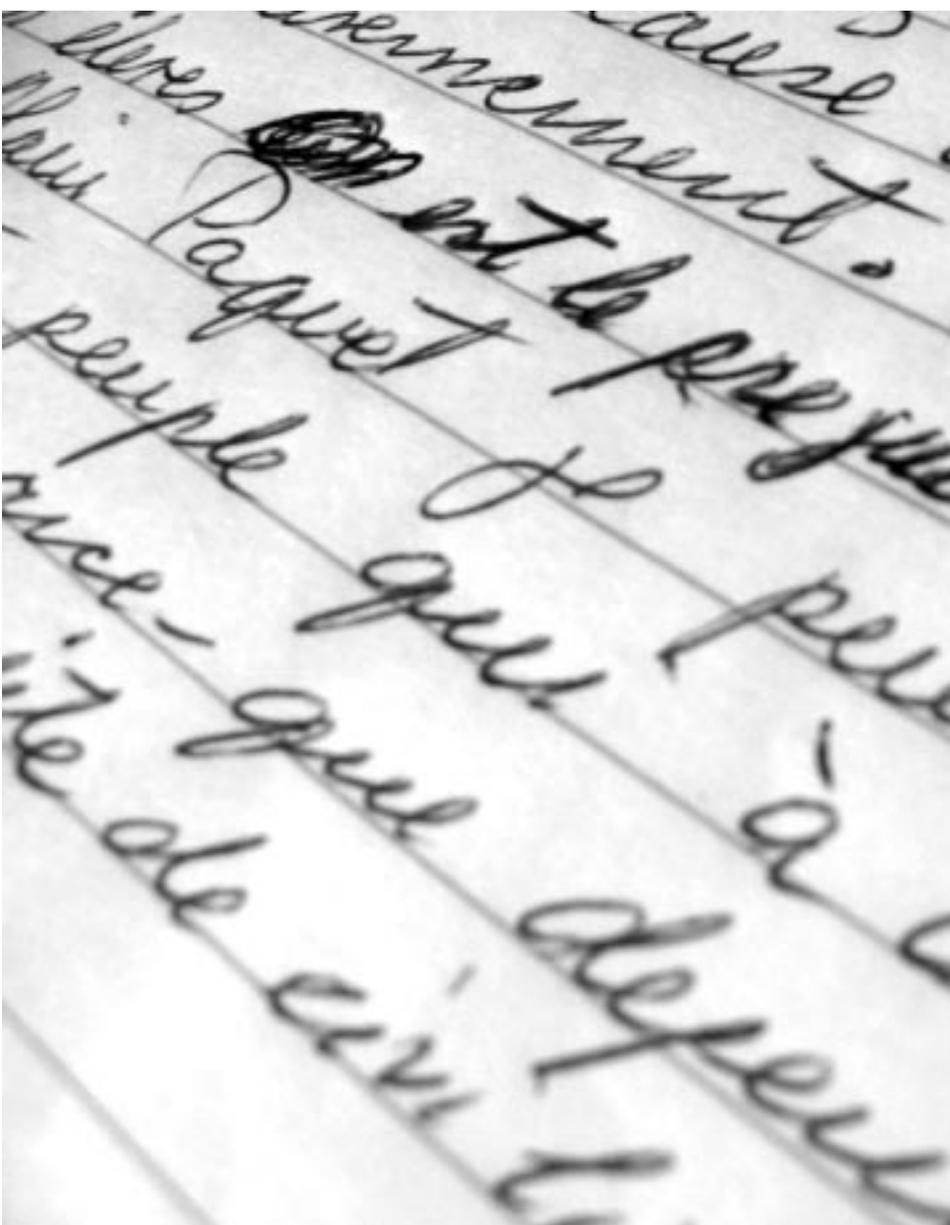
Alain Cyr,
coordonnateur, ainsi que des participants et des participantes de Groupe Alpha Laval, Odanette Bélizaire, Marc Dagenais, Olivia Delva, Mélanie Dubois, Laurent Gagnon, Yvonne Joseph, Brenda Kingsbury, Jean-Paul McGraw, Ghuncha Aji Mohamad, Josué Paul, Zoilà Román-Calle et Jenny Vézina

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti libéral et les ajustements nécessaires en découlant, d'importants retards surviennent dans l'émission des chèques de subvention du ministère de l'Éducation du Québec en septembre 2003. Nous avisons nos participants et nos participantes, au moyen d'un texte distribué dans tous les ateliers, de la situation, de nos problèmes de liquidité et du fait que cela pourrait nous empêcher de poursuivre nos activités. Le texte se termine par une invitation à trouver ensemble des solutions.

Il s'ensuit des discussions en atelier sur les inquiétudes des participants et des participantes, leurs préoccupations, l'actualité politique et l'analphabétisme. Bien vite, des idées d'action émergent telles qu'inviter ou aller voir les députés, leur écrire des lettres, signer une pétition et manifester. Les adultes de quatre ateliers choisissent de rédiger des lettres collectives et ceux de deux autres, des lettres individuelles.

Chacun, chacune est d'abord invité à donner ses idées pour les textes collectifs. Après les avoir notées au tableau, la formatrice formule des phrases avec les participants et les participantes. Elle pose des questions pour préciser un détail ou encore pour suggérer un ordre d'idées. Elle voit avec eux le ton à utiliser. Quand tout le monde est satisfait, un participant retranscrit la lettre au propre et tous la signent. Avec ceux et celles du niveau débutant, la démarche est un peu différente. La formatrice pose des questions pour savoir comment ils vivent la situation. Tour à tour, chacun, chacune exprime son opinion. La formatrice note les idées et les transcrit par la suite le plus fidèlement possible. Elle lit finalement le texte et s'assure que le contenu respecte les messages exprimés.

Avant de rédiger leur lettre individuelle, les adultes répondent aux questions suivantes: Pour quelles raisons les ateliers sont-ils importants? et Quel est l'impact du retard du chèque et du risque de fermeture de l'organisme? Une correction de texte en groupe et une correction personnelle terminent le processus.



Nous faisons ensuite parvenir les messages aux députés de Laval, car nos huit ateliers touchent quatre circonscriptions électorales, ainsi qu'à la ministre responsable de la région de Laval, Michelle Courchesne. Quelques jours plus tard, le député Alain Paquet et la ministre se disent intéressés à venir rencontrer les signataires des lettres.

Nous procédons à la nomination de délégués d'atelier qui assisteront à une rencontre de préparation. Deux questions figurent à l'ordre du jour: «Que veut-on dire aux députés?» et «Comment leur transmettre notre message?» Il est décidé de reprendre dans un texte les idées émises lors de la réunion, et un participant se propose d'agir comme porte-parole lors de la visite du député et de la ministre.

Le 24 novembre 2003, nous recevons nos élus pendant une heure. Le porte-parole lit le texte préparé en groupe. Visiblement touchés, M. Paquet et M^{me} Courchesne expriment le souhait d'en remettre une copie à leurs collègues ainsi qu'au premier ministre Charest. De plus, ils assurent que leurs attachés politiques se tiendront au courant des besoins exprimés.

Les participants et les participantes de Groupe Alpha Laval ont été enchantés par l'expérience. Ils ont donné leur opinion, fait valoir leur droit d'apprendre et ils ont réussi à sensibiliser les élus provinciaux à leur cause. Ensemble, ils ont réalisé un véritable exercice de participation citoyenne.

Laval, le 21 octobre 2003

M. Alain Paquet

Député de Laval-des-Rapides

- ♦ Je m'appelle Brenda Kingsburry. C'est pas juste que vous ne donniez pas l'argent pour nos cours. C'est nous autres qui souffrent pour que vous sauviez de l'argent. Le Bien-être social ne paie pas pour les gens qui commencent leur éducation à partir de zéro. Ils disent que ça coûterait trop cher [...]. Si nous autres on n'a pas d'alpha, on a rien... Il faut lire et écrire pour être dans la société. Il faut laisser notre école tranquille. On essaie de s'en sortir. On veut sortir du B.S., on veut aller plus loin dans la vie [...].
- ♦ Je m'appelle Ghuncha Aji Mohamad. Je veux prendre des cours pour lire et écrire pour m'aider à m'expliquer chez le médecin et pour beaucoup d'autres choses. C'est dur, si l'école ferme parce que vous ne donnez pas l'argent, qu'est-ce qu'on va faire? On va rester à la maison à rien faire?
- ♦ Je m'appelle Mélanie Dubois. Je viens ici pour apprendre, pour aider ma fille qui va à l'école. Je trouve ça plate que l'école va peut-être fermer. Ça me fâche.
- ♦ Je m'appelle Odanette Bélizaire. Je viens au Groupe Alpha Laval pour apprendre à lire et à écrire. Si l'école ferme parce que vous ne donnez pas les sous, c'est pas correct. Les cours, c'est pas tous les jours, c'est deux jours par semaine. Pourquoi vous ne donnez pas les sous? Je pense que le gouvernement a les moyens de payer. On a le droit à l'éducation nous aussi. Quand c'est le temps d'aller en élection, vous dites: «Bonjour, Madame [...] votez pour moi». Mais quand c'est le temps de donner les sous, on est moins important...
- ♦ Je m'appelle Olivia Delva. Si on a pas d'expérience en lecture et en écriture, c'est dur pour remplir des formulaires d'emploi. J'ai perdu mon emploi en 2002. Depuis ce temps, j'ai toujours cherché du travail. Je remplis des demandes d'emploi, je remplis des demandes d'emploi, je remplis des demandes d'emploi... Mais je ne trouve pas de travail parce que j'ai de la misère à lire et à écrire. Si le gouvernement ne donne pas les sous à notre organisme, je vais faire quoi?
- ♦ Je m'appelle Yvonne Joseph. Monsieur le député, il faut donner la chance aux gens qui ont de la difficulté à apprendre, s'il vous plaît. Quand tu fais plus que 2000 heures à la commission scolaire, le gouvernement ne paie plus. Au Groupe Alpha Laval, c'est pas comme ça. Si l'école ferme parce que vous ne versez pas l'argent, comment on va faire pour apprendre? Vous savez que les gens qui ne lisent pas et qui n'écrivent pas ne peuvent pas travailler?
- ♦ Je m'appelle Josué Paul. Je viens ici pour plus tard pour trouver un job parce qu'il faut lire au travail. Je suis patient et je vais attendre si vous fermez l'école parce que vous ne versez pas l'argent. Mais je suis un peu déçu et j'espère que ça n'arrêtera pas et que ça n'arrivera pas encore une autre fois.

Les gens rient de nous;
On se sent souvent abusé,
on a peur de se faire avoir.

Ça nous a souvent pris tout notre
petit change et notre courage pour
venir cogner à la porte de
Groupe Alpha Laval.

Mardi 14 octobre 2003

Messieurs Ministre
Alain Paquet

21-10-2003

Bonjour,

Mesieu le minittre.

Je suis Marc Dagenais du group alfa laval. Je suis un participant, j'ai débuté le group ALFA depuis 4 semaines par lementrimise de mes intèrvenent en centé mantal

Ce group pourai m'aïdé à mieu écrire pour avoir des chance comme tous les gence en emploua

Car accosse de ma maladie mental je nai pas pu me consacré à mes études qu'en j'aitès adollescent. Je voix le group alfa comme une cegonde chance d'apprendre pour mieu reusir dans la vie.

Marc Dagenais

Mes salutation distingués

Mardi 14 octobre 2003

Monsieur Ministre

Alain Paquet

Monsieur,

Moi, Zoilà Román-Calle je suis une immigrante que j'ai habite au laval et je commencé le cours d'alphabétization avec beaucoup d'enthousiame parce-que je pense si je vas à melleure ma langue française je pourrais trouve un bon travail.

Mais je trouve avec tríztese que se va arreter le service à cause de question de financement du Gouvernement, en plus le retard que nous les élèves on est le prejudiciares.

Monsieur Ministre Alain Paquet je pense que l'éducation de votre peuple qui à des besoin très importante parce-que dépend de la amellioration de qualite de civilization est de votre responsabilite.

On esperons d'avoir de solution le plus vite possible dépendent de votre grand effort personnel.

Nous les remercions beaucoup

Zoilà Román-Calle

M. Alain Paquet,

Nous sommes le groupe du mardi soir. Nous vous écrivons pour vous donner notre opinion sur les retards de paiement de votre gouvernement.

Nous n'avons pas corrigé nos lettres pour que vous voyez que nous avons besoin de nos ateliers d'alpha. Vous ne le savez peut-être pas, mais il y a beaucoup de gens qui ont de la misère à lire et à écrire... On veut que vous vous en rendiez compte.

Bonne lecture!

À M. Paquet

je suis mme Jenny Vézina

je suis des cours à Groupe Alpha Laval

je veux continuer à étudier avec Alpha Laval Je suis bien commance. Je fais beaucoup de farce J'ai un problème cardiaque.

Je n'onté au 3e à tige Je espère que vous pouvez faire un gros effort pour moi

SVP de Jenny Vézina

M. Paquet

Je suis M. Jean-Paul McGraw Je suis tes cours au Groupe alpha Laval Je viens apprendre à lire et à écrire Pour lire le Journal de Montréal et écrire une lettre à ma famille et je pourrai lire les factes et ma compagnie Pouvez-vous déposer l'agent SVP

Jean-Paul McGraw

Laval, le 24 novembre 2003

Rencontre avec Michelle Courchesne, députée du comté de Fabre, responsable de la région de Laval et ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, et Alain Paquet, député de Laval-des-Rapides et président de la Commission des finances publiques.

Bonjour, mon nom est Laurent Gagnon et je suis aujourd'hui le porte-parole des participants et des participantes de Groupe Alpha Laval.

Conséquences et difficultés vécues par les personnes qui ne sont pas à l'aise avec la lecture et l'écriture:

- ♦ Les gens rient de nous;
- ♦ C'est difficile de compléter les formulaires;
- ♦ C'est difficile d'utiliser un guichet automatique;
- ♦ C'est pas facile de comprendre les documents officiels et les papiers du gouvernement;
- ♦ Pour beaucoup de personnes, c'est pas facile d'aller voter;
- ♦ On se sent dépendant pour beaucoup d'activités;
- ♦ On se sent souvent humilié dans toutes sortes d'occasions;
- ♦ On se sent souvent abusé, on a peur de se faire avoir.

Devant notre réalité, vous comprendrez peut-être plus facilement les conséquences sur nos vies du retard ou des coupures dans les subventions.

Pour nous, cette menace de perdre des services importants et essentiels a été vécue très durement et on tenait à vous le dire.

D'abord, il y a eu:

- ♦ Beaucoup de stress;
- ♦ Beaucoup de soucis et de frustration;
- ♦ Du découragement.

Et pour certains, jusqu'au point de vouloir tout lâcher, mais aussi de la colère et de la déception parce qu'on vous a entendu répéter très souvent durant la campagne électorale: « Nous sommes prêts! », et ça c'était une belle occasion de le montrer.

Ça nous a souvent pris tout notre petit change et notre courage pour venir cogner à la porte de Groupe Alpha Laval et, surtout, faire confiance. Des événements comme ceux-là, ça nous amène à tout remettre en question, ça nous amène aussi à penser qu'on va tout perdre. Dans ce temps-là, on s'imagine qu'il faudra recommencer à zéro... on ne veut pas faire pleurer personne, mais la détresse était pas bien bien loin.

Maintenant qu'on vous a exprimé clairement ce qu'on vit à tous les jours et ce que le retard de la subvention a provoqué, on souhaiterait vous dire les raisons pour lesquelles on veut garder nos ateliers avec Groupe Alpha Laval.

D'abord:

- ♦ parce qu'on apprend à lire et à écrire;
- ♦ pour avoir des outils pour avancer;
- ♦ pour développer notre autonomie et être plus indépendants;
- ♦ pour l'accompagnement dont on a souvent de besoin;
- ♦ pour les amis qu'on s'y fait et surtout pour ne pas se sentir seul à vivre tous ces problèmes;
- ♦ parce que dans un petit groupe on apprend à notre rythme sans la « limite d'heures » comme dans les écoles et on n'a pas peur non plus d'être jugé;
- ♦ parce que ça nous aide à mieux comprendre les devoirs des enfants;
- ♦ parce que c'est aussi bon pour la santé morale de ne pas être seul, de se sentir meilleur et d'apprendre à être fier de ce qu'on réussit;
- ♦ parce que ça nous permet d'améliorer notre français et de mieux dire ce qu'on pense;
- ♦ parce que les ateliers sont proches de chez nous et que c'est beaucoup plus facile comme ça.

En terminant, on aimerait savoir si on va être obligé de se battre comme ça à chaque année pour avoir la subvention et surtout avoir le droit nous aussi d'apprendre... MERCI!

Histoires inventées

IL ÉTAIT UNE FOIS DES FAUVES AU CŒUR FONDANT, DES CRÉATURES INQUIÉTANTES, DES DRAGONS QUI CRACHAIENT DU CHOCOLAT, DES AGENTS SECRETS QUI RÉVAIENT EN SECRET DE BERGER LEURS BÉBÉS...

DES PARTICIPANTES DU TOUR DE LIRE NOUS RACONTENT DES HISTOIRES.

Josée Vézina,
formatrice, ainsi que des participantes du Tour de lire,
Annie Beauchesne, Chantal Pinel, Isabelle Roberge,
Lisette Roussel et Jeanne Roy

L'atelier de création littéraire du Tour de lire permet aux participants et aux participantes de développer leur créativité par l'appropriation de différentes formes écrites (la fiction, le journal intime, la correspondance, la chanson, la poésie et la bande dessinée).

Cette année, nous avons choisi d'imaginer un personnage et d'entrer dans l'univers fabuleux et mystérieux de la fiction. Le but de l'exercice était de parvenir à inventer une courte histoire.

Tous et toutes ont la capacité de créer. Il suffit de trouver... la place pour rêver. Trouver les mots, des mots merveilleux qui s'amalgament afin de composer une histoire.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Même s'ils ont accepté avec enthousiasme de relever le défi, les adultes de l'atelier, qui traversent souvent des moments difficiles et doivent subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, s'interdisent souvent de rêver. Laisser tomber le rationnel, le connu pour l'imaginaire demande une certaine confiance en soi. Accepter que les autres jugent de notre capacité à créer, à émettre et à recevoir des commentaires tout en étant novice demande un certain travail que tous et toutes ont accepté de fournir.

Il était une fois...

Avant d'être capable d'écrire une histoire, il faut en découvrir les éléments essentiels, les règles et, surtout, savoir comment le texte se construit.

La fiction, c'était plutôt abstrait pour plusieurs ! Il faut inventer ? On part de quoi ? À quoi notre personnage peut-il ressembler ? A-t-il du poil, des plumes ? Est-ce un inconnu qui se promène sur la rue Ontario ?

Les adultes qui traversent souvent des moments difficiles et doivent subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, s'interdisent souvent de rêver.

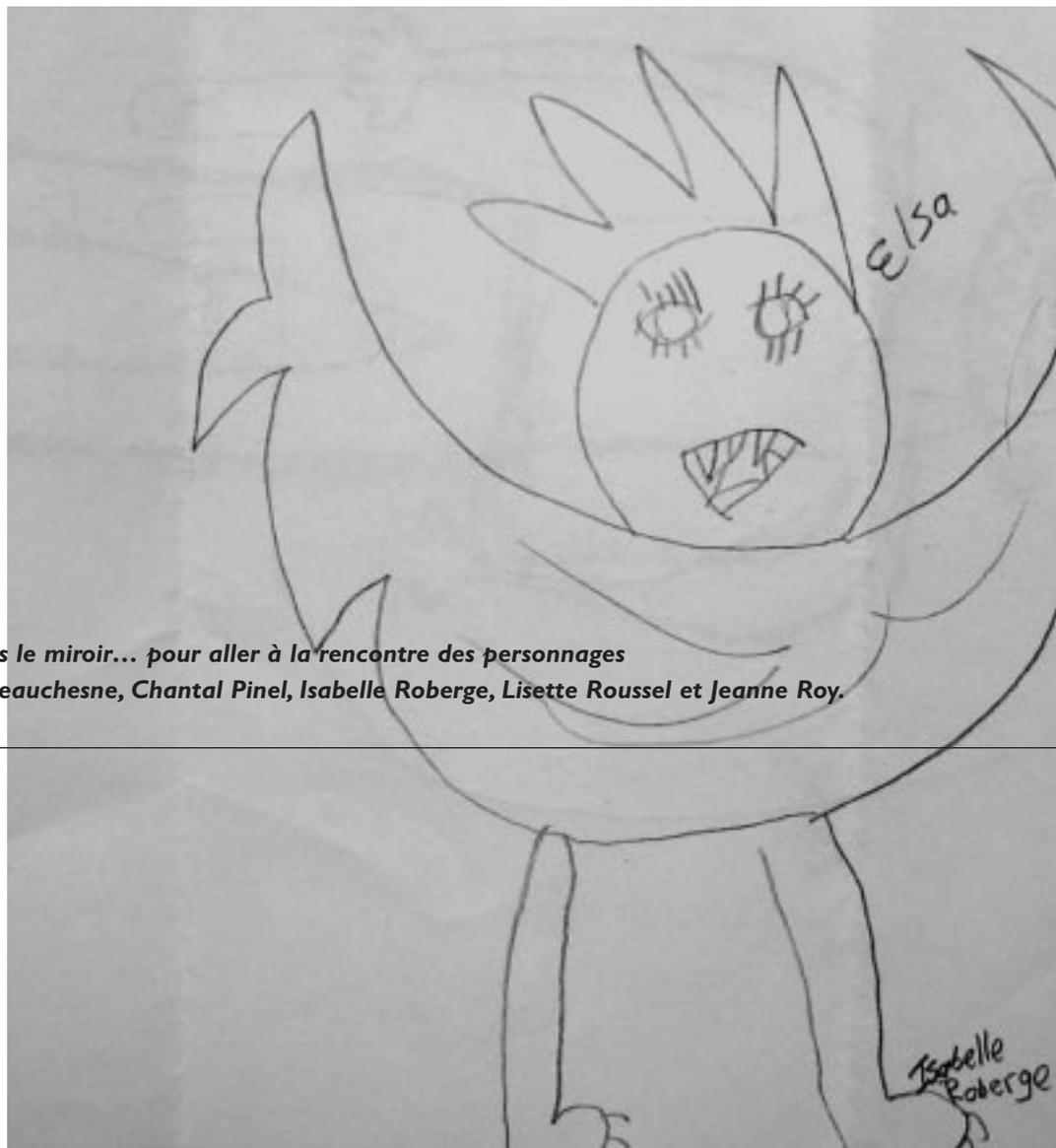
Les participants et les participantes ont trouvé un nom à leur personnage en mélangeant les voyelles et les consonnes de leur prénom. Ensuite, ils ont établi ses caractéristiques physiques et les grandes lignes de son vécu. Pour être en mesure de nommer ses émotions, ils ont étudié un répertoire de sentiments «satisfaisants» et «non satisfaisants». Puis, ils ont écrit un résumé de leur histoire. Tâche difficile, car certains avaient déjà commencé à écrire un texte, plein d'humour, de passion et d'aventures, certes, mais souvent sans queue ni tête; il leur a fallu recommencer. Enfin, la dernière étape, avant la rédaction comme telle, a consisté à élaborer un plan.

Pour être en mesure de bien comprendre la construction d'un plan, les participants et les participantes ont analysé une histoire d'une trentaine de pages. Ils ont étudié les intentions de l'auteur, trouvé les caractéristiques du personnage principal et des personnages secondaires. Puis, ils ont résumé le livre, trouvé l'idée principale de chaque chapitre et défini la trame.

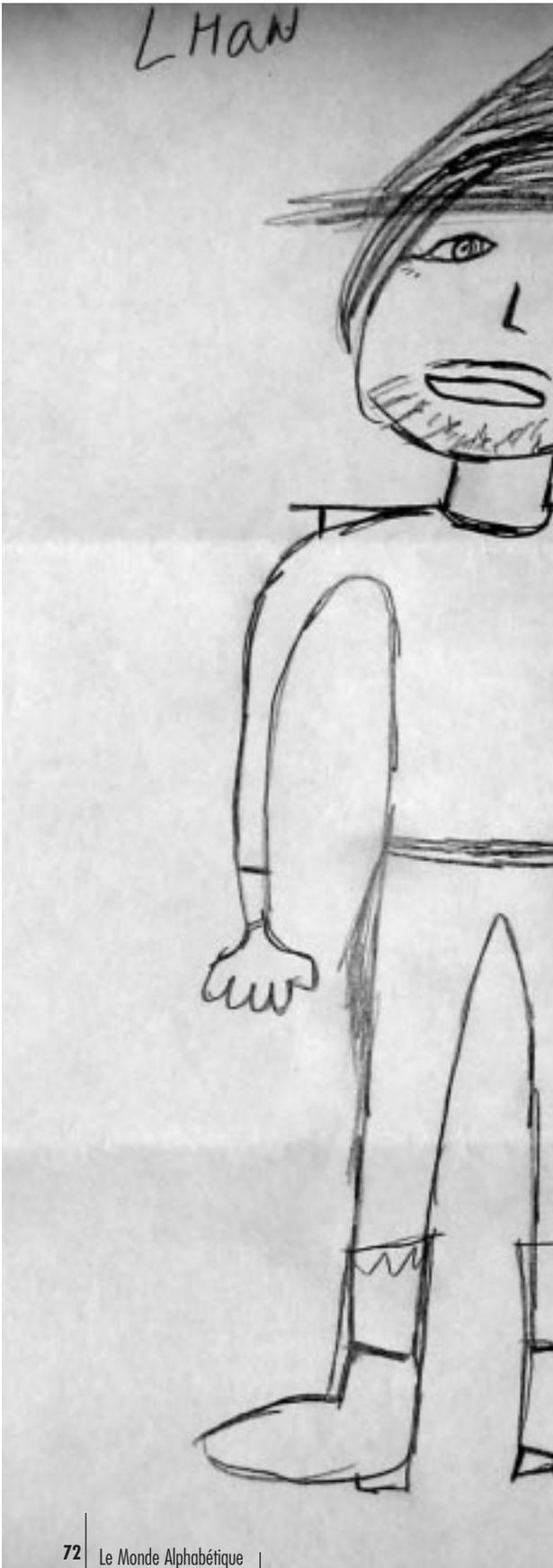
Ne manquez pas le prochain épisode!

Au moment où ces lignes seront publiées, il restera encore du travail à faire. Comprendre ce qu'est un dialogue, une action, découvrir les différents styles de narration... Et se lancer dans l'aventure de l'écriture. Comme chacun, chacune travaille à un rythme différent, et que le projet se poursuit en parallèle avec d'autres formes d'apprentissages, nous espérons que quelques-uns auront tout de même terminé leur histoire pour la fin de l'année, sinon ce sera plus tard. Au Tour de lire, le processus est tout aussi important que les résultats.

Traversons le miroir... pour aller à la rencontre des personnages d'Annie Beauchesne, Chantal Pinel, Isabelle Roberge, Lisette Roussel et Jeanne Roy.



Lhan, le personnage de Chantal



Sexe:	Mâle
Âge :	28 ans
Ce dont il a l'air:	D'un jeune homme stupide mais gentil il est agressif mais pas souvent il est plutôt tranquille mais pas tros mais assez
Vêtements:	Il s'habille chic avec ses parent mais à l'extérieur il s'habille comme il lui dit mais surtout sa dépend où il va en mission.
Cheveux:	Noir
Yeux:	Noisette
Grandeur:	5' 10"
Peau:	Blanc
Apparence:	Renfermer mais décontracter
L'endroit où il vit:	Dans les montagnes proche d'une ville ou il travail
Ce qu'il aime:	Il a beaucoup de chose qui aime mais en particulier se son les femme mais il est très discret dans sont entourage parce que le monde pence quil est au homme.
Ce qu'il n'aime pas:	Se faire insulter et être menteur, les hauteur les chat et surtout prendre le train et le bateau. Pour tent il va prendre le train plus souvent que le bateaux.
Ce qu'il fait dans la vie:	Il travail pour le gouvernement comme agent secret spécioux il est etudiant pour toutes les fleur bizard et oussi il est professeur de science bizard pour le gouvernement à deux place.
Passe-temps:	La chasse, faire du cheval, le criquet, les marche, les restaurent
Époque:	1930
Journée préférée:	Le lundi
Nourriture:	Italien, grec, portugal
Transport:	Train, bateau, cheval Le moyen de transport le plusouvent quil prend se le cheval
Rêves:	Il aimerait avoir des enfant mais il travail tros.
But:	Il aimerait que son père sois fière de lui mais il à un tic il ne supporte pas son père parce quil la traie.
Véçu:	Il à fait toute sorte de voyage très bizard.

UN RESUME DE L'HISTOIRE

Première version

C'est l'histoire d'un homme qui travaille avec le gouvernement sur des chose étrange. Que lui oussi il a vécu durent sont enfance, et c'est pour ça qu'il a contunuer plus vieux. Il aimerai en savoir plus pourquoi lui et pas ses copain à l'époque que ses arriver. Mais ce qui ne ses pas ces qu'il a un secret que ses grand-parent garde meme pas ses parent ne le ses.

- Lhan:** Il vien d'avoir 6 ans et Lhan va à l'école il est arriver une chose bizzard à l'école C'est la première école ou il on instale une cloture autour de l'école (Mouchna).
- Le prof:** Lhan S.V.P. veut tu mètre tes livre dans ton sac la cloche va sonnée bientôt.
- Lhan:** Je ne trouve pas mon livre de français.
- La cloche:** La cloche sonne et toule monde sort de la classe sauf Lhan il veut trouver son livre. Le prof lui dit tu le trouvera demain.
- Lhan:** Lhan écoute le prof va (s'habiler).
- Les élève:** Tous les élèves sont (habiler) il sont presque tous habiler ils sont partie il ne reste plus personne dans la cours d'école.
- Lhan:** Lhan est le dernier à sortir d'école il sort par la porte ou il rentre à tous les jours, il vien pour sortir de la cour d'école, il ne trouve plus la porte il cour tout ou tour de la cours il ne trouve pas la porte, il pleure, il à froid il à fain et il veut rentré chez lui mai il ne peux pas il descide de sassoir sur les marche de la cour d'école.
- Yong:** Yong vien cherche sont frère il le vois assi s ur les escalier de l'école et il le voie pleurer il se demende ce quil ses passer.
- Lhan:** Lhan ne dit pas un mot de l'école à chez lui.
- Lhan:** Il à eu t'élément peur qu'il na pas parle durent une semaine et s'est pour cela que de puis qu'il cherche tous ce qui est bizzard.

Quatrième version

C'est l'histoire d'un jeune homme qui essaye de découvrir pourquoi il lui arrive toute sorte de chose bizzard de puit l'age de deux ans. Il décide d'aller travailler au Gouvernement comme agent. De puit quelque temps qu'il est agent régulier. Une journée son supérieur lui propose de devenir agent secret spécieux et il accepte aussi tôt. Apres avoir accepter sa première mission très difficile il éprouve certaine problème de sente spycologique. Suite a son probleme il décide de consulte un spécialiste. Il découvre qu'il à un pouvoir transmie de génération en génération.

Le plan

- Chapitre 1:** Lhan parle avec son pere. Il décide d'aller travaille pour le gouvernement et il décide damener son chien.
- Chapitre 2:** Lhan arrive au gouvernement il sera agent régulier et il se fait avertir de ne pas amener son chien.
- Chapitre 3:** Raconte a son chien sa jeunesse de ses chose bizzard.
- Chapitre 4:** Il raconte quelques mission et la mission du chien noir.
- Chapitre 5:** Entretien avec son supérieur pour sa promotion comme agent spécial- Co-équipier (chien)
- Chapitre 6:** Le retour de sa première mission. Les difficulter de sa première mission spycologiquement.
- Chapitre 7:** Consultation du spécialiste. La décision de consulter un spécialiste.
- Chapitre 8:** La découverte de sont pouvoir il découvre un secret d'une génération

Elsa, le personnage d'Isabelle

Ses caractéristiques

Une amie imaginaire

Je m'appelle Elsa

Je suis immortelle

Je porte des écailles

Mes cheveux sont des piques de couleur Azur

J'ai les yeux de couleur framboise

Je suis énorme

Mon apparence, je suis un gragon; je suis composé de griffes de lion, d'ailes de vampire, un corps de chien, une queue de serpent. Je crache du champagne.

J'habite dans un cratère sur le côté sombre de la lune. Où je vie il y a aucune peur et je suis tranquille et heurssé.

Ce que j'aime pas: c'est quand je vais sur la terre et que j'aperçois qui a une fête dans une maison, et qui a toujours un humain avec une drôle de machine qui arrive pour m'empêcher de cracher du champagne. Pour que les pauvres fête comme de fous et je n'aime pas quand mon mari ne m'accompagne pas.

Ce que j'aime: ces de faire la fête avec les humains pauvres car ils sont reconnaissants et ils me donnent de l'amour et des croustilles au fromages. J'aime aussi arroser les humains qu'ils appelle policiers ça m'amuse. J'aime aussi quand ma fille m'accompagne sur la terre mais mon mari ce qu'il aime surtout c'est noyer les humain qui sont dans les quartiers riches.

Mon passé: je suis née le 4 mai 1582

Je suis la cadette de 7 enfants. A cause de ma condition, j'ai été souvent oublié, mes frères et mes sœurs mon souvent agacés parce que je n'étais pas comme eux. Je passais mon temps avec ma mère parce que mon père n'avait pas le temps de jouer avec moi; il apprenait à mes frères et sœurs à aller sur la terre. Pour ne pas mes sentir seule, je jouais avec ma mère pendant qu'ils étaient partis. A l'âge de 7 ans j'ai raconté mon mari.

UN RESUME DE L'HISTOIRE

IDÉES

- Armée russe = détecte la famille de dragon extra-terrestre
- Visite la plus haute montagne au Canada = Rocheuses

Le plan

- Chapitre 1 :** Fête sur la terre.
- Chapitre 2 :** Reviennent sur la lune ils discutent que l'armée se doute qu'ils vivent sur la lune (famille).
- Chapitre 3 :** Ils font leurs valises et ils font leurs première tentative sur la terre (montagne).
- Chapitre 4 :** Ils rencontrent un famille humaine (fête).
- Chapitre 5 :** Ils ont trop froid dans les rocheuses. Ils partent vers un autre pays. (à choisir) (autre aventures).
- Chapitre 6 :** Ils nous font visiter un autre pays.
- Chapitre 7 :** Un autre pays.
- Chapitre 8 :** Ils decident en fin de compte de retour dans les rocheuses (vive avec leurs ami(e)s).

C'est l'histoire d'une famille de dragons.

Ils vis sur la côtéée sombre de la lune.

Ils rêvent d'avoir une grande grotte sur la terre parce que ils ce sentent serrer.

Depuis six ans, ils ce sentent menaser,

car ils pensent que l'armée russe les ont

détecte, et ils nous prend pour des extra-terrestes

Chapitre 1

- Zénon ! Arrête d'éternuer ! tu mets le feu au sapin de Noël
- Mais maman je ni peux rien !
- Zip ne va pas éteindre le feu !
- Mais pour quoi ?
- Parce que tu vas l'empirer. Tu te rappelles pas que tu craches du champagne idiot !

Les enfants! arrêté immédiatement vous paniquez pour-rien je crache de l'eau je vais éteindre le feu et Zéra va vous sortir de la maison. Je vais vous rejoindre dans dix minutes.

- Zéra! crache 12 morceaux de chocolats pour les enfants ça va les calmer.
- Oui maman!

Enfin! j'ai eiteint le feu et tous les terriens son en vie. C'est la première fois qu'une famille de dragon massacre une fête sur la terre!

- Zip, Zénon, Zéra nous retounons sur la lune! la fête est fini capoute!

Vu que j'ai des ails je voudrai me trouver une grote, au Canada, mais une belle journée j'ai desidé de venire sur terre. Pour chècher une grotte.

Elsa desidé d'allé sur la terre pour chercher une grote au Canada a n'ariven il neiger. Else dis Ha! qu'il fait méchant dehors!

Abelle
Roberge

Lianne, le personnage d'Annie

Ses caractéristiques

Sexe:	Féminin
Âge :	15 ans
Vêtements:	Faite de poils
Peau:	Bien punne
Cheveux:	Grinière brune
Yeux:	Grand yeux brun
Grandeur:	2,60 m environ
Statut social:	Célibatère
Famille:	Une grand famille de 5 sœur et 3 frère
L'endroit où il vit:	Dans la jungle
Ce qu'il aime:	De courire dans la grande foret
Ce qu'il n'aime pas:	Quinaper par le humain, les piège
Ce qu'il fait dans la vie:	De courire
Passe-temps:	Aller voir des dance dans le village
Époque:	1981
Journée préférée:	Les journé chaude pour alle dans la forêt
Rêves:	Avoir une grande famille
Nourriture:	De la viande fraîche
Transport:	Ses patte

UN RESUME DE L'HISTOIRE

Il étai une fois une petite Lionne qui sapelai Lianne et abitai avec ses parent sa sœur et son frère. Lianne avai une belle Grinière Brunne et des grand yeux brun et de grand poilles bien foncé et n'avai que 15 ans. Et un jour ses parents déménage dans une plus grosse forêt et la maman de Lianne voulai saprocher de ma grand mère qui étai beaucoup malade. Le jour arrive sa faisai que 1 mois que Lianne étai déménagé elle avai rencontré une lionne qui ce nomai Agata et un beaux jour pour ca fête de ses 16 ans. Agata invitai Lianne pour fêter son aniverser. Agata l'invitai a dormir chez eu et Lianne accepta. Le vendredi elle alai couché chez Agata sa grande amie. Le samedi soir Agata die a Lianne vien je vait te présenter mon grand amoureux et il va avoir un gran lion avec Simbade.

Lianne accepta on va aller voir le coucher de soleil sur le bor de la falaise. Et ses la que la vie de Lianne va changer elle rencontra le beaux grand Lion qui ce nomai Dédé et la les deux lion invitai les deux Lionne aller voir un grand sepctaque dans le village et les deux lionne alai et aprais le sepctaque Dédé invita Lianne. aller chacher les animeau dans la grande foret verte. Lianne demandai a Agata et Simbade et Agata die non Lianne nous allon rèster ici et Lianne die OK et il partai pour la chache. Et le soir arivai Dédé demendai a Lianne si elle voulai dormir chez eu et elle acceptai...

Une petite indienne, le personnage de Lisette**Ses caractéristiques**

Sexe:	Féminin
Âge:	21 ans
Vêtements:	Robe à moitié jembre avec franche
Peau:	Brunatre
Cheveux:	Long trecais noir foncé
Yeux:	D'or
Grandeur:	6 pieds
Famille:	Amair indiens Amérindiens
L'endroit où il vit:	Un tepee décoré
Ce qu'il aime:	Les maris indiens, pêcher les poissons, phoques, requins, baleines, morses et des coquillages
Ce qu'il fait dans la vie:	Mocassins raquette de neige des couvertures, des poteries et des bijoux en coquillages
Passe-temps:	Les indiens chassent et font des canoés avec du bouleau, capteur de rêve
Époque:	En 1450
Journée préférée:	Aucune journée
Nourriture:	Poissons
Transport:	Un cheval pur-sang

UN RESUME DE L'HISTOIRE

Une petite indienne qui s'appellait Lis. C'était une très jolie femme âgée de 21 ans. Elle portait une belle robe beige à moitié jembre avec franche. Elle a la peau brunatre et les cheveux long traicais noir foncés les yeux de couleur d'or. Elle mesurait 6 pieds. Sa famille et amair indiennes. Elle vit dans une tente qu'on appelle un tepee décoré. Il le fabrique avec de la peau de bisons. Les hommes indiens aiment bien aller avec leur canoës pêcher du poisson, phoques, requins, baleines, morses et de coquillages. Les maris indiens aiment bien l'aigle pour capturer les plumes pour se faire une parure de guerre. Ce que je fait dans la vie des mocassin raquette de neige, des couvertures, des poteries et des bijoux en coquillages. Leur passe-temps les indiens fait la chasse et fait des canoës avec du bouleau ou du cèdre. Il n'y a aucune journée préférée pour les indiens. Elle fait beaucoup de capteur de rêve. Son époque de Lis est en 1450. Son mets préférés et les poissons. Le moyen de transport un beau cheval de couleur d'or et argenter pur-sang.

Une petite indienne, le personnage de Lisette**Ses caractéristiques**

Sexe:	Féminin
Âge:	25 ans
Vêtements:	Forme de coquillage de toutes les couleurs
Peau:	Brune
Cheveux:	Longs bouclés rouges
Yeux:	Bleus
Grandeur:	Aucun
Statut social:	Célébataire
Famille:	Aucun
L'endroit où il vit:	Dans l'océan
Ce qu'il aime:	Elle aime se baigner, faire bronzer, cueillir des fleurs
Ce qu'il n'aime pas:	Le requin
Ce qu'il fait dans la vie:	Elle se promène dans l'océan
Passe-temps:	S'assoit sur un rocher, cueille des fleurs
Époque:	2000
Journée préférée:	Sa queue se transforme à des belles jambes
Rêves:	Se marier un jour
Nourriture:	Des algues, des petits poissons
Transport:	Promène dans l'océan

UN RESUME DE L'HISTOIRE

Une petite sirène qui s'appellait Anne. C'était une très belle femme âgée de 25 ans. Elle avait la peau brune, les yeux bleus, et aussi les cheveux longs bouclés. Son corps en forme de coquillage s'illuminait de toutes les couleurs. Un jour elle s'assoit sur un rocher pour prendre du soleil et peigner ses beaux cheveux longs bouclés. Tout à coup elle décide d'aller dans l'eau parce qu'elle a chaud. En se baignant elle est surprise par un gros requin qui veut la manger. Elle ne peut pas rentrer chez elle. Elle s'écrit « au secours » « à l'aide » il y a quelqu'un qui veut m'aider? Elle aperçoit une pieuvre qui vient à son aide. La pieuvre donne des coups de pattes au requin. La petite sirène est soulagée. Elle remercie la pieuvre.

Une semaine dans un camion-école

DEPUIS TOUJOURS, LES TZIGANES DÉTESTENT L'ÉCOLE. MAINTENANT QUE LA FRANCE CHERCHE À L'ADAPTER À LEUR MODE DE VIE ET À LEURS BESOINS, IL POURRAIT EN ÊTRE TOUT AUTREMENT.

Pierrette Pointel,
enseignante à la retraite et formatrice
bénévole, France

Une école dans un camion? Cela existe. Il y en a même 35 en France, réparties dans 14 départements. Chaque camion est appelé AMS (Antenne mobile scolaire). Pourquoi une école dans un camion ? Pour se rendre là où sont les élèves : les enfants tziganes ou gitans, ou les gens du voyage comme ils se nomment eux-mêmes, car ils se déplacent sans cesse et vivent dans des caravanes.

Les gens du voyage, comme tous les Français, sont obligés de fréquenter l'école de l'âge de 6 ans à 16 ans. Autrefois, du temps des voitures à cheval, les tziganes allaient deux ou trois jours dans une école, ici ou là, au gré des déplacements, mais sans apprendre grand-chose, car ils se retrouvaient au fond de la classe à faire des dessins.

Sur les 250000 tziganes en France (25000 seulement en région parisienne), 70 à 90% des adultes sont analphabètes et 50% des enfants n'ont jamais été scolarisés.

Cette situation est due en grande partie aux difficultés de stationnement: on trouve à peine 500 places aménagées pour 3000 caravanes en région parisienne. Ceux qui n'ont pas de place font alors du stationnement «sauvage» pendant deux ou trois semaines, rarement plus, car dès qu'ils sont menacés d'expulsion, ils préfèrent partir. Pourtant, depuis 1970, la loi oblige les communes de plus de 5000 habitants à aménager un minimum de 5 places de stationnement (soit 1 place pour 1000 habitants). Non seulement on n'en tient pas compte, mais les maires des communes font même souvent tout pour supprimer le stationnement «sauvage»: remblais avec enrochement, fossés, clôtures... Il faut dire qu'après le passage des gens du voyage il faut remettre les terrains en état: évacuer les sacs-poubelles et les détritiques de toutes sortes. En outre, comme il n'y a pas de sanitaires, les besoins naturels sont faits en pleine nature. L'électricité est volée (on se branche sur les poteaux électriques de l'éclairage public) et l'eau, tirée des bornes à incendie. Pour ces diverses raisons, les *gadjs* (les sédentaires) n'aiment pas beaucoup les gens du voyage qu'ils considèrent comme des profiteurs puisqu'ils reçoivent le RMI

(Revenu minimum d'insertion) et ne payent pas d'impôts. Pourtant, avec les métiers traditionnels tels que le rempaillage de chaises, la vannerie ou la récupération de ferraille qui disparaissent peu à peu, le RMI, permettant à peine de vivre, constitue leur seule ressource.

Régulièrement, on lit dans la presse ou on entend à la télévision que des tziganes sont impliqués dans des trafics de voitures, des vols de meubles et d'objets d'art dans les châteaux pour le compte d'antiquaires peu scrupuleux. Mais ce n'est pas le cas de tous; la plupart d'entre eux gagnent correctement leur vie.

Dans les années 70, plusieurs associations prennent conscience de la nécessité d'alphabétiser les tziganes. L'ASET (Association pour l'aide à la scolarisation des enfants tziganes), fondée en 1969, offre d'abord un soutien scolaire pour des gens du voyage sédentarisés, mais vivant toujours en caravanes. Puis en 1982, les premiers camions-écoles sont mis en service avec l'accord de l'Inspection d'académie (dépendant du ministère de l'Éducation nationale) et à l'initiative de cinq frères de l'école chrétienne. En 1990, avec 10000 frères présents dans le monde entier, l'UNESCO lui accorde le prix NOMA d'alphabétisation.

L'école traditionnelle est mal perçue par les parents tziganes, qui la jugent peu utile, et par les enfants, qui ne peuvent s'adapter à ses horaires et à l'autorité d'un maître alors qu'ils ont l'habitude de circuler librement sans recevoir d'ordres des parents. Mais les camions-écoles, c'est un peu comme les caravanes. Maintenant, les élèves de la seconde génération y sont scolarisés dès l'âge de 4 ou 5 ans. En général, les filles étudient jusqu'à 16 ans, alors que les garçons font

L'école traditionnelle est mal perçue par les parents tziganes, qui la jugent peu utile, et par les enfants, qui ne peuvent s'adapter à ses horaires et à l'autorité d'un maître alors qu'ils ont l'habitude de circuler librement

avec leur père de la mécanique ou de la récupération de ferraille dès l'âge de 12 ans.

Vivre avec les tziganes

Lundi, 9h15. Arrivée au parc de stationnement d'une usine désaffectée. Les enfants accourent près des camions. Ils sont contents et nous saluent: «Bonjour, Annick; Bonjour, Michèle; Bonjour, Pierrette.» Ils nous parlent, et certains petits nous font des bisous. Comme on s'inquiète de quelques absences, les enfants répondent: «I dormons encore» (formule que nous ne parvenons pas à corriger). Il faut aller frapper aux portes des caravanes pour réveiller les retardataires. Les tziganes ouvrent, la peur dans le regard, habitués qu'ils sont à être délogés par la police... Ne jamais non plus prononcer le mot camp devant eux: il leur rappelle le génocide tzigane de la Deuxième Guerre mondiale.

Vers 9h30, les enfants sont installés dans un des camions aménagés en classe. Je dis un petit mot à chacun, à chacune, et le travail commence. Je lis un très bel album illustré, *Arc-en-Ciel, le plus beau des poissons*. Avant de tourner une page, j'invite les enfants à parler, à raconter ce qu'ils voient sur une page. Au début, ils sont timides, mais finissent par s'exprimer, et ils sont déçus quand

j'annonce la suite pour demain. Puis je leur dis: «Levez-vous, les garçons d'un côté et les filles de l'autre. Bien! Il y a combien de filles? de garçons?» «Maintenant, les bruns à droite, les blonds à gauche». Et l'on compte et l'on compare: il y a plus de garçons que de filles, plus de bruns que de blonds. «Retournez à vos places. Écrivez votre nom sur les ardoises effaçables puis, sur votre fiche, repassez le feutre sur les lettres de votre nom. Enfin, dessinez les écailles du poisson.» Mais j'entends la porte qui s'ouvre: Dylan en profite pour sortir. Il revient 10 minutes plus tard après avoir mangé. Sa mère ne l'a pas obligé à se nourrir avant, car l'enfant tzigane est roi et il fait ce qu'il veut quand il veut. Une maman m'apporte un café que j'accepte chaleureusement, car il n'est pas question de refuser. La matinée se poursuit avec une comptine sur le poisson, le repérage et «l'écriture» du mot *poisson*, du découpage et du collage pour reconstituer trois animaux (dont un poisson) en deux parties. J'écris la date et range les fiches dans les dossiers qui restent dans le camion, et le reste du temps est occupé par des jeux: loto, dominos, puzzles...

À 12h, des mamans attendent près des camions: «Annick, j'ai reçu ça, tu peux me lire la lettre?», «Michèle, tu peux faire un certificat de scolarité...». On me demande de remplir un formulaire pour toucher l'allocation de rentrée scolaire. Je les observe en silence et je me demande si nous ne les assistons pas trop. Il y a toujours quelqu'un pour remplir des papiers à leur place, pour agir à leur place. Ne devrait-on pas leur laisser un peu plus d'autonomie? En outre, la plupart des tziganes n'exercent même pas leur droit de vote, car ils n'habitent pratiquement jamais la commune où ils sont inscrits (condition

essentielle pour voter en France); ainsi se sentent-ils encore plus exclus.

Lundi après-midi. Je fais équipe avec deux autres collègues, Sophie et Jacques. Cette fois, nous sommes sur un vaste champ en friche. Sophie a les grands, Jacques et moi les moyens ou les 8 à 12 ans. C'est un groupe d'habitues, plutôt familiers; ils nous tutoient. Dans l'ensemble, ils acceptent bien les activités proposées. Avant notre départ, une grand-mère, Marguerite, vient nous raconter ses malheurs: «Les jeunes n'ont plus de respect; ils ne travaillent plus. Autrefois, ça nous arrivait de voler une poule, mais c'était pour manger. Aujourd'hui, c'est pour se payer de la drogue.» Et de déplorer la perte des traditions par l'invasion de la télévision.

Mardi. Sur un nouveau terrain, dans une zone industrielle. Je suis seule avec 12 élèves de 13 à 16 ans. Ils savent déjà lire, écrire et compter; alors le travail se fait un peu à la demande: «Je voudrais passer le permis; tu peux m'expliquer?» Et les fiches de lecture du code de la route serviront à tous. Puis on prépare une liste possible de courses pour la nourriture, une commande fictive de vêtements sur catalogue, on fait des multiplications à virgules... La journée se termine encore une fois par des jeux: montage compliqué de legos, puzzles à 100 pièces ou plus ou par le choix d'un livre dans la bibliothèque.

Mercredi. Pas de classe. Temps libre alors? Non. Je dois me rendre à la mairie de ma commune pour inscrire deux tziganes à l'école. Le maire refuse l'inscription. Je lui rappelle les textes réglementaires, son devoir d'inscrire les enfants à l'école, le fait que, en cas de refus, une intervention de l'Inspecteur d'académie du ministère de l'Éducation nationale pourrait l'obliger à obtempérer. Il me répond froidement qu'un élu n'a pas à obéir à une fonctionnaire! Pourtant, c'est bien ce qui arrive. Je dois ensuite accompagner les enfants à l'école. Manque de chance, deux jours plus tard, le père se tuera dans un accident. La caravane sera brûlée, selon la tradition, et la femme ainsi que les enfants retourneront dans la famille maternelle...

Jeudi et vendredi. L'école continue. Jusqu'au jour où un groupe de tziganes part volontairement ou, le plus souvent, est expulsé par les forces de l'ordre. Alors il faut le retrouver. S'est-il déplacé vers un autre département?

Au retour des vacances, il faut aussi partir à la recherche des tziganes. Nous y allons en voiture et, dans un rayon de 30 à 50 kilomètres, nous explorons les lieux connus, pour constater que d'une année sur l'autre leur nombre diminue. Une fois, avec Michèle et Annick, nous atteignons un terrain de sport. Là, pas d'ordures ou de détritrus, car ces tziganes sont évangélistes et leur pasteur, tzigane

lui-même, leur a dit d'utiliser des sacs-poubelles par respect d'eux-mêmes et des autres.

Le travail auprès des gens du voyage est passionnant. Il est différent à bien des égards de celui fait à l'école. Nous allons vers eux, l'école va à leurs portes. Pas de contraintes scolaires, ni pressions de la part des parents, aucun examen ou carnet de notes. Chacun, chacune fait son apprentissage à son rythme et bénéficie d'un enseignement personnalisé. L'État ne peut exercer aucun contrôle éducatif puisque les tziganes bougent sans cesse.

Ils apprennent à lire, à écrire et à compter, mais ils ne transmettent pas leur savoir; les plus grands pourraient aider à l'alphabétisation, malheureusement ce n'est pas le cas. Toutefois, les comportements changent. Les parents reconnaissent maintenant la nécessité de l'instruction et ils ont tendance de plus en plus à se sédentariser le temps de la scolarité de leurs enfants. Mais ils demeurent voyageurs dans leur tête. S'ils se construisent des garages, ils continuent de vivre dans leurs caravanes pour pouvoir partir quand bon leur semble. Même si la plus grande pauvreté, c'est de ne pas savoir lire.

L'enfant tzigane est roi et il fait ce qu'il veut quand il veut.

L'Autre du monde

UN MONDALIRE, FAÇONNÉ PAR LES ADULTES
QUI LE FRÉQUENTENT.

Monique Bournival,
animatrice, Un Mondalire

«Ce que j'ai appris icitte, c'était que j'étais du monde
parce qu'on me parlait et on me traitait pareil comme si
j'avais été quelqu'un.»

Un participant

Un Mondalire voit le jour à Pointe-aux-Trembles en 1979 grâce à quatre jeunes universitaires en animation culturelle¹ qui, après une exploration de ce quartier de l'est de Montréal, repèrent des zones où sévit l'analphabétisme.

Pointe-aux-Trembles se caractérise par la cohabitation de secteurs industriels et résidentiels. La population, formée majoritairement d'ouvriers, de personnes retraitées et de jeunes familles en majorité francophones, est plus active qu'ailleurs à Montréal. Les secteurs d'activité économique les plus importants sont l'industrie manufacturière, le commerce de gros et de détail, ainsi que la santé et les services sociaux.

Les participants et les participantes d'Un Mondalire sont pour la plupart des travailleurs d'usine ou des personnes retraitées (ex-travailleurs d'usine). En grande partie d'origine québécoise francophone, ils sont âgés entre 16 et 73 ans.

La spécificité du groupe et de ses membres

En plus des ateliers de lecture, d'écriture et de calcul, Un Mondalire offre des formations sur des sujets proposés par les membres lors de l'assemblée générale annuelle: compréhension de trajets d'autobus et de métro, lecture de thermomètres, de calendriers, étude des symboles représentant les matières dangereuses... et des activités d'initiation à la vie culturelle qui sont offertes selon les ententes conclues avec diverses ressources (visites de musées, visites avec l'organisme L'Autre Montréal²...). Par exemple, à l'occasion de la Journée de la culture à l'automne 2003, le musée McCord a exposé dans nos locaux quelques objets d'époque en expliquant leur usage dans un langage simplifié.

1 Christiane Desrosiers, Yves Gaumont, Michel Leduc et Sylvie Saulnier.

2 L'Autre Montréal est un organisme d'éducation populaire créé à la fin des années 70 par les membres d'un comité logement d'un quartier du centre de Montréal. Au début, il propose des visites guidées pour aider les citoyens et les citoyennes à mieux comprendre les enjeux des luttes touchant le logement, le zonage et l'aménagement urbain. Peu à peu, les visites guidées deviennent une activité autonome. L'Autre Montréal offre aujourd'hui de nombreux circuits pour faire connaître l'histoire des mouvements sociaux et des groupes marginalisés de Montréal, et pour favoriser la participation aux débats politiques.

Des ateliers de prise de parole, pour la sensibilisation et le recrutement, sont également offerts. Les participants et les participantes inscrits comme porte-parole lors de l'assemblée générale sont invités à parler de leur expérience et à préparer un témoignage à soumettre au groupe. Ils sont par la suite filmés pendant qu'ils répètent afin d'améliorer leur présentation. Quelques rencontres portent aussi sur la préparation d'un aide-mémoire pour les témoignages, sous forme de fiches, de courts textes ou autres. Après chaque activité de sensibilisation, un atelier de rétroaction permet d'évaluer collectivement les interventions.

En 1998, nous recevons une lettre de notre courtier d'assurances dans laquelle il manifeste son intention de s'engager dans un organisme du quartier. À titre de propriétaire d'immeuble, il nous offre un local commercial à un prix réduit, sur la rue Notre-Dame, local visible, accessible et très attrayant. Nous passons d'un trois pièces et demie (au 2^e étage) à un local commercial de six pièces (accessible aux fauteuils roulants) avec, au sous-sol, une grande salle et une cuisine.

Nous mettons immédiatement sur pied un laboratoire informatique (pour les initiations à l'ordinateur et à Internet), puisque nous avons suffisamment d'espace. Plusieurs personnes s'inscrivent et, par la suite, nous intégrerons l'ordinateur dans nos activités régulières. Ces ateliers ouvrent de nouveaux horizons à nos participants et à nos participantes, et favorisent l'apprentissage autonome.

En outre, grâce aux ateliers de traitement de textes, Le journal des participants, que nous publions depuis plusieurs années, prend encore plus

d'importance et devient le projet de fin d'année des adultes, puisqu'il leur donne la possibilité de mettre en pratique leur acquis: non seulement doivent-ils rédiger un article, mais aussi le saisir, en faire la mise en page, y ajouter des photos ou des illustrations et l'imprimer. En mai 2003, le journal change de figure: il devient un agenda qui rassemble, cette fois, des textes collectifs sur chacun des mois de l'année. On y trouve aussi des dates importantes (Journée de la culture, Semaine québécoise des adultes en formation, début des ateliers, etc.) et les anniversaires de naissance pour l'année. Les participants et les participantes s'y réfèrent lors des ateliers et l'utilisent régulièrement pour y inscrire les dates des activités à venir. L'agenda devient un instrument de travail et un outil pédagogique.

Le fonctionnement en collectif de travail et notre approche

Un Mondalire fonctionne en collectif de travail, c'est-à-dire que les décisions sont prises par les trois animatrices selon les orientations fixées par le conseil d'administration. En plus de ses ateliers d'alphabétisation, chacune prend en charge un ou des dossiers spécifiques (gestion, comptabilité, secrétariat, rédaction de projets, représentation, entretien des ordinateurs, etc.). L'équipe s'occupe également de la campagne de financement annuelle et de la création de matériel pédagogique³.

Dès 1980, nous nous dotons d'un conseil d'administration formé de gens de l'extérieur, mais qui cédera peu à peu la place aux adultes du groupe. Ceux-ci deviendront présidents, vice-présidents, secrétaires, trésoriers, et travailleront en collaboration avec deux animatrices

(sans droit de vote) aux postes d'administratrices.

Le conseil d'administration se réunit environ cinq à six fois par année. Cette structure, très importante pour la vie de groupe, permet aux membres d'expérimenter le mode de fonctionnement démocratique et les amène plus facilement à prendre en charge l'organisme. De plus, ces responsabilités développent leur sentiment d'appartenance à Un Mondalire ainsi que leur confiance en eux.

Les assemblées générales sont aussi des moments privilégiés où les participants et les participantes décident des orientations du groupe et prennent part aux décisions.

Prendre la parole

Dès 1985, à l'occasion de La Grande Rencontre⁴ à Québec, de même qu'en 1989-1990 lors de l'Année internationale de l'alphabétisation, certains de nos participants et participantes témoignent de leur vie. C'est donc de tradition que les adultes d'Un Mondalire s'engagent dans des activités de sensibilisation, mais en 1997 ils vont plus loin, cette fois à l'extérieur du réseau de l'alphabétisation populaire.

Une recherche effectuée en 1997-1998 trace un portrait de ces gens, pour la plupart travailleurs analphabètes, et met l'accent sur ce qui leur a permis d'être tout de même actifs sur le marché du travail. Cette recherche nous aidera à mieux saisir ce qui favorise l'insertion sociale des personnes analphabètes et à comprendre que leur intégration sociale repose sur la place qu'ils occupent dans la communauté. Intitulé Apprendre à lire, apprendre à s'aimer, le rapport révèle

³ Un Mondalire compte à son actif guides, livres de recettes, vidéos, recherches, recueils de témoignages, lexiques...

⁴ Colloque de deux jours organisé par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec qui est aussi une grosse fête à laquelle assistent 400 personnes (participants, participantes, formateurs, formatrices). Le but de l'événement est de mieux connaître ceux et celles qui composent ce mouvement aux pratiques alternatives.

leurs aspirations à un plus grand engagement dans leur milieu.

À la suite de cela, plusieurs démontrent une volonté de témoigner de leur expérience par écrit, par vidéo ou en personne, lors de journées Portes ouvertes, d'événements-bénéfices... Un premier souper-bénéfice est organisé en 1997, qui devient par la suite La campagne de financement d'Un Mondalire. L'objectif est double: amasser des fonds et augmenter notre visibilité en sensibilisant le monde des affaires, les entreprises (dont plusieurs adultes sont issus), les institutions publiques, les organismes de référence, ainsi que la population en général au fait que l'analphabétisme est encore présent au Québec. Grâce au comité Patrons d'honneur, présidé par notre propriétaire et formé de gens d'affaires qui ont la tâche d'en faire la promotion, l'événement est depuis lors un succès. À cette occasion, nos participants et nos participantes agissent comme agents de sensibilisation auprès des invités. En 2003, un participant a remercié publiquement la personne qui l'avait référé à Un Mondalire (son ex-employeur): apprendre à lire et à écrire avait changé sa vie.

D'autres manifestent leur intention de participer à un projet de sensibilisation-prévention auprès des jeunes des écoles primaires du quartier. Ainsi, en 1999-2000, nous visitons des classes de 5^e et de 6^e années afin de contrer le décrochage scolaire par des témoignages de vie. Ce projet constitue un point tournant dans l'histoire d'Un Mondalire. Depuis, nous inscrivons chaque année cette activité à notre programme.

En 2001, notre objectif est de sensibiliser les usines à l'analphabétisme. Nous mettons sur pied un projet comportant deux volets, une recherche-action qui sera menée dans trois usines du quartier (au cours de laquelle nous apprendrons que les dirigeants estiment qu'il n'y a pas de personnes analphabètes dans leurs entreprises, trois ou quatre tout au plus⁵) et des actions de sensibilisation auprès de travailleurs d'une usine du quartier. Une entreprise accepte de nous recevoir, mais finira par se désister à la suite des événements du 11 septembre (il y aura des mises à pied en raison d'un manque de travail). Les participants et les participantes décident alors de produire un vidéo-témoignage à l'intention des travailleurs de cette usine. Les dirigeants accepteront de le diffuser lors des pauses des employés.

Une activité de sensibilisation (avec les adultes comme porte-parole) aura lieu prochainement lors d'une rencontre de la Table de développement social du quartier. Le défi est de taille, puisque nous souhaitons faire passer notre message sous forme théâtrale, avec des «mises en situation» relatant les obstacles avec lesquels les personnes analphabètes sont aux prises à chaque jour.

Un engagement sans limites

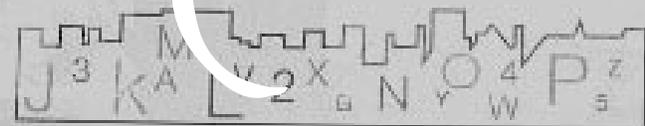
Un Mondalire évolue, et ses participants et participantes s'engagent de plus en plus dans la communauté, à la Société Saint-Vincent-de-Paul, aux cuisines collectives ou même dans les partis politiques. Ils collaborent à des émissions de radio communautaire et de télévision (comme Droit de parole), s'investissent à l'Institut canadien de l'éducation des adultes, dans des soupers-bénéfices où ils témoignent de leurs difficultés, mais aussi de leurs réussites et de leurs rêves. Ils parlent de ce que l'alphabétisation leur a apporté: la fierté, la confiance et la possibilité de dire enfin «Je suis comme les autres.»

Quelle place occuperont ces gens dans le futur? Ils sont de plus en plus conscients de leurs possibilités et capables d'exprimer leurs besoins. Prendre la parole les a libérés de la honte d'être analphabètes. Ils voient maintenant s'ouvrir devant eux un monde dont ils croyaient ne plus faire partie. La place qu'ils occuperont sera celle qu'ils auront choisie.

Prendre la parole les a libérés de la honte d'être analphabètes.

⁵ Lire l'article de Ghislaine GUÉRARD et François HUOT. «Y a-t-il une vie après l'usine?», *Le Monde alphabétique*, no 14, printemps 2002, p. 18.

Faire un pas de plus



La Cité des Mots
Centre d'éducation populaire
Centre-de-la-Mauricie

LA CITÉ DES MOTS, UNE
AFFAIRE DE DÉTERMINATION.

Ginette Huard,
formatrice, La Cité des Mots

Un peu d'histoire

La Mauricie, appelée la vallée du Saint-Maurice par les Amérindiens, véritable pays nordique, est un immense territoire de près de 38000 km² dont 90% est occupé par la forêt. La rivière Saint-Maurice, avec son bassin hydrographique d'une longueur de 587 km, est le principal cours d'eau de la région qui est située à mi-chemin entre les deux pôles urbains de la province, Montréal et Québec.

Dès 1898, l'énorme potentiel hydroélectrique des chutes de Shawinigan entraîne l'implantation d'un grand nombre d'usines. À mesure que la région s'industrialise, des villages se construisent. Le paysan est agriculteur ou bûcheron selon l'époque de l'année. Au début de l'automne, après les labours, les hommes, souvent à partir de l'âge de 12 ans, montent à pied au camp pour n'en revenir qu'à la fonte des neiges. Après avoir coupé l'arbre avec le *godendart*¹ et l'avoir débité à la hache, ils amènent les billes à la rivière au moyen de chevaux. Au printemps, ces billes vont à l'eau, et c'est à ce moment-là que commence la *drave*².

La scie mécanique fera son apparition dans les années 40 et facilitera de beaucoup la tâche des hommes. En 1950, les premières machines *skideuses*³ élimineront peu à peu les chevaux. Au début des années 60, grâce aux *débusqueuses*⁴, les bûcherons pourront travailler directement au moulin à scie. Aujourd'hui, pour devenir travailleur dans l'industrie du bois, dans la forêt ou à l'usine, il vaut mieux faire une technique des pâtes et papier au cégep de Trois-Rivières!

Graduellement à partir de 1972, on assistera à la fermeture en cascade de plusieurs de ces usines qui laisseront en héritage des sols hautement contaminés, des travailleurs souffrant de maladies industrielles mortelles et un haut taux de sous-scolarisation. Selon Statistique Canada, 24% des personnes de

1 Scie passe-partout munie d'un manche court à chaque extrémité, qui se manie à deux et dont on se sert pour débiter les troncs d'arbres en billes (selon le dictionnaire français plus CEC).

2 Le travail du draveur consiste à prendre tous les moyens possibles pour que rien n'entrave le parcours des billes de bois jusqu'au moulin (adapté du dictionnaire Multi).

3 Machine qui, au moyen de chaînes, permet de déplacer les billes de bois.

4 Machine qui prend l'arbre abattu au sol avec un bras mécanique et le dépose dans les camions.

la Mauricie n'ont pas leur troisième secondaire et ce pourcentage atteint 33% en milieu rural.

Se sentir soutenu et valorisé

Le Centre d'alphabétisation et d'éducation populaire du Centre-de-la-Mauricie, rebaptisé La Cité des Mots par les participants et les participantes, naît en 1996 de la nécessité de doter la région d'un service d'alphabétisation populaire à proximité.

La majorité des adultes inscrits sont d'anciens travailleurs d'usines sans emploi et n'ayant jamais fréquenté le secondaire. Ajoutez à cela des personnes en réhabilitation à la suite d'une maladie grave (anévrisme, ACV...) les laissant souvent amnésiques, des immigrants, des ex-psychiatisés, des parents dépassés par la scolarité de leurs enfants, des déficients avec un handicap léger, et vous aurez le portrait de notre clientèle.

Pendant les trois premières années, le Centre d'action bénévole de la région de Shawinigan nous loge et nous apporte un soutien logistique. Est-il besoin de spécifier que le bénévolat occupe une grande place chez nous? D'autant plus qu'à cause du vaste territoire à couvrir, une quinzaine de municipalités urbaines et rurales réparties sur 100 kilomètres environ, et de notre désir de répondre le plus possible aux besoins de la population, les formatrices doivent, sans aucun financement, se déplacer en région pour alphabétiser ici et là des groupes de personnes.

À la première augmentation substantielle de notre subvention, nous emménageons dans nos propres locaux adaptés pour une clientèle à mobilité réduite. Dès la première année, les participants et les participantes bénéficient d'une heure d'initiation à l'informatique par semaine. Nous voulons qu'ils soient, pour

À partir de 1972, on assistera à la fermeture en cascade de plusieurs usines qui laisseront en héritage des sols hautement contaminés, des travailleurs souffrant de maladies industrielles mortelles et un haut taux de sous-scolarisation.

une fois, initiés en premier à quelque chose de nouveau et qu'ils puissent ensuite en faire part à leur entourage.

Nous rêvons d'un laboratoire informatique d'une dizaine d'appareils. Il faut solliciter le milieu des affaires afin qu'on pense à nous au moment de remplacer les ordinateurs. Alcan, notre caisse populaire et quelques autres bons samaritains répondent à notre appel. Nous pourrions donc offrir des ateliers d'informatique auxquels nous ajouterons une formation sur Internet. Au début, certains adultes croient qu'ils seront incapables de naviguer, alors nous les jumelons avec une personne plus confiante. Rapidement, chacun, chacune se retrouve seul à son ordinateur.

À plusieurs reprises, nous avons de belles surprises avec des gens dyslexiques qui réussissent facilement, sur l'ordinateur, des exercices non terminés en atelier. Nous nous interrogeons encore sur ce phénomène. Est-ce parce qu'ils ne sont pas obligés de tracer la lettre? parce que sur le clavier les lettres sont en majuscules (ce qui leur évite de mélanger G, Q, P...)? parce qu'ils ne pensent pas à mettre leur étiquette de «pas bons»? Peu importe, nous observons que l'informatique suscite beaucoup d'intérêt, puisque nous devons refuser des personnes.

Nous constatons rapidement que peu de participants et de participantes lisent. Plus encore, les livres, *ce n'est pas pour eux*. Une de nos formatrices, qui est aussi bibliothécaire, décide donc de faire connaître le monde des livres, entre autres, en utilisant un vocabulaire spécialisé (recto, verso, tranche, faux-titre...), en démystifiant le processus d'édition (auteur, éditeur, imprimeur, distributeur...) et en abordant divers genres littéraires (biographie, conte, nouvelle, poésie...). Depuis lors, une fois par mois, l'atelier de français se déroule à la bibliothèque. Une partie du temps est consacré au repérage des catégories de livres (déjà étudiées) afin que les participants et les participantes apprennent à se diriger dans une bibliothèque. La dernière heure est libre. De plus, une fois par semaine, chacun, chacune doit lire un article de son choix dans le quotidien local et en résumer le contenu aux autres. C'est bon, cette journée-là, de les voir se précipiter sur le journal dès leur arrivée.

Il paraît que c'est une erreur d'arrêter de lire des histoires aux enfants sous prétexte qu'ils savent lire. Partant de cette idée, nous introduisons la lecture à haute voix dans les ateliers sur les genres littéraires. Deux participantes qui quittaient toujours l'atelier 20 minutes avant la fin parce qu'elles étaient trop fatiguées restent dorénavant jusqu'au bout. Deux des auteurs étudiés (de la région) viennent rencontrer les participants et les participantes afin de leur parler de leur façon d'écrire.

À chaque mois d'avril, nous visitons le Salon du livre de Trois-Rivières et celui de Québec. Les adultes accroissent leur intérêt pour la littérature et le monde des livres en général, et ne cessent d'enrichir leur culture en ce domaine, bien qu'ils ne lisent pas plus qu'avant.

Selon nos règlements généraux, notre conseil d'administration doit obligatoirement compter une majorité de participants et de participantes plutôt que de directeurs et de présidents d'entreprises qui siègent à de multiples conseils et imposent trop souvent une manière de faire sans connaître la réalité vécue par les personnes analphabètes. Les réunions sont préparées en fonction des participants et des participantes, c'est-à-dire simplifiées. Elles constituent pour eux un excellent outil de prise en charge, de valorisation et de responsabilisation.

Pendant les semaines qui précèdent l'assemblée générale annuelle, nous expliquons en ateliers ce qu'est le mode de fonctionnement démocratique et vulgarisons la procédure, de même que le contenu type d'une assemblée générale. Nous sommes contentes d'avoir réussi à faire de cet événement une fête. Les commentaires sont élogieux et réconfortants: les participants et les participantes sont fiers de comprendre ce qu'est une assemblée générale et d'y participer.

nourriture, la défense des droits ou les loisirs, mais non pour ce qui est d'apprendre à lire, à écrire et à calculer; sans doute pour ne pas porter une étiquette déshonorante supplémentaire.

De plus, nous avons multiplié les démarches auprès des organismes communautaires et gouvernementaux, du Centre local d'emploi et du CLSC pour qu'ils cessent de référer les gens uniquement à la commission scolaire comme ils le font depuis plus de 35 ans. Mais peine perdue.

Comme nous sommes passées à peu près par toutes les sortes de sollicitations pour nous faire connaître et que nos efforts rapportent bien peu par les temps qui courent, nous proposons maintenant des ateliers dans d'autres organismes. Nous fonctionnons comme dans notre groupe, à partir des préoccupations des gens. Nous avons une liste d'attente. C'est bien. Nous faisons parler de nous!

Les projets ne manquent pas: mettre en place une cuisine collective ou des ateliers d'aide aux devoirs et aux leçons pour les parents et leurs enfants. Nous sommes également en pourparlers avec les organismes populaires des alentours afin d'y offrir des ateliers d'initiation à l'informatique — tout en proposant l'apprentissage du français de base — avec nos ordinateurs portables. Nous savons que notre clientèle fréquente ces organismes et qu'ainsi elle ne sera pas perçue avant tout comme analphabète.

Nous croyons à notre manière de travailler, en fonction des besoins des adultes et nous mesurons sans cesse le changement apporté dans leur vie par la fréquentation de notre organisme. Notre défi demeure la recherche de moyens pour les convaincre de participer à nos ateliers. Pour leur donner le goût de faire un pas de plus.

Nous croyons à notre manière de travailler, en fonction des besoins des adultes et nous mesurons sans cesse le changement apporté dans leur vie par la fréquentation de notre organisme.

Joindre ceux et celles qui en ont besoin

C'est pour nous un travail de titan de convaincre les personnes peu alphabétisées de venir dans nos groupes. Elles font volontiers appel aux organismes communautaires pour les vêtements, la



A voir à lire



J'ai perdu ma lecture

36 pages, 6 1/2 po x 6 1/2 po
(format album pour enfants)
Année de publication: 2004

Par Aide pédagogique aux adultes et aux jeunes (APAJ)

C'est l'histoire de Victor et de son père qui ne sait pas lire. Transportés au royaume des contes, ils devront aider les habitants ayant perdu la capacité de lire à la suite d'un sort qu'on leur a jeté. Au moyen d'une histoire fantastique, le livre vise à sensibiliser les enfants à l'importance de l'apprentissage de la lecture.

Prix: 15\$, plus frais d'envoi

Disponible à l'endroit suivant:

APAJ
330, rue Saint-Simon
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5B9
Tél.: (450) 261-0384
Télé.: (450) 261-0835
Courriel: apaj@cgcable.ca



À la découverte de nos origines

146 pages, 8 1/2 po x 11 po
(reliées par une spirale)

Année de publication : 2003

Par Marjorie Nadeau, formatrice

Grâce à l'histoire d'une fille du Roy, qui se déroule en 1670, les lecteurs et les lectrices découvrent leurs origines. Utilisé en lecture, en écriture et en calcul, ce document intègre l'histoire, la géographie de même que les technologies de l'information et des communications. Un corrigé est inclus.

Prix : 11 \$ ou 15 \$ par la poste

Disponible à l'endroit suivant:

Alphare, Centre d'alphabétisation
populaire de Beauce
12 910, 2e Avenue
Saint-Georges (Québec) G5Y 1Y3
Tél. : (418) 226-4111
Télé.: (418) 226-4111
Courriel: capb@globetrotter.net

Conte-moi... La Petite-Patrie

48 pages, 8 1/2 po x 7 po

Année de publication : 2003

Par Centre N A Rive

L'histoire du quartier La Petite-Patrie. Plusieurs aspects y sont abordés : population, emploi, plaza Saint-Hubert, loisirs, cinéma, marché Jean-Talon, sport, culture, églises, communautés culturelles...

Prix: 2\$, plus frais d'envoi

Gramè kreyòl

158 pages, 8 1/2 po x 5 po

Année de publication: 2003

Par Centre N A Rive

Une grammaire créole avec un lexique créole-français.

Prix : 20\$, plus frais d'envoi

Disponibles à l'endroit suivant:

Centre N A Rive
6971, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2S 2S5
Tél. : (514) 278-2157
Télé.: (514) 278-4374
Courriel : naprive@hotmail.com

TémisQuiz

Jeu de 600 questions (avec planche, pions, dés et annexes)

Année de publication : 2003

Par Alpha-Témis

Jeu pour faire connaître l'histoire témiscamiennne aux participants et aux participantes, renforçant leur sentiment d'appartenance et de fierté à leur communauté. Intéressant aussi pour la population en général.

Prix: 35\$, plus frais d'envoi

Disponible à l'endroit suivant:

Alpha-Témis
11, rue Saint-Isidore Ouest
Laverlochère (Québec) J0Z 2P0
Tél.: (819) 765-2549
Télé.: (819) 765-2564
Courriel: alphetemis@hotmail.com

Mon Journal (nos 37, 38, 39 et édition de Nofil)

8 pages chacun, 11 1/2 po x 17 po
Années de publication: 2003 et 2004
Par le Centre FORA

Un journal rédigé en langage simplifié destiné aux adultes de niveau débutant, intermédiaire ou avancé (quatre numéros par année).

Prix: varie selon le nombre d'exemplaires commandé

Parents, premiers éducateurs (vol. 3)

8 pages, 7 po x 10 1/2 po
Année de publication : automne 2003
Par le Centre FORA

Un bulletin familial publié deux fois par année, au printemps et à l'automne, offrant des idées pratiques et des suggestions aux parents pour les aider à assumer leur rôle d'éducateurs auprès de leurs enfants de tous âges.

Prix: gratuit, mais nombre limité d'exemplaires

Contes et légendes à frissons

Document tête-bêche de 60 pages, 7 1/2 po x 9 1/2 po et CD de 60 minutes
Année de production: 2003
Par le Centre FORA

Différents genres d'écrits traitant de régions du Canada où habitent des francophones. Adaptés en langage simplifié, les textes (accompagnés d'un enregistrement sonore) traitent d'histoire, de géographie et de croyances anciennes.

Prix: 14, 25\$, plus frais d'envoi

L'alphabétisation familiale: c'est l'affaire de tout le monde

84 pages, 8 1/2 po x 11 po
(reliées par une spirale)

Année de publication : 2003

Par La Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en collaboration avec le Centre FORA

Un ouvrage incitant à réfléchir sur les pratiques d'alphabétisation familiale. Il propose des ressources, des outils pratiques et décrit des programmes à titre de modèles.

Prix : 7 \$, plus frais d'envoi

Une goutte de pluie, un rayon de soleil

50 pages, 5 1/2 po x 8 1/2 po

Année de publication: 2003

Par CAP-Nord en collaboration avec le Centre FORA

Le roman ayant remporté le premier prix du 14e concours annuel d'écrivains amateurs du Nord de l'Ontario. Il s'agit des tribulations de parents à la suite de la disparition de leur fillette au terrain de camping après un accrochage du couple.

Prix: 4\$, plus frais d'envoi

Cahier d'activités – Une goutte de pluie, un rayon de soleil

49 pages, 8 1/2 po x 11 po
(reliées par une spirale)

Année de publication: 2003

Par CAP-Nord en collaboration avec le Centre FORA

Cahier d'activités accompagnant le roman décrit ci-dessus.

Prix : 3 \$, plus frais d'envoi

Entrez dans la «zone»: préparation interne du formateur et de la formatrice

Document de 41 pages, 3 1/2 po x 7 1/2 po et vidéo-cassette de 64 minutes

Année de publication: 2003

Par Centre de PNL de Sudbury et le Centre FORA

Outils qui aideront le formateur et la formatrice à communiquer efficacement.

Prix: 30 \$, plus frais d'envoi

Top Niveau — cahier d'activités (niveaux 1, 2 et 3)

52 pages chacun, 8 1/2 po x 11 po

Année de publication: 2004

Par CAP-Nord en collaboration avec le Centre FORA

En lien avec des romans coédités par CAP-Nord et le Centre FORA, les formateurs et les formatrices trouveront des activités d'apprentissage qui les sensibiliseront aux résultats d'apprentissage (RA) et aux indicateurs de réussite (IR) du Programme AFB de l'Ontario.

Prix: à déterminer

Expressions 13 (textes)

188 pages, 7 1/4 po x 9 1/4 po
(reliées par une spirale)

Année de publication : 2004

Par Le Centre FORA

Ce livre est le 13e recueil de la collection «Expressions», écrit par et pour les adultes participant à des ateliers d'éducation de base en langue française en Ontario.

Prix: 4\$, plus frais d'envoi

ExpressionsPlus — cahier d'activités

60 pages, 8 1/2 po x 11 po

Année de publication: 2004

Par Le Centre FORA

Activités en lien avec le document décrit ci-dessus.

Prix: 2\$, plus frais d'envoi

Disponibles à l'endroit suivant:

Centre FORA
432, av. Westmount, unité H
Sudbury (Ontario)
P3A 5Z8
Tél.: (888) 814-4422
Télééc.: (705) 524-8535
Courriel: cranger@centrefora.on.ca

4 groupes membres

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

ALPHA-TÉMIS

11, rue Saint-Isidore Ouest, C.P. 239
Laverlochère J0Z 2P0
Tél.: (819) 765-2549
Télé.: (819) 765-2564
Courriel: alphetemis@hotmail.com

CENTRE DE CROISSANCE D'ABITIBI-OUEST INC.

285A, 1re Rue Est, C.P. 533
La Sarre J9Z 3J3
Tél.: (819) 333-3881
Télé.: (819) 333-9786
Courriel: c.c.a.o@cablevision.qc.ca

BAS-SAINT-LAURENT

ABC DES PORTAGES

26, rue Joly
Rivière-du-Loup G5R 3H2
Tél.: (418) 862-9998
Courriel: abcdesportages@hotmail.com

CENTRE ALPHA DES BASQUES

15, rue Notre-Dame Est
Trois-Pistoles G0L 4K0
Tél.: (418) 851-4088
Télé.: (418) 851-3854
Courriel: centrealphadesbasques@bellnet.ca

CENTRE-DU-QUÉBEC

ALPHA-NICOLET

690, rue De Monseigneur-Panet,
bureau 110
Nicolet J3T 1W1
Tél.: (819) 293-5745
Télé.: (819) 293-8339
Courriel: alpha.nicolet@sogetel.net

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE LA MRC DE BÉCANCOUR

124, rue Saint-Antoine
Sainte-Sophie-de-Lévrard G0X 3C0
Tél.: (819) 288-5533
Télé.: (819) 288-5662
Courriel: cabbecancour@qc.aira.com

LUDOLETTRE

430, rue Lamothe
Saint-Léonard-d'Aston J0C 1M0
Tél.: (819) 399-3023
Télé.: (819) 399-3023
Courriel: ludolettre@sympatico.ca

CHAUDIÈRE-APPALACHES

ABC LOTBINIÈRE

157, rue Principale
Saint-Flavien G0S 2M0
Tél.: (418) 728-2226
Télé.: (418) 728-4020
Courriel: abcl@globetrotter.net

ALPHA ENTRAIDE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE

1120, boulevard de la Rive-Sud,
local 210
Saint-Romuald G6W 5M6
Tél.: (418) 834-3011
Télé.: (418) 834-3011
Courriel: alpha-entraide@qc.aira.com

ALPHARE

12910, 2^e Avenue
Saint-Georges G5Y 1Y3
Tél.: (418) 226-4111
Télé.: (418) 226-4111
Courriel: capb@globetrotter.net

CLÉS EN MAIN

268C, rue Lionel-Groulx, C.P. 464
Saint-Jean-Port-Joli G0R 3G0
Tél.: (418) 598-9780
Télé.: (418) 598-9780
Courriel: clesmain@globetrotter.net

GROUPE ALPHA DES ETCHEMINS

201, rue Claude-Bilodeau,
bureau 17
Lac-Etchemin G0R 1S0
Tél.: (418) 625-2550
Télé.: (418) 625-2549
Courriel: alpha@sogetel.net

GROUPE EN ALPHABÉTISATION MONTMAGNY-NORD

104A, avenue Sainte-Marie
Montmagny G5V 2S2
Tél.: (418) 241-5024
Télé.: (418) 248-4025
Courriel: gamn@globetrotter.net

L'ABC DES HAUTS-PLATEAUX MONTMAGNY-L'ISLET INC.

196, rue Bilodeau,
bureau 8
Saint-Fabien-de-Panet G0R 2J0
Tél.: (418) 249-2814
Télé.: (418) 249-2628
Courriel: plateaux@globetrotter.net

LA CLÉ DE L'ALPHA

159, rue Notre-Dame Nord
Thetford Mines G6G 2S1
Tél.: (418) 338-8193
Télé.: (418) 338-8193
Courriel: clealpha@bellnet.ca

CÔTE-NORD

CENTRE ALPHA LIRA

460A, place du Commerce
Sept-Îles G4R 2Z6
Tél.: (418) 968-9843
Télé.: (418) 968-0990
Courriel: lira@globetrotter.net

POPCO INC.

24, boulevard des Îles, bureau 104
Port-Cartier G5B 2M9
Tél.: (418) 766-8047
Télé.: (418) 766-6367
Courriel: popco@globetrotter.net

**GASPÉSIE—
ÎLES-DE-LA-MADELEINE****COLLECTIF PLEIN DE BON SENS**

114F, boulevard Perron Ouest
New Richmond G0C 2B0
Tél.: (418) 392-4818
Télé.: (418) 392-6008
Courriel: cpdbbs@globetrotter.qc.ca

**DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
UNÎLE INC.**

Bassin, C.P. 190
Îles-de-la-Madeleine G8B 1J0
Tél.: (418) 937-5459
Télé.: (418) 937-2145
Courriel: unile@duclos.net

LE POUVOIR DES MOTS

37, rue Chrétien
Gaspé G4X 1E1
Tél.: (418) 368-7500
Télé.: (418) 368-7505
Courriel: pouvoir@globetrotter.net

LANAUDIÈRE**ABC DES MANOIRS**

568, rue Léon-Martel
Terrebonne J6W 2J8
Tél.: (450) 471-6928
Télé.: (450) 471-6928
Courriel: abcdesmanoires@hotmail.com

AU BORD DES MOTS

171, rue Saint-Antoine Nord
Lavaltrie J0K 1H0
Tél.: (450) 586-0820
Télé.: (450) 586-1231
Courriel:
auborddesmots.7@qc.aira.com

DÉCLIC

350, rue Frontenac, C.P. 377
Berthierville J0K 1A0
Tél.: (450) 836-1079
Télé.: (450) 836-1079
Courriel: declic@pandore.qc.ca

**REGROUPEMENT DES ASSISTÉS
SOCIAUX DU JOLIETTE
MÉTROPOLITAIN (RASJM)**

144, rue Saint-Joseph
Joliette J6E 5C4
Tél.: (450) 752-1999
Télé.: (450) 752-2603
Courriel: rasjm@qc.aira.com

LAURENTIDES**LA GRIFFE D'ALPHA**

610, rue de la Madone
Mont-Laurier J9L 1S9
Tél.: (819) 440-2044
Télé.: (819) 623-3081
Courriel: griffe.alpha@sympatico.ca

**LA MAISON DES MOTS DES BASSES-
LAURENTIDES**

50A, rue Turgeon
Sainte-Thérèse J7E 3H4
Tél.: (450) 434-9593
Télé.: (450) 434-5181
Courriel: lamaison@qc.aira.com

**LA MAISON POPULAIRE
D'ARGENTEUIL**

335, rue Principale
Lachute J8H 2Z7
Tél.: (450) 562-1996
Télé.: (450) 562-2458
Courriel: alphala@cam.org

LE COIN ALPHA

475, rue Laviolette
Saint-Jérôme J7Y 2T8
Tél.: (450) 436-2099
Télé.: (450) 436-2099
Courriel: coin.alpha@netc.net

LAVAL**AU JARDIN DE LA FAMILLE DE
FABREVILLE**

3867, boulevard Sainte-Rose
Laval H7P 1C8
Tél.: (450) 622-9456
Télé.: (450) 622-0312
Courriel: jardinfamille@videotron.ca

GROUPE ALPHA LAVAL

485, boulevard des Laurentides,
bureau 105
Laval H7G 2V2
Tél.: (450) 669-3232
Télé.: (450) 669-3708
Courriel: alpha@total.net

MAURICIE**CENTRE D'ACTIVITÉS POPULAIRES ET
ÉDUCATIVES (CAPE)**

703, boulevard Ducharme,
C.P. 186
La Tuque G9X 3P2
Tél.: (819) 523-7533
Télé.: (819) 523-5692
Courriel: cape_1@sympatico.ca

**CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE
POINTE-DU-LAC**

490, rue Grande-Allée
Pointe-du-Lac G0X 1Z0
Tél.: (819) 377-3309
Télé.: (819) 377-3052
Courriel: godincepdl@hotmail.com

COMSEP

749, rue Saint-Maurice
Trois-Rivières G9A 3P5
Tél.: (819) 378-6963
Télé.: (819) 378-0628
Courriel: comsep@tr.cgocable.ca

EBYÛN

89, rue Saint-Irénée
Cap-de-la-Madeleine G8T 7C3
Tél.: (819) 373-7653
Télé.: (819) 691-2866
Courriel: ebyon@infoteck.qc.ca

LA CITÉ DES MOTS

805, 111e Rue
Shawinigan-Sud G9P 2T5
Tél.: (819) 537-1055
Télé.: (819) 537-5445
Courriel: citedmots@hotmail.com

**LA CLÉ EN ÉDUCATION POPULAIRE
DE LA MRC DE MASKINONGÉ**

110, 2e Avenue, 2^e étage
Louiseville J5V 1X1
Tél.: (819) 228-8071
Télé.: (819) 228-4358
Courriel:
education.populaire@bellnet.ca

MONTÉRÉGIE

AIDE PÉDAGOGIQUE AUX ADULTES ET AUX JEUNES (APAJ)

330, avenue Saint-Simon
Saint-Hyacinthe J2S 5B9
Tél.: (450) 261-0384
Télé.: (450) 261-0835
Courriel: apaj@hycgocable.ca

CENTRE ALPHA-SOURD RIVE-SUD

208, rue Notre-Dame
Sainte-Pie JOH 1W0
Tél.: (450) 772-6778
Télé.: (450) 772-6778
Courriel: asourdsud@hotmail.com

COMQUAT INC.

2455, boulevard Perrot
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot
J7V 8P4
Tél.: (514) 453-3632
Télé.: (514) 453-3632
Courriel: comquatinc@videotron.ca
Adresse URL:
<http://pages.infinit.net/comquat1/>

LA BOÎTE À LETTRES DE LONGUEUIL

212, rue Gentilly Ouest
Longueuil J4H 1Z6
Tél.: (450) 646-9273
Télé.: (450) 646-9281
Courriel: bal@bellnet.ca

LA CLÉ DES MOTS

200, rue Saint-Pierre, bureau 103
Saint-Constant J5A 2G9
Tél.: (450) 635-1411
Télé.: (450) 635-5142
Courriel: lacledesmots@videotron.ca

LA PORTE OUVERTE

81, rue Frontenac
Saint-Jean-sur-Richelieu J3B 2Y4
Tél.: (450) 346-3283
Télé.: (450) 346-3283
Courriel: laporteouverte@videotron.ca

L'ARDOISE DU BAS-RICHELIEU

71, rue de Ramesay, local 309
Sorel-Tracy J3P 3Z1
Tél.: (450) 780-1016
Télé.: (450) 780-1182
Courriel:
ardoisedubasrichelieu@iquebec.com

L'ÉCRIT TÔT DE SAINT-HUBERT

3825, rue Windsor
Saint-Hubert J4T 2Z6
Tél.: (450) 443-1411
Télé.: (450) 672-2915
Courriel: escritot@bellnet.ca
Adresse URL: www.ecritot.ca

LE FABLIER

2363, chemin Chambly
Longueuil J4L 4H3
Tél.: (450) 448-0965
Télé.: (450) 448-8220
Courriel: lefablier@bellnet.ca

LE SAC À MOTS

94, rue Sud
Covansville J2K 2X2
Tél.: (450) 266-3766
Télé.: (450) 266-0534
Courriel: sacamo@videotron.ca

LES GRANDS DÉBROUILLARDS

52, rue Nicholson
Valleyfield J6T 4M8
Tél.: (450) 377-7606
Télé.: (450) 377-0215
Courriel:
grands_debrouillards@rocler.qc.ca

MONTREAL MÉTROPOLITAIN

CARREFOUR D'ÉDUCATION POPULAIRE DE POINTE SAINT-CHARLES

2356, rue Centre
Montréal H3K 1J7
Tél.: (514) 596-4444
Télé.: (514) 596-4443
Courriel: carrefour.anim@cscdm.qc.ca
Adresse URL:
www.communautique.qc.ca/carrefour

CENTRE ALPHA-SOURD DE MONTRÉAL

7400, boulevard Saint-Laurent,
bureau 25
Montréal H2R 2Y1
Tél.: (514) 278-5334
Télé.: (514) 278-8120
Courriel: casourd@hotmail.com

CENTRE D'ACTION SOCIO-COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL

32, boulevard Saint-Joseph Ouest
Montréal H2T 2P3
Tél.: (514) 842-8045
Télé.: (514) 842-2356
Courriel: cascm@bellnet.ca

CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE

4273, rue Drolet, 4^e étage
Montréal H2W 2L7
Tél.: (514) 849-5473
Télé.: (514) 350-8887
Courriel: ecriture@cam.org
Adresse URL:
www.communautique.qc.ca/cle

CENTRE DE LIAISON POUR L'ÉDUCATION ET LES RESSOURCES CULTURELLES (CLERC)

12 618, rue Sainte-Catherine Est
Montréal H1B 1W9
Tél.: (514) 640-8521
Télé.: (514) 640-8521
Courriel: clerc@mainbourg.org

CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTIONS SOCIALES (CHAI)

419, rue Saint-Rock, 2^e étage
Montréal H3N 1K2
Tél.: (514) 271-7563
Télé.: (514) 271-3629
Courriel: centrehaitien@chais.qc.ca

CENTRE INTERNATIONAL D'ÉCHANGES CULTURELS (CIEC)

3516, rue Lacombe
Montréal H3T 1M1
Tél.: (514) 735-5031
Télé.: (514) 735-8396
Courriel: ciecmjl@cam.org

CENTRE N A RIVE

6971, rue Saint-Denis
Montréal H2S 2S5
Tél.: (514) 278-2157
Télé.: (514) 278-4374
Courriel: naprive@hotmail.com

**COMITÉ D'ÉDUCATION DES ADULTES
DE LA PETITE-BOURGOGNE ET DE
SAINT-HENRI (CEDA)**

2515, rue Delisle
Montréal H3J 1K8
Tél.: (514) 596-4428
Télé.: (514) 596-4981
Courriel: alpha@ceda22.com
Adresse URL: www.ceda22.com

LA JARNIGOINE

7445, rue Saint-Denis
Montréal H2R 2E5
Tél.: (514) 273-6683
Télé.: (514) 273-6668
Courriel: jamigo@cam.org

LA MAISON D'HAÏTI INC.

8833, boulevard Saint-Michel, 2^e étage
Montréal H1Z 3G3
Tél.: (514) 326-3022
Télé.: (514) 326-3024
Courriel: mhaïti@mhaiti.org

L'ATELIER DES LETTRES

1710, rue Beaudry
Montréal H2L 3E7
Tél.: (514) 524-0507
Télé.: (514) 524-0222
Courriel: latelier@qc.aira.com

**LES ATELIERS MOT-À-MOT DU S.A.C.
ANJOU INC.**

6497, rue Azilda
Montréal H1K 2Z8
Tél.: (514) 354-6526
Télé.: (514) 354-2023
Courriel: sacanjou@b2b2c.ca

LETTRES EN MAIN

5483, 12^e Avenue
Montréal H1X 2Z8
Tél.: (514) 729-3056
Télé.: (514) 729-3010
Courriel: lem@cam.org

TOUR DE LIRE

4026, rue Ontario Est
Montréal H1W 1T2
Tél.: (514) 252-4718
Télé.: (514) 252-0600
Courriel: info@tourdelire.com

UN MONDALIRE

11 763, rue Notre-Dame Est
Montréal H1B 2X9
Tél.: (514) 640-9228
Télé.: (514) 640-9443
Courriel: monдали@videotron.ca

OUTAOUAIS**ATELIER D'ÉDUCATION POPULAIRE**

299, route des Cantons
Saint-Émile-de-Suffolk
J0V 1Y0
Tél.: (819) 426-3193
Télé.: (819) 426-4003
Courriel: atelier1996@sympatico.ca

QUÉBEC**ALPHA STONEHAM**

2627, boulevard Talbot, C.P. 296
Stoneham G0A 4P0
Tél.: (418) 848-2958
Télé.: (418) 848-7427
Courriel:
alphastoneham@ccapcable.com

ALPHABEILLE VANIER

235, rue Beauceage
Vanier G1M 1H2
Tél.: (418) 527-8267
Courriel: alphabeille@qc.aira.com

ATELIER D'ALPHA-SOURDS DE QUÉBEC

4635, 1^{re} Avenue, bureau 227
Charlesbourg G1H 2T1
Tél.: (418) 623-8485
Télé.: (418) 623-7732
Courriel: n.racine@sympatico.ca

ATOUT-LIRE

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec G1K 1K2
Tél.: (418) 524-9353
Télé.: (418) 521-4000
Courriel: atoutlire@qc.aira.com

**CENTRE D'ALPHABÉTISATION
L'ARDOISE**

145, boulevard de la Montagne
Saint-Casimir G0A 3L0
Tél.: (418) 339-2770
Courriel:
ardoise.alpha@globetrotter.net

**FORMATION ALPHABÉTISATION
CHARLEVOIX (FAC)**

595, rue Georges-Édouard Tremblay
Baie-Saint-Paul G3Z 1V5
Tél.: (418) 435-5752
Télé.: (418) 435-5778
Courriel: alphacharlevoix@hotmail.com

LA MARÉE DES MOTS

3365, chemin Royal, 2^e étage
Beauport G1E 1W1
Tél.: (418) 667-1985
Télé.: (418) 667-4954
Courriel: lamareedesmots@oricom.ca

LIS-MOI TOUT LIMOILOU

798, 12^e Rue
Québec G1J 2M8
Tél.: (418) 647-0159
Télé.: (418) 647-0350
Courriel: lismoitout@qc.aira.com

SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**CENTRE ALPHA DE LA BAIE**

802, boulevard Grande-Baie Nord
La Baie G7B 3K7
Tél.: (418) 697-0046
Télé.: (418) 544-2459
Courriel: alphabbsag@hotmail.com

GROUPE CENTRE-LAC D'ALMA

285, boulevard Eymard Nord
Alma G8B 5J3
Tél.: (418) 668-3357
Télé.: (418) 668-0534
Courriel: gcla@qc.aira.com

**REGROUPEMENT DES CENTRES
D'ALPHABÉTISATION MOT-À-MOT**

156, rue Gaudreault, C.P. 218
Saint-Ambroise G7P 2J9
Tél.: (418) 695-5385 ou 672-6272
Télé.: (418) 672-4720
Courriel: cmam@videotron.ca

